

**HEC MONTRÉAL**

**Peut-on compter sur l'entraide?**

par

**Rachel Delorme**

**Sciences de la gestion  
Gestion de l'innovation sociale**

*Mémoire présenté en vue de l'obtention  
du grade de maîtrise ès sciences en gestion  
(M. Sc.)*

Juin 2020

© Rachel Delorme, 2020

## Résumé

Le courant de la décroissance parie sur l'entraide comme pilier essentiel pour bâtir des sociétés post-croissance. Mais est-ce bien raisonnable? Peut-on effectivement compter sur ce type de relation pour changer le monde? Après avoir rappelé tout d'abord que l'entraide a joué un rôle crucial dans l'histoire de l'humanité, force est de constater que cette forme sociale semble avoir été marginalisée dans nos sociétés. Mais, qu'en est-il vraiment? Comment a effectivement évolué la place de l'entraide dans une société comme celle du Québec?

Pour tenter de répondre à cette question, nous avons pris appui notamment sur les thèses de Karl Polanyi concernant les « systèmes économiques ». Par ailleurs, nous avons réalisé une enquête empirique auprès de deux groupes de Québécoises et Québécois, des « aînés » et des « jeunes ». L'objectif était de comparer la place qu'occupait l'entraide dans la vie quotidienne des « aînés » lorsqu'ils étaient jeunes adultes à celle qu'elle occupe dans le mode de vie de jeunes hommes et de jeunes femmes aujourd'hui.

Cette enquête permet de confirmer que l'entraide – la « réciprocité », dit Polanyi - jouait un rôle beaucoup plus important dans la vie des Québécoises et Québécois il y a encore 50 à 60 ans. Aujourd'hui, « l'échange marchand », ainsi que la « redistribution », sous forme de services publics, constituent les principaux moyens par lesquels les « jeunes » satisfont leurs besoins fondamentaux. La double domination du système capitaliste et de l'avènement des technosciences peut être tenue responsable de ce changement drastique dans nos manières de vivre. Mais, rien n'interdit de penser que l'entraide puisse occuper à nouveau une place fondamentale dans nos vies si nous transformons nos sociétés.

**Mots clés :** entraide, réciprocité, don, échange marchand, redistribution, administration domestique, besoins fondamentaux, capitalisme, technosciences

## Abstract

Degrowth bets on mutual aid as an essential pillar to build post-growth society. However, is it actually reasonable? Can we truly count on this type of relation to change the world? After initially recalling the crucial role played by mutual aid in the history of humanity, we must recognize that this social form seems to have been marginalized in our society. But what about it really? How does the place of mutual aid actually evolve in a society such as Quebec society?

In an attempt to answer this question, we relied especially on Karl Polanyi's thesis concerning « economic systems ». In addition, we conducted an empirical survey targeting two groups of Quebecers, « elders » and « young people ». The objective was to compare the place of mutual aid in the elder's day to day life when they were young adult, to the place of mutual aid in youth lifestyle today.

This research confirms that mutual aid - « reciprocity », says Polanyi – played a much more important role in the lives of Quebecers 50 to 60 years ago. Nowadays, « market exchange », as well as « redistribution », in the form of public services, are the main means by which « young people » meet their fundamental needs. The dual domination of capitalism and technoscience can be held responsible for the drastic changes in contemporary lifestyle. However, nothing prevents us from thinking that mutual aid could once again occupy a fundamental place in our lives if we transform our society.

**Keywords:** mutual aid, reciprocity, gift, market exchange, redistribution, self-sufficiency, fundamental needs, capitalism, technoscience

## Table des matières

Résumé .....	iii
Abstract .....	iv
Remerciements .....	viii
Introduction .....	1
Chapitre 1 .....	9
L'entraide et son destin dans les sociétés occidentales modernes .....	9
1.1. Pas d'humanité sans entraide.....	9
1.1.1. Un avantage adaptatif .....	10
1.1.2. Un trait traversant les époques.....	13
1.1.3. L'autre loi de la jungle .....	17
1.1.4. Une coopération à grande échelle.....	20
Centralité de l'entraide .....	21
1.2. La disparition de l'entraide? .....	22
1.2.1. Individualisme .....	22
1.2.2. Anomie .....	25
1.2.3. Dissociété .....	28
L'entraide marginalisée .....	31
En conclusion .....	31
Chapitre 2 .....	32
Qu'est-ce que l'entraide? [Cadre théorique].....	32
2.1. Définir la relation d'entraide .....	32
2.1.1. Qu'est-ce que le don? .....	33
2.1.2. Après le don, le contre-don, et ainsi de suite.....	34
2.1.3. Le don versus l'échange .....	35
2.1.4. Le don au fondement de l'entraide.....	38
En conclusion .....	40
2.2. L'entraide, un moyen parmi d'autres pour satisfaire ses besoins.....	40
2.2.1. Réciprocité.....	41
2.2.2. Redistribution .....	42
2.2.3. Administration domestique .....	43
2.2.4. Échange marchand.....	43
En conclusion .....	44
2.3. La thèse de Polanyi.....	45

2.3.1. Une économie encastrée dans la réalité sociale.....	46
2.3.2. La montée en puissance des marchés autorégulateurs.....	46
2.3.3. La rupture imminente avec le système de marchés et les solutions de rechange .....	48
Hypothèse.....	50
Chapitre 3 .....	52
La méthodologie de recherche.....	52
3.1. Qu'est-ce qu'un besoin ? .....	52
3.2. Une enquête par entretiens semi-directifs .....	54
3.3. Échantillonnage .....	55
3.4. Collecte de données.....	58
3.5. Analyse des données.....	60
Chapitre 4 .....	62
Comment satisfaire ses besoins? [Présentation et analyse des données].....	62
4.1. Les besoins de subsistance .....	63
4.1.1. Se nourrir .....	63
4.1.2. Se vêtir.....	72
4.1.3. Se loger.....	78
4.1.4. Se déplacer.....	85
4.2. Les autres besoins fondamentaux .....	90
4.2.1. Se soigner .....	90
4.2.2. Apprendre .....	96
4.2.3. Se recréer .....	103
4.3. Les stratégies principales.....	111
4.3.1. Le mode de vie paysan .....	112
4.3.2. Le mode de vie des néo-citadins.....	114
4.3.3. Le mode de vie archi-urbain ou hypermoderne.....	115
En conclusion .....	117
Chapitre 5 .....	119
Un monde sans entraide? [Discussion].....	119
5.1. Le règne de la marchandise et des entreprises.....	119
5.2. Nos esclaves modernes : les machines .....	124
5.3. Une entraide persistante, mais non reconnue .....	126
Conclusion.....	130
Les hauts et les bas de l'entraide .....	130
Apports et limites .....	132

Redonner une place aux aînés .....	134
Redécouvrir l'entraide en pratique .....	135
Bibliographie .....	137
ANNEXE 1 : Matrice des besoins de Max Neef (1991) .....	140
ANNEXE 2 : Tableau synoptique du profil des participants .....	141
ANNEXE 3 : Lettre de recrutement des participants .....	142
ANNEXE 4 : Guide d'entretien – Version 1 (Aînés) .....	143
ANNEXE 5 : Guide d'entretien – Version 2 (Milléniaux).....	148
ANNEXE 6 : Formulaire de consentement .....	153

## Remerciements

J'ai réfléchi des mois avant de trouver un sujet qui me convienne. J'ai évalué les nombreuses possibilités qu'offrait mon sujet pour mettre le doigt sur une question de recherche pertinente. J'ai lu, recensé et synthétisé des dizaines d'écrits pour choisir les théories les plus pertinentes quant à la problématique. J'ai écrit, effacé, construit, déconstruit avant d'écrire la première page de ce travail. Toute cette période de questionnement et d'expérimentation en amont fait partie d'un projet de mémoire. Chaque étape représente un nouveau défi déstabilisant et enrichissant. Je tiens donc d'abord à remercier mon directeur de mémoire et professeur Yves-Marie Abraham d'avoir guidé ma réflexion et partagé ses idées, tout en valorisant les miennes et en respectant ma vision. Merci pour ton encadrement et ton accompagnement tout au long de ce projet!

D'ailleurs, le programme de maîtrise en gestion de l'innovation sociale (GIS) dirigé par Yves-Marie et pensé, imaginé et organisé par plusieurs acteurs, crée une communauté d'individus engagés. L'implication et le développement de relations interpersonnelles n'ont pas fait partie intégrante de mon cheminement universitaire avant la maîtrise, mais la communauté GIS est propice à la création de liens. Je tiens donc à remercier tous mes collègues GIS+. Merci pour la motivation, les discussions, l'écoute et le partage d'idées et d'expériences. Vous êtes exceptionnels et ce serait un plaisir de vous côtoyer encore longtemps et de collaborer dans un futur proche.

La rédaction d'un mémoire est un travail de longue haleine. Pour passer à travers, j'ai pu compter sur un entourage présent et engagé. Mes proches étaient là pour célébrer les étapes franchies et les petites réussites, pour me changer les idées quand l'inspiration manquait ou que les doutes me hantaient, et pour m'encourager quand les obstacles qui ont parsemé mon cheminement me semblaient insurmontables. Je tiens à remercier ma mère, Sylvie, pour son temps, son écoute, son ouverture, ses idées et son calme rassurant. Je remercie mon père, Guy, pour son implication, sa confiance, son support et ses réflexions enrichissantes. Merci à mon papi Jean-Paul d'avoir déclenché l'étincelle qui me permit de trouver un sujet de mémoire tellement captivant. Et merci à mon frère David, ma famille et mes amies pour m'avoir encouragé ou diverti, selon mon humeur.

En terminant, je souhaite remercier les seize personnes qui ont accepté de participer à ma recherche. Ces gens m'ont ouvert la porte avec le sourire et se sont ouverts à moi. Merci pour les anecdotes rigolotes, les photos souvenirs et les larmes nostalgiques. Merci pour les pantoufles et l'accueil chaleureux. Merci pour votre temps et votre confiance. Sans vous, ce projet ne serait rien.

J'ai eu la chance d'avoir tous ces gens derrière moi pour réaliser ce travail. Cela m'amène à croire qu'on n'accomplit que très peu quand on est seul. C'est d'ailleurs un message important qui ressort de ce mémoire : le soutien des pairs est souhaitable et indispensable pour réussir.

## Introduction

Toutes les occasions sont bonnes pour se réunir au chalet autour d'un bon repas en famille. Une quinzaine de personnes attablées qui échangent, qui discutent, qui rigolent et qui festoient, ça bourdonne! Mon grand-père, lui, s'assoit au bout de la table sur cette chaise qui lui est précisément réservée. Il écoute, il observe surtout, parce qu'à 88 ans les oreilles font parfois défaut. Il sourit, heureux sans doute d'être entouré de cette famille qu'il a contribué à fonder et à laquelle il a transmis le goût de ces rencontres rituelles. Quand il parle, toutes les têtes se tournent vers lui. Lorsqu'il raconte des anecdotes de sa vie d'avant, on écoute attentivement, on capte chaque détail et on se regarde surpris d'entendre des histoires qui semblent tout droit sorties d'un film. Que ce soit, la vie sur la ferme avec sa famille, les courses de chevaux auxquels il assistait avec son père, les jeux de cowboy à cheval dans les champs avec ses cousins, la vente des récoltes au marché le samedi, les soirées festives à Montréal, ou encore la rencontre de notre grand-mère, toutes ses histoires sont captivantes et décrivent le siècle passé avec plein de détails et d'anecdotes surprenantes pour les plus jeunes. Non seulement on apprécie entendre ses récits, mais mon grand-père semble aussi prendre plaisir à raconter ses histoires de jeunesse.

C'est en pensant à ces récits que m'est venue l'idée de ce mémoire. Intéressée par la transformation sociale et l'invention de formes de vie qui soient moins destructrices et moins aliénantes que les nôtres, je me suis dit qu'il y avait forcément quelque chose à apprendre de la vie d'autrefois. Et mon grand-père me semblait pouvoir être un informateur précieux. En m'asseyant avec lui pour tester cette idée, je lui ai posé plusieurs questions pour préciser ce qui pourrait faire l'objet d'un travail de recherche pertinent et enrichissant. Ce que j'ai tout de suite remarqué, c'est la solidité des liens entre les membres des communautés au sein desquelles il a vécu étant jeune. À l'entendre, les individus semblaient beaucoup compter les uns sur les autres. Ils s'entraidaient lors des récoltes, participaient à toutes sortes de « corvées » entre voisins, ne se souciaient pas de verrouiller leurs portes, convoitèrent pour se rendre au marché ou à l'église, organisaient des activités sportives et récréatives avec les gens de la communauté, etc. Bref, la solidarité semblait

omniprésente dans sa vie d'autrefois. Que s'est-il passé depuis pour que l'entraide soit devenue aussi peu présente dans nos vies? À quelles conditions pourrions-nous redonner une place plus importante à l'entraide dans nos manières de vivre ensemble? Et, dans cette perspective, qu'est-ce que les récits de mon grand-père auraient à nous apprendre? Telles sont les questions qui ont lancé cette recherche, alors que je m'intéressais par ailleurs au mouvement de la décroissance et à ses principales propositions pour bâtir des sociétés post-croissance.

### **Décroissance et entraide**

Né il y a une vingtaine d'année en Europe, le mouvement en faveur d'une « décroissance soutenable » ou « conviviale » est un appel à sortir au plus vite d'un modèle de société fondé sur la croissance économique illimitée, avant notamment que les limites biophysiques planétaires ne nous imposent une « décroissance » forcée et brutale. Ce refus de la course à la production de marchandise se fonde sur trois principaux arguments (Abraham, 2019).

Tout d'abord, cette croissance économique est synonyme de destruction sur le plan écologique. Produire toujours plus de marchandises suppose en effet, au bout du compte, de consommer toujours plus de « ressources naturelles » et de générer toujours plus de déchets. Dans un délai que certains chercheurs jugent très rapproché à présent (Sevigne et Stevens, 2015), nos sociétés pourraient ainsi se trouver dans l'incapacité d'assurer la subsistance d'une part grandissante de leurs membres. À tout le moins, les conditions de vie d'une partie d'entre nous pourraient se dégrader de plus en plus. La seule manière d'empêcher ce désastre est de produire moins que nous ne le faisons aujourd'hui. Il n'y a jamais eu en effet et il n'y aura sans doute jamais de « croissance verte »

Par ailleurs, la croissance n'est possible qu'au prix d'un transfert aux générations futures des coûts associés à cette destruction écologique. Mais ce n'est pas la seule injustice, cette croissance n'est possible que par la domination de certains groupes sur d'autres (Piketty, 2013). L'exploitation de populations et de régions plus pauvres économiquement est non seulement une conséquence de la croissance, mais on peut penser que cette dernière n'est

possible qu'à condition d'établir des rapports d'exploitation entre humains. À cela s'ajoute l'exploitation brutale de millions d'animaux qui est au cœur également de cette course à la croissance. Pour sortir de cette logique, le mouvement de la décroissance propose par ailleurs de « partager plus » nos moyens d'existence.

Ce qui permet à cette course à la croissance de perdurer, malgré le cul-de-sac social et écologique, est sans doute sa dimension aliénante. Notre rapport au monde est dorénavant sculpté par le capitalisme, qui nous apparaît comme inscrit dans la nature des choses. Nous nous retrouvons ainsi au service de cette vaste course à la production de marchandises, au lieu du contraire, et sans nous en inquiéter outre mesure. Le mouvement de la décroissance est aussi un appel à reprendre le contrôle de nos vies, à cultiver notre autonomie collective, donc à « décider ensemble » de la manière d'organiser nos sociétés.

Les « décroissants » sont nombreux à proposer de bâtir des sociétés post-croissance sur des « communs ». Abraham (2019) définit cette institution comme un collectif, visant à satisfaire un ou plusieurs besoins indépendamment de l'entreprise et de l'État – autonomisation. Ce collectif partage ses moyens de productions – communalisation – et les décisions concernant son fonctionnement – démocratisation. Il repose par ailleurs sur des rapports d'entraide plutôt que de compétition et de de domination – coopération. (Abraham, 2019 : 246).

L'entraide, c'est-à-dire « l'action de s'entraider ; aide qu'on se porte mutuellement » (Larousse, 2020)<sup>1</sup> serait donc un pilier important dans les sociétés post-croissance. Mais, peut-on vraiment compter à ce point sur ce rapport social pour opérer une telle révolution? Le témoignage de mon grand-père incite à penser que ce type de relation a déserté notre monde. Par ailleurs, mon expérience concrète de la vie conforte cette impression. Enfin, les principales théories qui nous sont enseignées dans les sciences sociales nous présentent des humains pour l'essentiel incapables d'entretenir des rapports d'entraide.

---

<sup>1</sup> La définition étymologique du mot entraide soutient que ce terme est « composé de *entre*, du latin *inter*, entre (marquant le partage) et de *aide*, du verbe *aider*, dérivé du latin *adjutare*, aider fréquemment ou souvent, soulager, alléger. » (La Toupie, 2020). Je proposerai plus loin une définition plus conceptuelle de l'entraide

## **L'entraide impossible?**

Le milieu scolaire et universitaire dans lequel je baigne depuis plusieurs années me paraît miser sur la compétition bien avant l'entraide. L'indicateur principal de performance est la notation individuelle. Si les notes sont supérieures à 60%, c'est la réussite. En plus, elles sont attribuées en fonction de nos camarades de classe. Une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) estime que : « Près de 40 % des élèves du secondaire étudient au privé ou dans des écoles publiques à programmes ou projets particuliers qui imposent des critères de sélection. » (Nadeau, 2017.) On sélectionne donc les individus selon leur potentiel de réussite déterminé par leurs résultats individuels qu'on compare à ceux de leurs collègues. Il serait étonnant que l'entraide soit au rendez-vous dans un environnement institutionnel qui encourage plutôt la compétition entre les élèves.

Des collègues qui refusent de s'aider par peur de voir leur cote R diminuer est une réalité dans les programmes très contingentés. Il faut dire que si on veut poursuivre notre cheminement scolaire, on est dans l'obligation de jouer le jeu dans le but d'obtenir un diplôme qui, lui, est le signe ultime de réussite. Selon mon expérience, la coopération est somme toute très peu valorisée dans le milieu scolaire. Les travaux d'équipes sont la bête noire de plusieurs étudiants. La coopération pour produire un travail collectivement est difficile. Bien qu'on y parvienne quelques fois sans trop d'écorchures grâce à l'effort de chacun, la compétition tient toujours, mais cette fois-ci entre les équipes.

À la suite de cette maîtrise, je ferai mon entrée officielle sur le marché du travail, mais je n'en serai pas à ma première expérience professionnelle. J'ai pu constater déjà que la compétition règne aussi en maître dans le monde du travail. La réussite est encore une fois axée sur les résultats individuels, les meilleurs chiffres de ventes, le meilleur taux de rétention ou d'acquisition de clientèle. Dans les rares cas où la culture d'entreprise prône le travail d'équipe, il y a concurrence entre les départements ou entre les organisations. On se compare les uns aux autres, en observant qui a le plus gros salaire, le plus haut poste ou le plus de leadership. On peut faire les mêmes remarques en ce qui concerne les rapports

de domination, omniprésents aussi bien en milieu scolaire – professeur/étudiants - qu'en milieu professionnel – employés/employeur.

En outre, la théorie économique qu'on m'a enseignée durant mon baccalauréat aux HEC suggère que la poursuite d'intérêts individuels guide les comportements humains. Le système capitaliste dominant et le libéralisme économique qui soutiennent essentiellement la même prémisse partagent une vision quant à la nature de l'humain : il serait fondamentalement égoïste. L'entraide ne serait donc pas une réponse naturelle chez l'être humain. Parmi les théories les plus souvent entendues qui soutiennent cette thèse, on trouve celle du « passager clandestin » élaborée par Mancur Olson ou encore celle de la « tragédie des communs » que l'on doit à Gareth Hardin.

Rappelons que pour Olson, même lorsque des humains ont tout à fait intérêt à se mobiliser pour accomplir une action collective – lutter contre le réchauffement climatique, par exemple – le risque est très élevé qu'ils échouent, sauf si une autorité force leur collaboration ou si des incitatifs individuels leurs sont proposés. La plupart des humains concernés vont adopter la stratégie du « passager clandestin », qui consiste à tenter de profiter l'action du groupe sans y prendre part. Évidemment, si la plupart des membres du collectif en question adoptent cette attitude, c'est l'échec assuré. Force est d'admettre que c'est bien ce que nous observons dans de nombreux cas de ce genre.

« Si les membres d'un grand groupe cherchent, comme le veut le bon sens, à améliorer leur situation matérielle, ils n'entreprendront rien qui permette de se rapprocher de l'objectif commun sinon contraints et forcés ou si s'offrent à eux certaines stimulations, distinctes de la poursuite du but collectif, en échange de leur consentement à supporter une part des charges et des coûts qu'entraîne la réalisation des buts du groupe. » (Olson, 1978 : 22-23)

Selon Olson donc, seule la contrainte ou des incitatifs sélectifs peuvent faire aboutir de tels projets communs, parce que l'individu a alors un intérêt personnel et immédiat à participer, soit pour éviter la sanction, soit pour bénéficier d'une récompense personnelle.

Le biologiste américain Garrett Hardin a développé de son côté une théorie qui démontre l'échec inéluctable de la communalisation de ressources : « la tragédie des biens

communs ». Pour illustrer son propos, il présente une fable ou une parabole dans laquelle des bergers qui partagent un pâturage doivent choisir d'ajouter ou non des animaux à leurs troupeaux respectifs. Chacun s'efforçant de satisfaire au mieux son intérêt individuel, chacun va donc choisir d'ajouter de nouveaux animaux à son troupeau. Le résultat est alors dévastateur :

« Là est la tragédie. Chaque homme est coincé dans un système qui l'oblige à augmenter la taille de son troupeau sans limite – dans un monde limité. La ruine est la destination vers laquelle tous les hommes se précipitent, chacun poursuivant son propre intérêt dans une société qui croit en la liberté des communs. La liberté dans les communs apporte la ruine à tous. » (Hardin, 1968 : 1244, traduction libre)

Pour éviter cette « tragédie », Hardin préconise la propriété privée ou, lorsque cette solution n'est guère praticable, l'intervention d'une autorité (un État typiquement) qui va réguler l'usage de la ressource en question (Hardin, 1968 : 1245).

Dans les deux cas, la poursuite d'intérêts personnels n'est pas réconciliable avec la solidarité et la considération pour autrui nécessaires à la gestion optimale d'un bien quelconque. Dans la perspective de Hardin et Olson, l'idée de sociétés basées sur des actes d'entraide est donc tout à fait utopique. Le commun proposé dans les théories décroissancistes est pour l'essentiel un impossible. Autrement dit, la théorie économique orthodoxe ne croit pas aux communs, elle ne croit pas en la possibilité qu'une ressource puisse être autogérée par et pour les membres d'un collectif, de manière équitable et durable.

### **Plan du mémoire**

Alors, est-ce bien raisonnable de vraiment compter sur l'entraide pour bâtir des sociétés communalistes post-croissance? Pour répondre à cette question, et valider ou non les doutes que suscite le projet d'une « communalisation » du monde, je me suis intéressé tout d'abord à la place de l'entraide dans l'histoire de l'humanité. C'est l'objet du premier chapitre de ce mémoire. J'ai ainsi découvert que contrairement à l'imaginaire dominant, l'entraide est une dimension centrale de l'histoire de notre espèce. Cela dit, j'ai pu constater également

que l'entraide ne semble plus constituer un rapport social central dans nos sociétés, si l'on se fie aux fondateurs de la sociologie. Ce sont plutôt les comportements individualistes et compétitifs qui priment actuellement. D'où la question sur laquelle se termine ce premier chapitre : comment la place de l'entraide a-t-elle évolué au fil des époques?

Pour répondre à cette question, j'ai élaboré un cadre théorique en deux temps, que je présente dans le second chapitre de ce mémoire. Premièrement, j'y définis l'entraide en m'appuyant sur les théories du don en anthropologie et en la situant dans un cadre plus large, celui de la typologie des « systèmes économiques » établie par Karl Polanyi (1983). Je montre que l'entraide relève du principe de la « réciprocité ». Puis je m'appuie sur les thèses de Polanyi pour formuler l'hypothèse suivante : nos besoins sont aujourd'hui satisfaits principalement via le marché autorégulateur, après l'avoir été essentiellement par la redistribution centralisée, et ce depuis la crise économique des années 1930 jusqu'au virage néolibéral des années 1980. En plaçant à nouveau le marché autorégulateur comme institution principale au détriment d'autres institutions traditionnelles, l'entraide ne peut jouer qu'un rôle marginal dans la manière dont nous satisfaisons aujourd'hui nos besoins.

Dans le troisième chapitre, je présente le dispositif d'enquête que j'ai mis en place pour tenter de comprendre l'effritement apparent de l'entraide dans nos sociétés. Il s'agit d'une enquête par entretiens individuels semi-directifs, réalisée auprès de Québécoises et de Québécois. Pour tenter de comprendre l'évolution des rapports d'entraide dans notre société, j'ai voulu comparer la place de l'entraide dans la vie quotidienne aujourd'hui à celle qu'elle pouvait avoir dans les années 1940 à 1960. Pour ce faire, j'ai enquêté auprès de deux populations : des jeunes adultes, d'une part, des personnes âgées, d'autre part, que j'ai questionné sur leur mode de vie à l'époque de leur jeunesse.

Dans le quatrième chapitre, je présente et j'analyse les données tirées de ces entretiens en m'intéressant donc aux principaux changements qui se sont produits depuis 60 à 80 ans dans les manières de satisfaire nos besoins fondamentaux, dans une société comme celle du Québec. Émergent ainsi trois modes de vie distincts, dans lesquels l'entraide occupe une place toujours moindre : le mode de vie paysan, caractéristique de la première moitié

du siècle dernier, le mode de vie citadin, qui a suivi immédiatement l'exode rural et en porte encore les traces, et enfin le mode de vie « archi urbain » que nous connaissons en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans le cinquième et dernier chapitre, je propose une synthèse de mon étude, dans laquelle je souligne la place décisive prise par les marchandises, les organisations technocratiques, et les machines dans nos manières de satisfaire nos principaux besoins. Mais, je montre aussi que des rapports d'entraide persistent et restent en fait essentiel, même s'ils sont méprisés et invisibilisés le plus souvent.

# Chapitre 1

## L'entraide et son destin dans les sociétés occidentales modernes

Peut-on donc compter sur l'entraide pour bâtir des sociétés post-croissance? Est-ce bien sérieux de conférer une telle place à ce type de relation entre les humains dans les projets de transition qui sont échafaudés aujourd'hui? *A priori*, et comme je l'ai souligné en introduction, un tel pari semble bien risqué. Mais, qu'en est-il en réalité? Pour tenter de répondre à ces questions, je me suis intéressé tout d'abord à la place de l'entraide dans l'histoire de notre espèce et j'y ai découvert que cette place a été centrale jusqu'à récemment. C'est de cette découverte dont je rendrai compte dans la première partie de cette revue de littérature. Dans la seconde section, je m'intéresserai de plus près à la place effective de l'entraide dans les sociétés occidentales modernes. Un constat s'impose : l'entraide est dorénavant marginalisée et remplacée par des comportements teintés d'individualisme. Ainsi, ce premier chapitre présente une dissonance entre deux faits en apparence irréconciliables ; l'entraide qui représente un trait adaptatif déterminant pour l'évolution de l'humanité est remplacée par des comportements lui étant opposés dans les sociétés modernes.

### 1.1. Pas d'humanité sans entraide

Analysons d'abord la place de l'entraide depuis le début de l'humanité. Depuis fort longtemps, des chercheurs développent l'idée que l'entraide constitue un comportement inné chez les êtres humains. Pour Darwin (1891), l'entraide est un trait adaptatif, un instinct social, qui ressort afin d'assurer de meilleures chances de survie. Pour Kropotkine (1938[1902]), c'est une loi de la nature qui favorise la reproduction des plus solidaires. Pour Servigne et Chapelle (2017), c'est aussi une loi de la nature qui s'exprime à travers un double système cognitif. Puis, pour Harari (2015), la coopération entre les individus est possible grâce à la capacité, propre à l'espèce humaine, de créer des fictions. Explorons

maintenant ces diverses perspectives démontrant le rôle fondamental de l'entraide dans notre histoire.

### 1.1.1. Un avantage adaptatif

Les recherches de Charles Darwin, célèbre naturaliste anglais qui s'intéresse principalement aux facteurs de l'évolution, ont énormément influencé notre façon de concevoir le monde. Ses nombreuses observations permettent de mieux comprendre l'évolution de diverses espèces, dont la nôtre. Elles permettent de soulever les éléments qui ont été déterminants pour tendre vers une direction plutôt qu'une autre. La section présentée ici tire les informations directement de son ouvrage paru en 1891 intitulé *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle* (Darwin, 1891). Commençons par un survol de la théorie de l'évolution qui a été largement diffusée et qui l'est toujours. La sélection naturelle est au cœur de celle-ci. Il est pertinent d'y revenir en détail, puisqu'avec le temps sa signification initiale s'est perdue. Selon Darwin, l'humain est soumis à différentes conditions dans des environnements plus ou moins rudes. Il fait donc face à une lutte pour l'existence et certaines modifications physiologiques ou psychologiques mises en place au fil des générations l'accompagnent dans cette lutte. Les variations avantageuses sont conservées et les plus nuisibles sont éliminées. Ultimement, Darwin conclut que certaines d'entre elles permettent une meilleure adaptation et donc de plus grandes chances de survie. Les individus les plus adaptés tendent donc à se reproduire en plus grand nombre. De cela découle la notion largement répandue de la persistance des plus aptes. Au fil du temps, la sélection naturelle a donc permis de produire certains traits adaptatifs spécifiques à l'espèce humaine.

Il faut creuser davantage pour déceler la nature de ces variations et les traits qui en ressortent. Débutons en mentionnant que l'être humain a réussi à se reproduire en grand nombre grâce « à ses facultés intellectuelles, à ses habitudes sociales qui le conduisent à aider et à défendre ses semblables, et à sa conformation corporelle » (Darwin, 1891 : 48). Au niveau de sa constitution corporelle, les caractéristiques physiologiques de l'être humain lui offrent une valeur adaptative, dans certains cas. En effet, Darwin déduit que la

bipédie a permis de libérer les mains, la locomotion étant ainsi assurée par les membres inférieurs. La main de l'être humain s'est ainsi développée pour manipuler des objets, tailler des outils, chasser, etc. Aussi, la mâchoire et les dents ont diminué en taille, laissant plus de place au cerveau et donc au développement des facultés mentales. Dans l'ouvrage de Darwin, on peut lire ceci :

« Le peu de force corporelle de l'homme, son peu de rapidité de locomotion, sa privation d'armes naturelles, etc., sont plus que compensés, premièrement, par ses facultés intellectuelles, qui lui ont permis, alors qu'il était à l'état barbare, de fabriquer des armes, des outils, etc.; et, secondement, par ses qualités sociales, qui l'ont conduit à aider ses semblables et à en être aidé en retour. »  
(Darwin, 1891 : 65-66)

La vulnérabilité de l'humain a ainsi permis à l'entraide d'émerger et de devenir une ressource clé pour les humains. Certes, l'entraide est aussi présente chez d'autres espèces. Darwin constate que les animaux se préviennent d'un danger éminent, s'aident mutuellement pour chasser, s'associent entre eux pour être plus forts et sont aussi capables de « sympathie » et de « fidélité » (Darwin, 1891 : 73). Elle prend toutefois des formes et une intensité particulières chez les humains. D'abord, plusieurs de ses facultés mentales et sociales ont été en grande partie développées dans l'avantage prioritaire de la communauté : « Chez les animaux rigoureusement sociables, la sélection naturelle agit parfois sur l'individu, en conservant les variations qui sont utiles à la communauté. » (Darwin, 1891 : 64.) L'instinct de sympathie développé chez l'être humain est un exemple de variation qui bénéficie d'abord à la communauté et qui permet directement des comportements d'entraide.

« Notre instinct de sympathie nous pousse à secourir les malheureux; la compassion est un des produits accidentels de cet instinct que nous avons acquis dans le principe, au même titre que les autres instincts sociables dont il fait partie. La sympathie, d'ailleurs, pour les causes que nous avons déjà indiquées, tend toujours à devenir plus large et plus universelle. Nous ne saurions restreindre notre sympathie, en admettant même que l'inflexible raison nous en fit une loi, sans porter préjudice à la plus noble partie de notre nature. »  
(Darwin, 1891 : 170)

Une autre particularité de l'être humain est sa propension à se questionner sur son existence et sur le monde qui l'entoure afin de tenter d'y trouver un sens. C'est ainsi qu'un « sens moral » (Darwin, 1891 : 104) s'est développé pour assurer une meilleure cohésion dans les communautés. Le sens moral commun est possible grâce aux instincts sociaux qui ont permis l'échange de services et le plaisir de la vie en communauté; aux facultés intellectuelles qui ont permis de se remémorer ses actions passées, leurs résultats et le jugement de la société sur celles-ci; à l'habitude qui a permis de renforcer avec le temps des sentiments telle la sympathie; et au langage qui a permis de s'exprimer et donc de créer une opinion ou un « guide de conduites ». Ce dernier prend forme en priorisant, au fil du temps, les décisions allant dans l'intérêt du groupe et suivant les normes sociales partagées (Darwin, 1891 : 130). Ainsi, les aptitudes intellectuelles et sociales complexes ont été mises de l'avant pour tisser un réseau solidaire dans l'avantage de la communauté.

Darwin mentionne que plus l'être humain évolue, plus il s'associe en grand groupe, et plus ses instincts sociaux et sa sympathie ratissent large. Suivant cette logique « une barrière artificielle seule peut empêcher ses sympathies de s'étendre à tous les hommes de toutes les nations et de toutes les races » (Darwin, 1891 : 132). Bien que le guide de conduite commun soit principalement construit grâce à l'expérience des actions qui semblent aller dans l'intérêt du groupe, la rationalité peut faire défaut et laisser place à des mœurs et des traditions qui au contraire ne participent pas au bien-être général. Ces coutumes s'ancrent tout de même dans l'esprit des individus étant transmises dès la naissance lorsque le développement du cerveau lui permet d'assimiler profondément plusieurs éléments. Darwin poursuit en disant : « L'expérience nous prouve, malheureusement, combien il faut de temps avant que nous considérions comme nos semblables les hommes qui diffèrent considérablement de nous par leur aspect extérieur et par leurs coutumes. » (Darwin, 1891 : 132.) Ainsi, des éléments culturels qu'on acquiert par la transmission de génération en génération peuvent aller à l'encontre de nos dispositions sociales et freiner la coopération. Outre ces contraintes, il y a des prédispositions à la réciprocité chez l'espèce humaine.

En lisant Darwin, on constate donc que la solidarité est un trait adaptatif aussi avantageux sinon plus que la rivalité. Pourtant, comme le soulève cet article du magazine de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) signé Jean-Claude Simard, l'idée de persistance des plus aptes continue d'être interprétée bien souvent comme un éloge de la compétition et de la concurrence entre humains. Le sens réel des observations et des conclusions de Darwin concernant l'entraide a été perdu avec le temps. L'auteur évoque certains traits compétitifs retenus par la sélection naturelle, mais la prétendue lutte pour l'existence semble s'être vu accorder une trop grande importance. L'apparition du darwinisme social a permis de légitimer plusieurs inégalités dans les sociétés. La persistance des plus aptes a justifié des idées discriminantes. La dimension naturelle ou innée expliquerait donc les comportements empreints de rivalité nécessaire à la lutte pour l'existence. Notamment, on peut penser au colonialisme, au libéralisme économique ou encore à l'esclavagisme, qui prônent des rapports de domination. Pourtant, on aurait dû retenir qu'historiquement les traits compétitifs ont tendance à s'effacer pour laisser place à la sociabilité, la coopération et l'entraide, plutôt que de diffuser des idées encourageant la rivalité (Simard, 2016).

En résumé, Darwin démontre que, pour différentes espèces, l'entraide est un trait adaptatif qui s'est imposé à travers des millions d'années d'évolution. En étudiant précisément l'espèce humaine, il démontre que les instincts sociaux, les facultés intellectuelles, l'habitude et le langage permettent de développer un sens moral qui dicte aux individus d'agir dans le sens du bien commun. L'humain a tendance à s'associer et à étendre sa coopération en groupe toujours plus nombreux. Cette tendance ne peut être contrebalancée que par des éléments culturels qui sculptent notre imaginaire collectif de façon à taire nos instincts solidaires.

#### 1.1.2. Un trait traversant les époques

Pierre Kropotkine présente son livre intitulé *L'entraide : un facteur de l'évolution* paru initialement en 1902. Dans la préface de Mark Fortier de la version française révisée publiée par Écosociété on peut lire ceci :

« Le but premier du livre, du moins le plus apparent, est de critiquer la récupération idéologique de l'œuvre de Darwin. [...] Plusieurs, en effet, ont cru trouver une caution scientifique à la libre concurrence et aux inégalités économiques dans les concepts darwiniens de « sélection naturelle » et de « lutte pour l'existence ». Or, si cette interprétation sociale du darwinisme était vraie, la théorie anarchiste fondamentale de Kropotkine, d'après laquelle les humains sont par nature enclins à coopérer, était compromise. La popularité grandissante de cet effort de naturalisation du marché décida Kropotkine à exposer ses vues sur l'entraide et l'évolution. L'idée que l'entraide puisse être le moteur de l'évolution, Kropotkine l'a eue au cours de ses expéditions en Sibérie, alors qu'observant la nature et méditant l'œuvre de Darwin, il en est venu à la conclusion que la « lutte pour l'existence » était un phénomène fort marginal dans le monde du vivant. » (Kropotkine, 2001 [1902] : 11)

Ainsi, la thèse de ce naturaliste et géographe est pertinente, car elle tient à recadrer les dérives issues de reprises douteuses de l'œuvre de Darwin et de rendre justice à l'entraide comme élément fondamental de l'évolution. Son œuvre a été écrite au XIX<sup>e</sup> siècle, où le libéralisme économique dominait et reposait entre autres sur l'idée de libre-marché, de concurrence et donc de persistance des plus aptes. Pourtant, ce sont les individus qui apprennent à s'associer et à être solidaires avec le groupe qui ont le plus de chance de survie et de reproduction. Voyons plus en détail ce que Kropotkine avance dans cet ouvrage.

L'auteur ne nie pas la présence de compétition à certains niveaux, mais souhaite s'attarder spécifiquement à la « loi de l'entraide » (Kropotkine, 1938[1902] : 25) qui a été écartée avec les années, ne laissant place qu'à l'idée que la rivalité soit le trait inné dominant de l'être humain.

« [...] nous pouvons sûrement dire que l'entraide est autant une loi de la vie animale que la lutte réciproque, mais que, comme facteur de l'évolution, la première a probablement une importance beaucoup plus grande, en ce qu'elle favorise le développement d'habitudes et de caractères éminemment propres à assurer la conservation et le développement de l'espèce ; elle procure aussi, avec moins de perte d'énergie, une plus grande somme de bien-être et de jouissance pour chaque individu. » (Kropotkine, 1938[1902] : 16)

Kropotkine précise que la lutte pour survivre présentée par Darwin, soutient qu'une espèce disparaît par incapacité de s'adapter à une condition, et non qu'elle cède à une autre espèce

dans un esprit de rivalité. Selon ses observations, ceux qui ont un penchant altruiste prospèrent davantage que ceux optant pour l'égoïsme. La sélection naturelle intervient donc en sélectionnant l'entraide. Les comportements antisociaux sont déclassés n'étant pas optimaux dans une optique de survie et d'adaptabilité. Par exemple, dans le règne animal, la sociabilité chez les oiseaux de proie permet de conclure que « leur état de société leur fournit une protection infiniment plus efficace que tout développement de bec ou d'ongles, si parfait qu'on l'imagine » (Kropotkine, 1938[1902] : 32). C'est la vie en société bien plus que des caractéristiques physiques qui assure la protection et la survie de plusieurs espèces.

Outre les animaux, l'essentiel du travail de Kropotkine est de recenser plusieurs manifestations concrètes de l'entraide à différents moments clés de l'histoire, et ce, chez diverses communautés humaines (les « tribus », les « communes des peuples barbares » et les cités du Moyen-Âge). La première forme d'organisation était la « tribu » ou le « clan ». Kropotkine analyse différentes « tribus » à travers le monde et vante les relations de solidarité au sein de ces groupes et entre ceux-ci. Dans ces communautés, l'égalité est un critère important pour maintenir la cohésion. En effet, toutes sortes de mécanismes sont à l'œuvre pour s'assurer que personne ne s'enrichisse démesurément aux dépens des autres. Les comportements semblent guidés par un « droit commun » au même titre que la notion de « sens moral » développée par Darwin (Kropotkine, 1938[1902] : chap.3). En effet, l'auteur mentionne ceci au sujet de la réalité d'un membre d'une « tribu » : « Le droit commun est sa religion ; ce sont ses mœurs mêmes. L'idée du clan est toujours présente à son esprit, et la contrainte de soi-même et le sacrifice de soi-même dans l'intérêt du clan se rencontrent quotidiennement. » (Kropotkine, 1938[1902] : 88.)

Ensuite, Kropotkine trace un portrait des peuples « barbares » et démentit l'image violente qu'on leur accorde. Avec le développement des unions territoriales, la commune du village était l'élément organisateur des sociétés « barbares ».

« La commune du village n'était pas seulement une union pour garantir à chacun une part équitable de la terre commune, elle représentait aussi une union pour la culture de la terre en commun, pour le soutien mutuel sous toutes les formes possible, pour la protection contre la violence et pour un développement

ultérieur du savoir, des conceptions morales ainsi que des liens nationaux. »  
(Kropotkine, 1938[1902] : 95)

En général, la commune choisit la coopération pour cultiver les terres, chasser en groupe, assurer la sécurité, partager des repas, organiser des assemblés, des fêtes, et progresser ensemble. Elle offrait une autonomie aux familles, mais aussi des alliés pour résister aux temps plus difficiles. Alors, les intérêts communs assuraient de maintenir la cohésion et donc le bien-être collectif (Kropotkine, 1938[1902] : chap.4).

Kropotkine poursuit en analysant le fonctionnement de plusieurs cités du Moyen-Âge en Europe. Malgré d'importantes différences entre elles, ce sont généralement de petites communes regroupées dans un plus grand groupe, puis supervisées par la cité mère. L'entraide survient à plusieurs niveaux, dans la famille, dans le groupe et dans l'association de plusieurs groupes. Elle est concrétisée dans l'organisation de sociétés qui nécessite des efforts collectifs pour satisfaire les différents besoins du groupe. C'est le rôle de chacun des membres de veiller au bon fonctionnement du groupe. Elle peut aussi prendre plusieurs formes qui assurent aux individus une autonomie individuelle, mais aussi les avantages de la vie collective. Elle permet d'avoir du soutien au niveau de la sécurité, de la recherche de nourriture, de l'éducation des enfants, etc (Kropotkine, 1938[1902] : chap.5-6). Ainsi, selon l'auteur, l'entraide traverse les époques et les différentes organisations sociales.

Bien que l'entraide soit visiblement primordiale dans les sociétés indépendamment de l'époque, notons qu'à l'époque moderne ces instincts sociaux rencontrent de considérables obstacles. À l'instar de Darwin, Kropotkine soutient que des constructions sociales propres aux sociétés plus récentes ont obstrué la solidarité. Les institutions encourageant l'entraide ont presque complètement été remplacées par d'autres institutions obstruant la solidarité.

« On enseigna, dans les universités et dans les églises, que les institutions, qui avaient permis aux hommes d'exprimer autrefois leur besoin d'entraide, ne pouvaient être tolérées dans un État bien organisé. L'État seul pouvait représenter les liens d'union entre ses sujets. » (Kropotkine, 1938[1902] : 154)

« L'État seul et l'Église doivent d'occuper des affaires d'intérêt général, tandis que les sujets doivent représenter de vagues agglomérations d'individus, sans

aucun lien spécial, obligés de faire appel au gouvernement chaque fois qu'ils peuvent sentir un besoin commun. [...] À mesure que le nombre des obligations envers l'État allait croissant, les citoyens se sentaient dispensés de leurs obligations les uns envers les autres. » (Kropotkine, 1938[1902] : 153-154)

Selon Kropotkine, les efforts de certains groupes, soit principalement l'État et l'Église, pour anéantir les initiatives d'entraide n'ont pas supplanté l'instinct solidaire propre aux êtres humains. L'entraide persiste toujours (Kropotkine, 1938[1902] : 156).

En somme, *L'entraide : un facteur de l'évolution* précise la place de l'entraide dans l'évolution du vivant et de notre espèce en particulier. Sur le plan individuel, elle permet de répondre à différents besoins essentiels, au niveau, entre autres, de l'alimentation, de la sécurité ou de la socialisation. Sur le plan collectif, elle permet de progresser en tant que société en maintenant une cohésion sociale. L'entraide permet donc à tous de prendre part à la vie collective et d'en bénéficier. Ceci assure la solidité et la pérennité des sociétés basées sur l'entraide. Celle-ci fait partie intégrante de l'espèce humaine, et s'adapte à la réalité de différentes organisations sociales à travers le temps. C'est ce qui explique la continuité et la ténacité de ce phénomène.

### 1.1.3. L'autre loi de la jungle

Aujourd'hui, Pablo Servigne et Gauthier Chapelle revisitent les thèses de Kropotkine à la lumière des connaissances scientifiques établies au cours du siècle dernier, dans différentes disciplines (Servigne et Chapelle, 2017). Servigne est spécialisé en agronomie et en écologie, alors que Chapelle, aussi formé en agronomie, se spécialise en biologie et en biomimétisme. Il considère tous les deux que l'entraide représente un potentiel immense pour la transformation des sociétés modernes. Ces chercheurs ont publié récemment un ouvrage essentiel pour cette recherche et dont le titre est pour le moins évocateur : *L'entraide : L'autre loi de la jungle*. Comme Kropotkine, Servigne et Chapelle enquêtent sur cette « deuxième loi de la jungle », soit l'entraide, sans nier la présence de compétition et de comportements égoïstes chez plusieurs espèces, dont l'humain. Ils découvrent ainsi que l'entraide est omniprésente chez les mammifères, les insectes, les plantes, les micro-

organismes et les humains bien sûr. On la retrouve aussi dans des relations entre espèces, comme la symbiose entre les arbres et les champignons pour ne mentionner qu'un exemple.

Chez l'humain, l'entraide apparaît comme nécessaire à la survie de l'espèce. Les auteurs présentent cette idée sous la forme d'un paradoxe : « la force de l'être humain provient de sa vulnérabilité et de son interdépendance avec les autres » (Servigne et Chapelle, 2017 : 285). C'est la vulnérabilité qui crée des êtres ultra-sociaux aptes à coopérer. L'entraide a donc une valeur adaptative. Cela dit, certaines conditions énumérées dans l'extrait suivant doivent être réunies pour provoquer la réciprocité :

« le sentiment de sécurité éprouvé par tous les membres du groupe et qui dépend de la constitution d'une bonne «membrane» (les règles que se fixe le groupe, sa raison d'être, son identité); le sentiment d'égalité et d'équité, qui permet d'éviter les effets néfastes du sentiment d'injustice (colère, ressentiment, comportements antisociaux et désir de punition); le sentiment de confiance, qui naît des deux précédents et qui permet à chaque individu de donner le meilleur de lui-même pour le bien du groupe. Ces trois sentiments peuvent être stimulés par les principes d'organisation découverts par Elinor Ostrom lors de ses recherches sur les biens communs. Ses quelques principes semblent généralisables à l'organisation des collectifs et se rapprochent probablement de ce qui ressemble à des principes généraux d'émergence de l'entraide. » (Servigne et Chapelle, 2018 : 281-282)

Selon les auteurs, les principes d'organisation développés par Ostrom instaureraient un climat idéal pour l'émergence de sentiments essentiels à l'entraide. Prenons un instant pour préciser l'idée derrière ces principes. L'économiste Elinor Ostrom développe une approche intéressante dans son ouvrage *La gouvernance des biens communs* (Ostrom, 2010). La théorie qu'elle présente vient s'opposer directement à la thèse d'Hardin quant à la tragédie des communs. Elle a d'ailleurs remporté un Prix Nobel pour sa démonstration de méthodes alternatives de gestion des ressources qui ne mènent pas à leur destruction et leur surutilisation. Il est donc important de préciser ici la nature de ses recherches.

Sur la base d'un gros travail de recherche empirique, Ostrom a identifié plusieurs principes qui assurent le succès d'une communalisation des ressources soit : la définition des droits de chaque membre quant à la ressource commune ainsi que les limites à respecter, l'établissement de règles claires adaptées à un environnement précis, la prise de décision

commune de façon démocratique, la mise en place de dispositifs de surveillance assurant le maintien de bonnes pratiques, l'attribution de sanctions en cas de transgression, la mise en œuvre d'une structure de résolution de conflit, la reconnaissance des communs par les instances gouvernementales externes, et la gestion cohérente à plusieurs niveaux (local, régional, national) (Ostrom, 2010 : 114-115). Ces principes assureraient donc les conditions optimales pour atteindre une coopération dans un groupe responsable d'une ressource commune. En résumé, la coopération est non seulement souhaitable et possible, mais également très efficace dans bien des cas. Pour y arriver, différents sentiments doivent être partagés des membres de la communauté et peuvent être alimentés par des principes établis collectivement. La coopération est donc naturellement mise en place sous certaines conditions.

Retournons maintenant à Servigne et Chapelle qui utilisent la notion de double système cognitif pour tenter d'expliquer comment se manifeste l'entraide par rapport à d'autres réponses potentielles basées sur la rivalité. Ce double système, comme son nom l'indique, est composé de deux systèmes. Le premier correspond aux réponses habituelles et spontanées, alors que le second correspond aux réponses inhabituelles et réfléchies permettant de s'adapter à des situations. Notons que certains apprentissages faits à travers le second système peuvent devenir des références pour les réponses futures du premier système. D'une part, du fait de leur nature ultra sociale, les humains ont tendance à répondre spontanément par des comportements solidaires (système 1). D'autre part, des éléments culturels intériorisés, comme des normes sociales ou un environnement institutionnel quelconque, peuvent influencer leurs réflexions et les pousser à adopter des comportements allant à l'encontre de la nature coopérative (système 2). Par ailleurs, un climat empreint de rivalité peut venir modifier les réponses initialement solidaires émises par le second système, en sélectionnant la compétition comme meilleur choix compte tenu de l'environnement. Puis, en intégrant au fil du temps certains apprentissages, ce changement dans les réponses peut atteindre aussi celles du premier système.

Ainsi, bien que l'entraide soit la réponse de base, les auteurs soutiennent que l'entraide tout comme la rivalité peuvent émerger de ces deux systèmes selon l'environnement et les

expériences vécues. Ce double système démontre que malgré le mythe répandu d'une nature humaine fondamentalement égoïste, nous avons « la capacité d'intégrer très rapidement des mécanismes d'entraide spontanée, mais, pour les maintenir, il nous faut évoluer dans un environnement où les interactions coopératives sont fréquentes » (Servigne et Chapelle, 2017 : 279). En naviguant dans un tel environnement, l'humain est conditionné à suivre son instinct primaire en optant pour la solidarité.

En résumé, la vulnérabilité des êtres humains mène à l'interdépendance et a contribué à ce que se développent des instincts solidaires. L'entraide est incarnée par des associations mutuellement bénéfiques permettant à des individus ou des groupes de progresser. Elle peut être spontanée ou réfléchie, ou tout simplement être remplacée par une autre réponse si l'environnement conditionne à adopter une attitude de rivalité. Bien qu'elle puisse être modifiée suite à différentes expériences, la réponse naturelle de l'homme implique la solidarité. Mais gardons en tête que l'imaginaire collectif et les mythes qu'on transmet peuvent mettre en péril un instinct aussi fondamental que l'entraide.

#### 1.1.4. Une coopération à grande échelle

Dans *Sapiens*, l'historien Yuval Noah Harari souligne l'aspect fondamental de l'entraide en offrant une perspective très enrichissante quant à l'origine de la coopération (Harari, 2015). Des changements inexplicables dans l'ADN de l'homo sapiens auraient permis une Révolution cognitive caractérisée par « l'apparition de nouvelles façons de penser et de communiquer » (Harari, 2015 : 33). Ce changement se serait produit il y a 30 000 à 70 000 ans, selon Harari. Un nouveau langage complexe se serait développé permettant aux humains d'échanger de l'information entre eux, sur le monde et sur les relations sociales. Grâce au langage, cette nouvelle forme de partage a mené à la coopération entre plusieurs individus et groupes : « Avec des informations fiables sur les personnes de confiance, les petites bandes ont pu former des bandes plus grandes, et Sapiens a pu élaborer des formes de coopération plus resserrées et plus fines. » (Harari, 2017 : 35.) Les groupes tissaient des liens et s'alliaient pour mieux s'adapter.

Selon Harari, les groupes se subdivisaient autrefois quand ils dépassaient une moyenne de 150 individus (Harari, 2017 : 38). L'ingrédient manquant pour coopérer en groupe encore plus grand était la capacité de créer des fictions communes. Cette capacité émergea toujours grâce au perfectionnement du langage. Mentionnons que Darwin soulève aussi l'importance du langage pour la création de « sens moral », mais Harari en fait la composante principalement responsable de la coopération dans les sociétés. Ainsi, l'imaginaire collectif permet selon ses recherches de coopérer à grande échelle : « [...] c'est la fiction qui nous a permis d'imaginer des choses, mais aussi de le faire collectivement. Nous pouvons tisser des mythes [...]. Ces mythes donnent au Sapiens une capacité sans précédent de coopérer en masse et en souplesse [...] avec d'innombrables inconnus. » (Harari, 2015 : 36.) Ainsi, grâce à la création de mythes communs et à ses instincts sociaux, l'homme peut s'associer en plus grand groupe. Les fictions partagées entre tous créent un réseau de confiance entre les individus, une confiance presque aveugle à un certain niveau. Mais, les fictions permettent aussi de s'ajuster rapidement à des changements dans notre environnement, grâce aux histoires communes. Elles ont donc une valeur adaptative inestimable permettant l'association entre groupes et l'émergence d'initiatives d'entraide et de coopération assurant leur pérennité.

En résumé, selon Harari, les mythes et les fictions possibles grâce au langage ont permis de coopérer. Cette capacité que l'humain a acquise grâce à des mutations génétiques lui permettant de communiquer de façon efficace l'a naturellement conduit à adopter une posture d'entraide, par l'association entre individus et la coopération entre groupes. Notre humanité nous incite instinctivement à nous lier les uns aux autres.

### Centralité de l'entraide

Peut-on compter sur l'entraide pour bâtir des sociétés post-croissance? La tendance à la compétition et à la concurrence n'est-elle pas prédominante chez les humains? Dès lors est-ce raisonnable d'espérer qu'émergent des formes de vie sociale reposant sur une forte coopération? Si l'on fit à ces textes que je viens d'évoquer, parier sur l'entraide entre humains n'a rien d'utopique. L'entraide est un trait adaptatif inné des êtres humains. Elle

permet aux membres d'une communauté de répondre à leurs besoins plus efficacement, et à l'ensemble du groupe d'en sortir gagnant. Elle s'incarne dans des comportements empreints de solidarité, d'appui mutuel et de coopération. Elle prend place à travers un tissu de relations sociales serrées, tant sur le plan familial, amical que communautaire. Suscités par l'interdépendance et la réciprocité, les instincts solidaires sont porteurs de cohésion et d'harmonie. En analysant les rapports d'entraide depuis les premières communautés, on constate que ce trait transmis depuis des générations permet de s'adapter à différentes situations. L'entraide prend donc racine au fondement de la vie en communauté. Elle forme une trame sociale essentielle pour réguler le vivre ensemble. Voilà donc qui semble encourageant et rassurant dans la perspective d'une transition vers des mondes post-croissance, reposant notamment sur des communs.

## **1.2. La disparition de l'entraide?**

Soit, mais qu'en est-il de la place de l'entraide dans nos sociétés? Si l'on se fie cette fois aux travaux de celles et ceux qui s'intéressent aux rapports sociaux dans les sociétés contemporaines, on ne peut qu'être repris par le doute exprimé au début de ce chapitre. N'en déplaise à Darwin et Kropotkine, l'entraide semble bien avoir perdu de sa centralité dans le monde dit « moderne ». C'est du moins ce que l'on peut conclure de la lecture de la plupart des grandes analyses sociologiques dont ce monde fait ou a fait l'objet. Les instincts sociaux semblent s'être effacés pour laisser place à une société divisée. Pour le souligner, je prendrai appui sur les thèses de Tocqueville, Durkheim et Généreux.

### 1.2.1. Individualisme

Bien qu'Alexis de Tocqueville (2010), dans les tomes 1 et 2 de *La démocratie en Amérique*, s'intéresse à l'Amérique du Nord du XIX<sup>e</sup> siècle, bon nombre de ses observations n'ont rien perdu de leur actualité et semblent s'appliquer désormais à l'ensemble des sociétés occidentales.

Selon ce précurseur de la sociologie, en s'opposant à la structure hiérarchique qui caractérise les sociétés aristocratiques, les peuples démocratiques accordent une importance majeure à l'égalité. On élimine les classes, la hiérarchie et les barrières

confinant les individus à un statut particulier. On se considère comme égaux. Les inégalités sont réelles, mais personne n'est condamné à rester toujours dans la même position, grâce à la conception d'une société sans barrière. Il faut donc bien comprendre que l'égalité propre aux sociétés démocratiques n'est pas une égalité dans les conditions de vie, mais plutôt dans les principes moraux et juridiques.

« En apparence, en effet, la relation entre maître et serviteur est par définition hiérarchique et elle ne peut exister sans une inégalité réelle de puissance entre celui qui commande et celui qui obéit. En fait, elle est modifiée du tout au tout dans le monde démocratique : ce qui était auparavant un état statuaire apparaît maintenant comme le fruit d'un contrat et, surtout, comme une situation qui pourrait s'inverser [...]. » (De Tocqueville, 2010 : 216)

Alors, il existe toujours différentes classes dans la démocratie, mais les relations entre elles sont différentes et donc régies par des contrats auxquels chaque partie adhère volontairement. Dans les démocraties, l'égalité et l'indépendance prônent en opposition à la hiérarchie et à la « dépendance mutuelle » dans les aristocraties (De Tocqueville, 2010 : 22). Les liens sont plus solides entre les individus dans ces dernières, car ils sont au fondement de la hiérarchie. Autrement dit, ils sont liés les uns aux autres, car leur position précise dans la société assure le fonctionnement de celle-ci. C'est un tissu social propice à l'entraide, car toute l'organisation de ces sociétés repose sur le réseau de personnes et leur interdépendance. À l'inverse, les individus des siècles démocratiques sont similaires, leurs positions étant interchangeable. En préconisant l'égalité, les liens entre eux sont facultatifs et n'assurent plus la cohésion sociale. Suivant cette logique, l'interdépendance qui alimente l'entraide entre les individus est perdue à mesure que l'égalité gagne du terrain dans les démocraties.

« L'aristocratie avait fait de tous les citoyens une longue chaîne qui remontait du paysan au roi; la démocratie brise la chaîne et met chaque anneau à part. [...] Ainsi, non seulement la démocratie fait oublier à chaque homme ses aïeux, mais elle lui cache ses descendants et le sépare de ses contemporains; elle le ramène sans cesse vers lui seul et menace de le renfermer enfin tout entier dans la solitude de son propre cœur. » (De Tocqueville, 1840 : 99)

En plus de ne pas instaurer une réelle égalité des conditions, les démocraties éliminent l'interdépendance entre les personnes. On tend alors vers un repli sur soi ainsi que sur ses proches. Ce retrait est dommageable pour la solidarité dans les communautés. Les siècles démocratiques seraient plongés dans un individualisme problématique et peu propice à l'entraide. D'ailleurs, l'individualisme propre aux démocraties est un thème récurrent dans les théories de Tocqueville. Il le définit comme suit :

« L'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même. » (De Tocqueville, 2010 : 187)

Alors, l'égalité des droits des démocraties crée un climat inopportun pour l'entraide. Les individus auraient tendance à se désintéresser de leur collectivité en étant repliés sur leurs propres intérêts. Les décisions publiques sont prises de façon centralisée, car les instances locales n'ont plus la volonté ou le besoin de s'en préoccuper. Cela crée donc une masse d'individus faibles et isolés, incapables de se rallier pour réfléchir et décider eux-mêmes. La création de liens sociaux dans la communauté est difficilement envisageable, ce qui obstrue les possibilités de mobilisation collective et d'entraide. Plus isolés et déconnectés que jamais, au nom d'une prétendue égalité, les peuples démocratiques sont coincés dans un individualisme profond. Bien que Tocqueville ait écrit son recueil au XIX<sup>e</sup> siècle, le scénario qu'il envisage fait écho jusqu'à nos sociétés modernes dépeignant un problème réel dans les sociétés démocratiques.

« Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et ne les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie. » (De Tocqueville, 2010 : 255-256)

En somme, pour Tocqueville, l'égalité des siècles démocratiques mène à un individualisme aliénant. Outre le noyau familial, on ne considère plus les autres, ayant perdu toute liaison

avec la communauté. Les gens sont isolés, interchangeable et dépourvus du souci d'autrui. L'individualisme propre aux siècles démocratique, issu de l'égalité dans les droits et non dans les conditions, guide tout droit vers un repli sur soi. La dépendance mutuelle qui caractérisait autrefois les aristocraties hiérarchiques n'existe plus. Ainsi, les démocraties modernes ne peuvent que contribuer à la marginalisation de l'entraide qui elle repose sur l'interdépendance dans le réseau social.

### 1.2.2. Anomie

Le sociologue Émile Durkheim aussi, quelques décennies après Tocqueville, s'inquiète du devenir de la coopération et de l'entraide dans les sociétés occidentales. Pour comprendre sa vision quant à la marginalisation de l'entraide dans les sociétés modernes, il faut d'abord se pencher sur ses recherches quant à la solidarité (Durkheim, 1839). Selon lui, pour vivre ensemble, en collectivité ou en société, il faut un minimum de solidarité entre nous. En effet, peu importe le type de solidarité, il soutient que : « Les hommes ne peuvent vivre ensemble sans s'entendre et, par conséquent, sans se faire des sacrifices mutuels, sans se lier les uns les autres d'une manière forte et durable. » (Durkheim, 1983 : 249.)

La solidarité peut prendre deux formes bien distinctes. D'abord, on trouve la solidarité mécanique où le groupe prime sur l'individu. L'imaginaire collectif ayant plus de poids que les personnalités individuelles fait la force des sociétés. Les premières communautés humaines étaient basées sur ce type de solidarité. La différence entre les individus était minime; les personnalités individuelles étaient très peu développées et laissaient facilement place à des croyances communes bien souvent sous forme de religion. Ensuite, on trouve la solidarité organique lorsque ce sont précisément les différences individuelles qui permettent la vie en groupe. Dans ce cas, les parties distinctes de la société forment un tout et assurent une cohésion globale.

« Tandis que [la solidarité mécanique] implique que les individus se ressemblent, [la solidarité organique] suppose qu'ils diffèrent les uns des autres. La première n'est possible que dans la mesure où la personnalité individuelle est absorbée dans la personnalité collective ; la seconde n'est possible que si chacun a une sphère d'action qui lui est propre, par conséquent une personnalité. » (Durkheim, 1983 : 122)

Ainsi, la solidarité mécanique tient en place grâce aux similitudes : nous réussissons à vivre ensemble parce que nous sommes tous semblables. Puis, la solidarité organique est possible par la division du travail : nous réussissons à vivre ensemble parce que nous nous complétons les uns les autres.

Dans les sociétés occidentales, c'est la seconde option qui domine. Et cette tendance est à l'œuvre de manière inexorable pour Durkheim. Au fil du temps l'environnement aurait développé les conditions essentielles à l'émergence de la solidarité organique dû à la croissance démographique, au développement des villes et à l'intensification des échanges. (Durkheim, 1983 : 286). Ces changements démographiques et socio-économiques conduiraient naturellement à la division du travail pour organiser la société de façon plus optimale. Selon l'auteur, il y a donc toujours coopération et entraide entre les individus, mais maintenant via la solidarité organique. La division du travail assure que la somme des apports individuels soit cohérente. Puis, cette complémentarité entre les individus assure le fonctionnement des sociétés et donc la solidarité.

Bien que Durkheim prouve que la solidarité est au fondement de la société, il mentionne aussi des dérives majeures de la solidarité organique dans les nations civilisées. Bien qu'elle date de plus d'un siècle, la mise en garde qu'il lance quant aux dérives de la division du travail s'accorde étonnamment bien avec la réalité actuelle. Une section entière de son livre théorise plusieurs formes pathologiques de la division du travail. Parmi celles-ci, on retrouve l'anomie. L'anomie correspond à l'absence de régulation entre les organes du corps social, ce qui empêche la solidarité.

« Pour que la solidarité organique existe, il ne suffit pas qu'il y ait un système d'organes nécessaire les uns aux autres et qui sentent d'une façon générale leur solidarité, mais il faut encore que la manière dont ils doivent concourir, sinon dans toute espèce de rencontre, du moins dans les circonstances les plus fréquentes, soit prédéterminée. » (Durkheim, 1983 : 409)

L'anomie est donc issue d'un affaiblissement des contacts et des régulations entre les différents organes constitutifs de la société (Durkheim, 1983 : 469). Pour illustrer la situation anomique, on peut penser aux scientifiques qui se spécialisent toujours davantage

et qui négligent toujours plus la cohésion globale des connaissances scientifiques en n'en couvrant chacun qu'une minime partie. Ainsi, en dépassant un certain seuil, les effets de la division du travail peuvent causer des dégâts en laissant la solidarité s'effondrer. Chaque individu est plus isolé dans sa tâche et déconnecté du tout. Les actions au travail deviennent monotones et routinières. Les ouvriers ne sentent pas cette interdépendance entre les organes, qui est pourtant nécessaire à l'entraide.

« Ce qui fait la gravité de ces faits, c'est qu'on y a vu quelquefois un effet nécessaire de la division du travail, dès qu'elle a dépassé un certain degré de développement. Dans ce cas, dit-on, l'individu, courbé sur sa tâche, cesse de regarder au-delà de la petite sphère où il s'agite; il s'isole dans son activité spéciale; il ne sent plus les collaborateurs qui travaillent à côté de lui à la même œuvre que lui, il n'a même plus du tout l'idée de cette œuvre commune. »  
(Durkheim, 1983 : 400)

Dans les sociétés contemporaines, l'État adopte le rôle de l'organe central responsable de coordonner la diversité des fonctions. C'est lui qui permet de maintenir la solidarité bien qu'elle devienne indirecte, réglementée et tout sauf spontanée. Des normes et des règles sont déterminées pour arbitrer le vivre ensemble. Elles sont basées sur les façons de faire et les habitudes qui nous semblent bénéfiques dans un contexte précis. Cependant, cette réglementation ne suit plus la complexification des organisations. La division du travail a atteint un niveau où la solidarité ne trouve plus sa place. On tombe en état d'anomie, car les organes ne communiquent plus entre elles. Leur contact est limité, ponctuel et souvent à court terme. Concrètement, le marché est illimité et difficile à conceptualiser. Puis, faute de barrières et de limites adéquates, la production atteint un rendement dangereux, propice à divers types de crises. L'État n'arrive pas à réglementer convenablement les diverses fonctions et les dérives persistent.

En résumé, la solidarité organique permet tout comme la solidarité mécanique d'obtenir des comportements d'entraide. Cependant, la solidarité organique qui caractérise les sociétés modernes et qui est possible grâce à la division du travail a tendance à s'estomper jusqu'à un point où elle disparaît. En effet, les organisations sont de plus en plus complexes, les tâches y sont de plus en plus simples et isolées. Les liens sont délaissés dans un système

complexe qui dépasse la capacité de conceptualisation et, par le fait même, échappe au contrôle et aux normes. La solidarité n'a plus les conditions idéales pour demeurer en place.

### 1.2.3. Dissociété

Enfin, pour souligner cet effacement au moins apparent de l'entraide dans nos sociétés, on peut également prendre appui sur des œuvres plus récentes. Parmi les ouvrages les plus stimulants à ce sujet, on trouve *La dissociété*, ouvrage majeur signé par Jacques Généreux, un économiste français, critique du libéralisme économique. À travers *La dissociété*, il cherche à faire un diagnostic des dégâts du néolibéralisme et à comprendre l'étendue de son emprise (Généreux, 2008).

Selon l'auteur, la société est malade et elle est actuellement dans un état de dissociété. Une culture individualiste favorisée par le néolibéralisme nous pousse à vivre dans la rivalité en étouffant nos « instincts » de solidarité. Nos voisins et collègues sont devenus des menaces. Et le discours dominant jette le discrédit sur tous les dispositifs reposant sur un idéal de solidarité :

« Des politiques, des patrons, des gourous, des journalistes économiques se relayent pour fustiger en permanence l'archaïsme de la protection sociale, la crispation sur les acquis sociaux, la peur de la mobilité, les charges fiscales et sociales, la réduction du temps de travail, l'indemnisation trop généreuse du chômage, etc. On nous rabâche que nos défenses passées ont déjà été enfoncées par les assauts de la compétition mondiale; la sécurité est obsolète, c'est la combativité qui est moderne, et l'attaque constituerait désormais la seule défense possible. [...] Nous sommes dans un monde sans filet, où l'avenir de chacun est incertain, sauf sur un point : il faudra se battre. » (Généreux, 2008 : 89)

La population est donc conditionnée par ce message constamment partagé et cette logique de rivalité. Les gens développent inévitablement une peur de l'autre et des comportements compétitifs. Un monde où la logique de chacun pour soi prime n'est pourtant pas naturel.

Pour Généreux, la quête de bonheur est un angle de recherche intéressant pour déterminer les failles du système. Selon lui, le bonheur c'est « ce sentiment *d'être soi et pour soi*, tout en étant *avec et pour les autres* » (Généreux, 2008 : 163). La recherche d'équilibre entre

ces deux « aspirations ontogénétiques » se fait dans un environnement sculpté par ses institutions, ses normes et ses mœurs. Le climat social fera ainsi pencher la balance en faveur de la solidarité ou de son contraire. Généreux qualifie de « société de progrès humaine » une société qui permet librement de trouver l'équilibre entre les deux aspirations ontogénétiques. À ce sujet, il mentionne ceci : « mettez la société sur la voie du progrès humain et vous enclencherez une synergie vertueuse entre égoïsme et altruisme, entre compétition et solidarité, entre autonomie personnelle et solidarité collective [...]. » (Généreux, 2008 : 176.)

Pourtant, la compétition et la rivalité économique instaurées par le modèle néolibéral nous plongent parfois dans une dissonance dérangeante : nos deux « aspirations ontogénétiques » (être à la fois *soi pour soi* et *avec et pour les autres*) ne parviennent pas à tendre vers l'équilibre. La dissociété serait donc une conséquence du néolibéralisme. Celui-ci empêcherait de trouver l'équilibre entre nos aspirations, en encourageant les comportements égoïstes plutôt que les initiatives d'entraide. Généreux poursuit cette idée en soutenant que plus l'esprit compétitif se répand, plus il devient la norme et plus il devient difficile de changer de direction. Il qualifie cet état social dérégulé de dissociété. En voici une courte définition :

« [...] elle encourage le culte de la performance individuelle et des biens privés, elle dévalorise la solidarité et le bien commun, etc. On a vu comment la guerre économique nous dresse les uns contre les autres et finit par convaincre des citoyens autrefois solidaires de se comporter en guerriers solitaires. [...] La dissociété maximise les chances de survie et de succès pour ceux qui acceptent de mutiler leur être social et ne se préoccupent plus que d'être eux-mêmes, s'il le faut contre les autres. » (Généreux, 2008 : 182)

Ainsi, bien que le néolibéralisme nous place en position inconfortable dans une dissociété qui ne coïncide pas du tout avec nos aspirations, nous en sommes tenus prisonniers par divers mécanismes aliénants.

Selon Généreux, les partisans du néolibéralisme dépeignent une nature humaine erronée sur laquelle l'ensemble de leur idéologie repose. Selon eux, l'individu l'emporte sur la collectivité. Il est autodéterminé, indépendant et égoïste. Les lois permettent de contrer les

conflits et d'assurer la production. En revanche, elles doivent rester marginales pour brimer le moins possible la liberté des individus. Pourtant, et comme nous l'avons vu plus tôt, la nature humaine est aux antipodes de ce triste portrait. Déclarer que la rivalité prime est un non-sens. Généreux parle d'une « erreur anthropologique grossière fondatrice de la pensée moderne » (Généreux, 2008 : 310) et soutient que la vie en dissociété est presque insupportable :

« [...] stress de l'objectif à atteindre sans disposer des moyens nécessaires, licenciement sans autre motif affiché que le profit des actionnaires, dénigrement des efforts, intensification du travail sans gratification compensatrice, angoisse permanente de la perte d'emploi et, pour certains, pis encore (mise au « placard », brimades, harcèlement). » (Généreux, 2008 : 350)

Ainsi, pour se protéger de ces inconvénients, on tente de s'y accommoder faute d'alternatives. On joue le jeu même si cela signifie de faire taire son désir de créer des liens et d'être avec les autres. On devient si bon pour entrer dans le moule, qu'on oublie que nous sommes malades. Les différents mécanismes de défense « vont de l'identification pathologique intégrale au modèle néolibéral jusqu'à l'effondrement psychique dans la dépression ou le suicide, en passant par l'adaptation résiliente (passivité, repli, etc.) » (Généreux, 2008 : 371). À travers ces tentatives d'adaptation au système dominant du néolibéralisme, on aperçoit clairement une marginalisation de l'entraide. Les mécanismes de défense vont à l'encontre d'initiatives solidaires.

Le système actuel détruit peu à peu le sentiment d'appartenance dans toutes les strates de la société. La guerre économique brise la solidarité entre nations. La peur de l'autre affecte aussi la communauté, puis les voisins deviennent des ennemis. Inévitablement, la famille devient la seule créatrice de liens solidaires. Cette responsabilité disproportionnée qu'on accorde aux cellules familiales mène inévitablement à l'isolement et au repli des individus.

En résumé, les individus sont plongés dans un cercle vicieux qui les corrompt en les forçant à s'adapter à une société qui ne reflète pas leur nature fondamentale. Le néolibéralisme empêche l'atteinte d'un équilibre sain entre les deux aspirations ontogénétiques, en valorisant à outrance la compétition. Les comportements d'entraide sont donc marginalisés

au profit d'un système qui détruit les liens de solidarité. La solidarité ne trouve plus sa place dans une société empreinte de rivalité.

### L'entraide marginalisée

Cette deuxième section du premier chapitre met en évidence une marginalisation flagrante de l'entraide dans les sociétés modernes. Qu'il soit question d'individualisme, d'anomie ou de dissociété, les liens de solidarité entre les individus semblent s'effriter toujours plus. L'illusion d'une égalité dans les démocraties nous plonge dans un individualisme préoccupant. La division du travail à outrance empêche la solidarité organique de jouer son rôle. La poursuite d'intérêts individuels est encouragée, étant présentée comme la façon la plus efficace d'arbitrer notre vivre ensemble. Il semble que la Modernité soit synonyme de disparition de l'entraide.

### **En conclusion**

À la question « Peut-on compter sur l'entraide pour bâtir des sociétés post-croissance? », deux réponses s'imposent donc au terme de ce premier chapitre. Tout d'abord, un rapide examen de la littérature sur le sujet met en évidence la centralité de l'entraide dans l'histoire de l'humanité et, plus généralement, dans l'histoire du vivant. Il semble par conséquent tout à fait raisonnable de parier sur les capacités des êtres humains pour s'entraider. Cependant, force est de constater que pour bon nombre de chercheurs qui ont travaillé sur les spécificités de la civilisation occidentale moderne, l'entraide semble avoir été marginalisée dans nos sociétés. À tout le moins, elle a été très largement invisibilisée. C'est en tout cas ce que l'on peut déduire de la lecture d'œuvres aussi importantes et différentes que sont *De la démocratie en Amérique*, *La division travail social* ou plus récemment *La dissociété*. De ces constats, émerge une nouvelle question, ou plutôt deux questions : qu'est-ce donc exactement que l'entraide? Et comment cette relation sociale a-t-elle évolué dans nos sociétés? C'est à tenter de répondre à ces deux questions que j'ai consacré la seconde étape de cette recherche.

## Chapitre 2

### Qu'est-ce que l'entraide? [Cadre théorique]

Pour aller plus loin dans cette enquête, on ne peut en rester à la définition de l'entraide proposée au départ. Il faut conceptualiser cette notion. Ainsi, dans la première section de ce chapitre, je tenterai de définir cette relation sociale en m'appuyant sur plusieurs auteurs qui ont travaillé sur cette question, à commencer par l'anthropologue Marcel Mauss. Dans la seconde section, je situerais cette relation dans un cadre plus général en m'arrêtant sur le modèle théorique de l'historien et économiste Karl Polanyi (1983) [1944]. Ce modèle comprend quatre modes d'intégration économiques, quatre manières d'organiser la satisfaction des besoins humains. L'un d'eux est la réciprocité, c'est ce modèle qui me servira de point de repère principal pour définir l'entraide comme moyen parmi d'autres de combler ses besoins. Étant essentiels pour bien situer le rôle de l'entraide, les autres principes économiques de redistribution, d'échange et d'administration domestique seront aussi analysés. Enfin, dans la troisième section, je rappellerai la thèse de Polanyi quant à l'évolution de ces différents « systèmes économiques ». Cette thèse me permettra d'émettre une hypothèse quant à l'évolution de l'entraide. Elle suggère que c'est le modèle du « marché autorégulateur » qui, en s'imposant dans nos sociétés, tend à inhiber les autres principes économiques autrefois sollicités, dont la réciprocité et, par conséquent, les relations d'entraide.

#### 2.1. Définir la relation d'entraide

Qu'est-ce donc que l'entraide? En première approche, elle est indissociable de l'idée de don. Mais, qu'est-ce que le don? Selon l'anthropologue Marcel Mauss auteur d'un texte célèbre sur ce concept, on ne peut comprendre le don de façon isolée, car il fait partie d'un système. Il s'agit d'un « système des prestations économiques entre les diverses sections ou sous-groupes dont se composent les sociétés dites primitives et aussi celles que nous pourrions dire archaïques. » (Mauss, 1925 : 7) Cet ouvrage sera donc le point de départ

pour proposer une première définition simple et complète du don. Plusieurs chercheurs revisitant les théories de Mauss seront également sollicités dans cette section.

### 2.1.1. Qu'est-ce que le don?

Concrètement, dans les sociétés primitives qui font l'objet des recherches de Mauss, des échanges sous forme de dons et de contre-dons assurent le maintien de relations réciproques dont chacun peut bénéficier (Mauss, 1925 : 85). Les groupes échangent des biens qui sont parfois, mais pas nécessairement utiles économiquement : « des politesses, des festins, des rites, des services militaires, des femmes, des enfants, des danses, des fêtes, des foires » (Mauss, 1925 : 9). Les dons sont des « phénomènes sociaux totaux » qui contribuent directement à la reproduction de la société (Mauss, 1925 : 7).

Jacques T. Godbout un sociologue québécois, en collaboration avec Alain Caillé aussi sociologue de profession, se penche également sur le système de don et de contre-don. Alors que les travaux de Mauss portent sur le don dans les sociétés primitives, Godbout pose un regard nouveau sur le don dans les sociétés contemporaines tout en apportant sa propre définition de ce phénomène.

« [...] il existe dans la société moderne, comme dans la société archaïque ou traditionnelle un mode de circulation des biens qui diffère intrinsèquement du monde analysé par les économistes. « J'ai retrouvé chez des amis le cadeau que j'avais offert à François pour son anniversaire quand on était ensemble. Il le leur a même vendu. C'est répugnant! », dit une interviewée. Pour comprendre ce dégoût, il suffit de penser que, dans le don, le bien circule au service du lien. Qualifions de don toute prestation de bien ou de service effectuée, sans garantie de retour, en vue de créer, nourrir ou recréer le lien social entre les personnes. » (Godbout, 1992 : 32)

On offre sans être assuré de recevoir en retour, et ce dans le but d'entretenir son réseau de relations sociales. Les individus sont d'abord et avant tout des êtres sociaux, ainsi le don entre dans « le registre de la *socialité primaire*; celui où, dans la famille, dans les relations de voisinages, de camaraderie, d'amitié, se nouent, justement, des relations de personne à personne (Caillé, 1982). » (Godbout, 1992 : 25) La *socialité secondaire* correspond aux interactions avec le marché et l'État. Le don, lui, n'est pas accaparé par une institution, mais englobe plutôt le tissu social dans son ensemble.

### 2.1.2. Après le don, le contre-don, et ainsi de suite

Le don est donc une prestation qui implique une dynamique sociale particulière, un bagage relationnel. Mais qu'est-ce qui explique que ces dons forment un système continu en appelant toujours un contre-don? Selon Godbout, lorsqu'un don est refusé ou qu'un contre-don monétaire est retourné, le lien se brise. Ainsi, la réciprocité est l'élément fondamental qui permet de voir les dons non pas comme des « actes isolés » (Godbout, 1992 : 28), mais comme un système continu, qui permet la circulation des dons.

« [...] la relation de don est donc d'abord un phénomène de réciprocité. Autrement dit, tous partagent l'étonnement initial de Mauss lorsqu'il s'est mis à observer des rapports de don, face à l'obligation de rendre, qui devient donc à la fois la chose à expliquer et l'essence de toute relation de don, sa vraie nature, celle qui se cache derrière les affirmations de gratuité des acteurs. On en conclut que l'essence du don ne serait pas d'être un don. C'est ce qu'exprime l'idée de réciprocité comme fondement du don [...]. » (Godbout, 1992 : 105)

On peut effectivement voir cette notion de réciprocité dans certaines observations de Mauss. Par exemple, il recense des échanges entre « tribus » ayant des ressources ou expertises complémentaires, comme un groupe de pêcheurs et un groupe d'agriculteurs. À ce sujet, il écrit ceci :

« On voit donc où réside cette force, à la fois mystique et pratique qui soude les clans et en même temps les divise, qui divise leur travail et en même temps les contraint à l'échange. Même dans ces sociétés, l'individu et le groupe, ou plutôt le sous-groupe, se sont toujours senti le droit souverain de refuser le contrat : c'est ce qui donne un aspect de générosité à cette circulation des biens ; mais, d'autre part, ils n'avaient à ce refus, normalement, ni droit ni intérêt ; et c'est ce qui rend ces lointaines sociétés tout de même parentes des nôtres. » (Mauss, 1925 : 98)

Le système de don et de contre-don est qualifié par « le caractère volontaire, pour ainsi dire, apparemment libre et gratuit, et cependant contraint et intéressé de ces prestations. » (Mauss, 1925 : 7) La réciprocité a donc un rôle majeur à jouer quant à l'obligation et à l'intérêt de rendre la prestation reçue. C'est dans l'acte réciproque de « rendre » que le système prend tout son sens. Le don appelle toujours un contre don, car chacun tient un rôle de façon à pérenniser ce système. Bien qu'il ait un caractère volontaire grâce aux

avantages des échanges entre groupes, des obligations sont essentielles pour soutenir le phénomène. Mauss a d'ailleurs développé une théorie sur la triple obligation de donner, de recevoir et de rendre qui assure cette réciprocité.

« Il reste pour comprendre complètement l'institution de la prestation totale et du potlatch, à chercher l'explication des deux autres moments qui sont complémentaires de celui-là ; car la prestation totale n'emporte pas seulement l'obligation de rendre les cadeaux reçus ; mais elle en suppose deux autres aussi importantes : obligation d'en faire, d'une part, obligation d'en recevoir, de l'autre. La théorie complète de ces trois obligations, de ces trois thèmes du même complexus, donnerait l'explication fondamentale satisfaisante de cette forme du contrat entre clans polynésiens. » (Mauss, 1925 : 18)

Un système complexe se crée donc autour du don. Les obligations qui s'imposent assurent un échange continu et donc une réciprocité. Certaines obligations implicites sont partagées dans la collectivité pour créer un réseau d'échanges réciproques, et donc un système de don. Ainsi, le rapport d'entraide traduit par le don s'inscrit dans un système de prestations réciproques. Celui est possible à la fois grâce à l'intérêt et à l'obligation de chacun à y prendre part.

### 2.1.3. Le don versus l'échange

Pour avoir une compréhension plus fine du concept de don, voyons comment on peut le définir par opposition à un autre type de rapport, soit l'échange marchand. Selon la *Critique du don* de l'anthropologue et ethnologue Alain Testart (2007), l'aspect « obligatoire » du système de don et de contre-don mérite d'être rectifié. Cette précision est possible en le comparant à l'échange marchand et permettra une définition plus nuancée du rapport d'entraide.

Le sens économique du terme « échanger » signifie « céder moyennant contrepartie » (Testart, 2007 : 6). Ainsi, l'échange de type économique n'a lieu que s'il y a obligation de céder quelque chose en retour. Alors en quoi cette obligation diffère-t-elle des obligations que Mauss développe? L'extrait suivant, issu de la *Critique du don*, est très éclairant.

« [...] l'échange comporte une obligation juridique de fournir la contrepartie, tandis que le don ne comporte pas une telle obligation, tout au plus une obligation morale. [...] Le propre d'une obligation juridique, en effet, est d'être exigible. [...] dans une société étatique, l'obligation est susceptible d'être exigée en recourant aux voies de la justice [...] ; dans une société non étatique, elle l'est par la violence des ayants droit qui recourent à la vendetta, laquelle représente le moyen normal de se faire justice soi-même. » (Testart, 2007 : 8)

Ainsi, l'obligation, dans le cas du don, n'est que morale. Si une contrepartie est sollicitée et cautionnée par le droit, il ne s'agit pas d'un don, car ce dernier « implique la renonciation à tout droit sur ce bien ainsi qu'à tout droit qui pourrait émaner de cette cession, en particulier quoi que ce soit en contrepartie [...]. » (Testart, 2007 : 9) Le don est donc opposé à l'échange, dans le sens où il n'implique aucune exigibilité de contrepartie.

Mentionnons que l'échange regroupe deux rapports distincts, soit l'échange marchand et l'échange non-marchand. Dans l'article *Échange marchand, échange non-marchand* signé Alain Testart (2001), l'auteur s'applique à distinguer ces deux types d'échange ainsi que leur relation au don. Cet article démontre que l'échange non-marchand, aussi appelé l'échange entre amis, a plusieurs points communs avec le don.

D'abord, l'échange entre amis ainsi que le don impliquent que le bien échangé n'ait jamais été à vendre et par le fait même, qu'il ne prenne jamais le statut de marchandises (Testart, 2001 : 725). Dans les deux cas « ce sont les rapports personnels d'amitié qui prédominent sur la relation échangistes » (Testart, 2001 : 736), contrairement au rapport aux choses qui dicte l'échange marchand. En effet, ce dernier correspond à l'échange de marchandises sur un marché autorégulateur. Les biens et les services sont mis à la disposition d'acheteurs potentiels dans le but de les vendre (Testart, 2001 : 723-725). Au niveau de l'échange non-marchand et du don, on ne marchandise pas, on ne s'attend pas à une contrepartie immédiate, on souhaite plutôt entretenir un rapport amical dans l'optique d'échanger symétriquement sur du long terme (Testart, 2001 : 729) Pour mieux saisir le concept d'échange entre amis qui s'apparente au don, Testart offre un exemple éclairant qu'il observe dans ses recherches portant sur les sociétés archaïques.

« Le *wasi* est un échange des produits des jardins contre ceux de la pêche, un échange qui a lieu entre partenaires attirés liés par ce que Malinowski appelle une « association fixe », un échange qui se fait sans marchandage et qui ne permet pas de refuser ce qui a été cédé en premier chef : les pêcheurs qui ont reçu les produits horticoles rendront à terme des produits de pêche considérés comme équivalents en valeur. [...] Ces échanges sont indissociables de la division du travail entre la côte et l'intérieur : [...] ces relations d'échange ont pour but de se procurer des porcs, du poisson, des noix de coco, des nattes, des bols de bois, etc. Les amis peuvent servir autant pour échanger des produits utilitaires que d'autres qui ne le sont pas. » (Testart, 2001 : 733-734)

Dans ce cas-ci, ce sont des produits alimentaires qui sont échangés, on voit tout de suite que le rapport entre les personnes domine. C'est la complémentarité des communautés qui crée des échanges réciproques entre elles. Ces biens échangés ne sont pas des marchandises, ils représentent plutôt une occasion de maintenir une relation harmonieuse avec ses « partenaires d'échanges ».

La seule différence entre le don et l'échange non-marchand réside dans l'exigibilité. On parle d'obligation morale de rendre dans le cas du don, alors que dans le cas de l'échange marchand, le retour est exigible. Dans le cas du *wasi*, il serait donc légitime de se faire justice en exigeant un retour pour un don de nourriture qui n'aurait pas été rendu. Pourtant, on n'en vient pratiquement jamais à cette situation.

« Mais, quelle que soit la raison du non-retour, trahison de l'ami, mauvaise grâce ou simple impossibilité matérielle, ce n'est que très rarement que l'on aura recours à ce moyen ultime. [...] Le mode de sanction *habituel* de l'échange entre amis se trouve être le même que le don. » (Testart, 2001 : 741)

Ainsi, s'il n'y a pas de contrepartie dans le cas de l'échange non-marchand, on mettra simplement un terme à la relation avec le partenaire d'échanges. Cela étant dit, l'échange non-marchand « qui fait disparaître la réalité de l'échange derrière le don » est très similaire au don et permet une meilleure compréhension de ce phénomène (Testart, 2001, 742). Malgré ces points communs, il est important de faire la distinction entre « don » et « échange non-marchand. » En effet, la nuance réside dans l'exigibilité; qu'on ait recours à des moyens pour la faire respecter ou non.

À la lumière de la comparaison entre le don et l'échange marchand, on constate que le système don est basé sur une obligation essentiellement morale de maintenir les relations sociales et les actes réciproques, plutôt que sur une exigibilité juridique. Puis, la comparaison aux différents rapports d'échange permet une compréhension encore plus nuancée, en posant que le don en plusieurs points similaires à l'échange non-marchand est régi par le rapport entre les personnes, dans l'optique de créer des liens réciproques entre les membres d'une communauté. Les biens donnés, rendus ou reçus, ne sont pas des marchandises, mais servent plutôt les liens sociaux.

#### 2.1.4. Le don au fondement de l'entraide

En revisitant les écrits de Mauss, l'économiste hétérodoxe Laurent Cordonnier se penche aussi sur le concept de don. Son ouvrage *Coopération et Réciprocité* (1997) démontre que le don est au fondement du rapport d'entraide ou de coopération. C'est la réciprocité qui est inhérente au système de don et de contre-don et qui permet sa pérennité. Selon lui, la réciprocité est la clé qui nous permet de sortir d'une impasse que la logique économique n'arrive pas à contourner, en stimulant la coopération et en privilégiant une posture d'entraide.

Dans son ouvrage, il reprend le concept du dilemme du prisonnier pour démontrer que la rationalité économique n'entraîne pas un résultat optimal pour les deux parties. L'impasse n'est résolue qu'en présence de coopération. Voyons rapidement en quoi consiste le dilemme du prisonnier souvent repris en économie. Le scénario est le suivant : deux suspects sont interrogés séparément. Le temps de prison dont ils pourraient écoper dépend de leurs choix respectifs. Il s'agit de deux ans de prison s'ils n'avouent pas, cinq ans s'ils se dénoncent mutuellement, et dans le cas où un suspect seulement est dénoncé par l'autre, le délateur évite la prison alors que l'autre écoper de dix ans. Ne sachant pas si leur comparse coopère ou non, le choix rationnel est de dénoncer son acolyte, pour absolument éviter les dix ans de prison. En fait, même si l'individu sait que son comparse coopère (n'avoue pas), il serait quand même préférable pour lui de ne pas coopérer (d'avouer). Pourtant coopérer (se taire) des deux côtés aurait permis d'obtenir le meilleur résultat dans l'ensemble.

L'impasse rencontrée dans le dilemme du prisonnier souligne que la poursuite d'intérêts individuels ne mène pas à une situation optimale et mutuellement bénéfique. Pour y arriver, il est nécessaire d'atteindre la réciprocité qui mène à la coopération.

En réalité, les relations sociales viennent compliquer la situation, à un point où la rationalité économique n'est plus suffisante pour prendre une décision. En fait, c'est le principe d'autonomie qui guide les personnes vers la coopération et qui crée un précédent de réciprocité. Les individus sont conscients de leur choix et responsables de leurs actions. En ne coopérant pas, ils sont conscients qu'ils participent au résultat qui n'est collectivement pas voulu. L'idée de ne pas coopérer passe donc de stratégie dominante à stratégie non satisfaisante, et évitable. Le principe de « coopère si l'autre coopère » (Cordonnier, 1997 : 195) est rationnellement invalidé. À l'inverse, une autre avenue semble offrir une solution de rechange :

« Un principe d'action comme *coopère pour que l'autre coopère*, on l'a vu, a une certaine rationalité, dans le sens où il permet de concilier l'intérêt individuel et l'optimum collectif, mais surtout dans la mesure où il indique clairement aux partenaires qu'il faut bien un auteur de l'échange, que quelqu'un doit commencer par offrir sa prestation en prenant l'initiative d'une perte possible, bref : qu'on ne peut pas conditionner son action à celle d'autrui et qu'il faut tenter quelque chose. Or pour que ce principe d'action puisse inviter les agents à coopérer, il faut au moins que sa rationalité soit socialement partagée. » (Cordonnier, 1997 : 196)

Ainsi, les actions des uns et des autres sont régies par différentes contraintes ou normes partagées. Ces valeurs collectives créent un lien social qui incite les individus à agir de façon justifiable. Autrement dit, nos relations sociales modifient nos comportements et nous poussent à agir de façon à refléter la rationalité commune. L'action que l'on pose en concordance avec la réalité sociale a un double effet : « Agir, dans ce cadre, c'est dans un même mouvement se « conformer » à une règle, et produire en exemple cette règle comme étant celle qu'il convient d'adopter dans la situation. » (Cordonnier, 1997 : 198.) De façon très simple, disons que chacun réactualise la règle en s'y soumettant. Il est rationnel de coopérer et de veiller à ce que nos actions entretiennent le système de don, car nous sommes

tous interreliés et que nos actions deviennent l'exemple à suivre. On fait le premier pas pour ouvrir la marche.

Les valeurs communes qui créent des normes sociales implicites permettent de s'assurer d'une réciprocité partagée et donc de l'émergence de coopération. Ainsi, la réciprocité partagée et intériorisée permet au système de don de prendre place et de fonctionner. La réciprocité permet d'adopter une posture de coopération et rend possible, même optimal, des comportements d'entraide.

### En conclusion

Le don est donc l'avenue qui a été priorisée pour comprendre la nature de l'entraide. C'est à travers ce système de don et de contre-don que la réciprocité et la coopération prennent place. À ce point, il est possible de tracer une définition minimale de l'entraide. Elle passe par la cession de bien (temps, énergie, ressource matérielle, savoir ou service quelconque) à autrui. Cet acte n'implique aucune garantie de recevoir quelque chose en contrepartie. C'est un geste posé sans y être formellement ou juridiquement contraint par quiconque, et ce, avec ou sans intention d'en retirer un quelconque bénéfice personnel. Cette cession crée plutôt une obligation morale de rendre, ultérieurement ce qui a été reçu. Des normes implicites rendent obligatoire sur le plan moral de donner, de recevoir et de rendre, pour que le cycle d'entraide persiste et bénéficie à chacun des membres du réseau.

## **2.2. L'entraide, un moyen parmi d'autres pour satisfaire ses besoins**

Les rapports d'entraide occupent une place plus ou moins importante dans les sociétés humaines. Dans certains cas, ils peuvent constituer le modèle de relation central par lequel les humains vont satisfaire leurs principaux besoins. Autrement dit, ces rapports forment alors un système fondamental au fonctionnement des sociétés. Ils peuvent cependant entrer en concurrence et être marginalisés par d'autres rapports sociaux au moyen desquels les humains satisfont leurs principaux besoins en marge du réseau social. Selon l'anthropologue Karl Polanyi, on peut distinguer en réalité quatre grands modèles de circulation de biens et de services soit : la réciprocité, la redistribution et l'échange,

auxquels s'ajoute l'administration domestique. À chacun de ces principes correspond une structure sociale dominante. Ainsi, son ouvrage *La Grande Transformation* (1983) [1944] permettra de recadrer l'entraide dans un cadre plus large. Rappelons les principales caractéristiques de ces quatre « modèles » de système économique selon Polanyi.

### 2.2.1. Réciprocité

Comme le mentionne Godbout (1992), c'est la réciprocité qui forme l'essence du don. C'est la réciprocité partagée qui permet au système de dons et de contre-dons de fonctionner. Polanyi, lui, souligne que la réciprocité implique l'interdépendance volontaire et qu'elle mise sur le souci des autres. Ce principe n'est pas absorbé par une institution, mais consiste plutôt en un réseau de liens solidaires. On parle d'entraide mutuelle ou de « mouvements entre points corrélatifs de groupes symétriques » (Polanyi et Arensberg, 2002 : 60). La réciprocité est donc représentée par une trame sociale favorisant l'entraide pour répondre à certains besoins en coopérant et en misant sur la solidarité. Le principe de la réciprocité a souvent lieu entre les proches, le voisinage et la communauté. L'idée est que chacun mette la main à la pâte pour produire les ressources nécessaires pour combler les besoins collectifs de façon réciproque. Ce principe repose sur un modèle de symétrie. On pense à des échanges mutuellement bénéfiques qui permettent à chaque partie de combler ses besoins de façon optimale (Polanyi, 1983[1944]).

À plus grande échelle, les règles basées sur le modèle de symétrie peuvent permettre des échanges entre multiples individus, sur un grand territoire et à long terme. La réciprocité peut établir une organisation sociale à grande échelle qui permet à plusieurs individus de coopérer. Polanyi soutient même ceci : « Ce n'est pas la propension au troc qui domine le comportement social, mais la réciprocité. » (Polanyi, 1983[1944] : 94.) Pour illustrer cette situation, il propose l'exemple d'un partenariat entre deux villages complémentaires qui produisent différents biens et les échangent grâce à des relations réciproques qui se construisent à long terme et qui permettent à tous d'être en meilleure position. Le modèle de réciprocité permet des comportements d'entraide à plusieurs niveaux. Ces échanges reposant sur des liens sociaux solides sont avantageux pour chacune des parties impliquées.

Dans un tel cas de figure, c'est donc l'ensemble de l'économie de la société considérée qui repose sur l'entraide telle que je l'ai définie plus haut.

### 2.2.2. Redistribution

Toujours selon les concepts tirés de *La Grande Transformation*, le principe de redistribution consiste en l'emmagasinage de certaines ressources de la communauté et à leur redistribution selon certaines normes, ou à l'utilisation de ces ressources pour organiser certaines activités communes, comme des fêtes. C'est un organe central qui orchestre ces mouvements de ressources, d'où le modèle de centralité. Celui-ci permet d'arbitrer la division du travail et de gérer certaines dépenses publiques. L'aspect de la division du travail est très important ici, car la redistribution vise à efficacement distribuer le produit du travail de chaque membre. Polanyi souligne ceci quant au principe de redistribution :

« [...] dans toutes les économies reposant sur les produits de la nature, le groupe fût-il des plus nombreux, un tel besoin existe. Et plus le territoire sera vaste, plus le produit sera varié, plus la redistribution aura pour effet une division effective du travail, puisqu'elle doit aider à relier les uns aux autres des groupes de producteurs géographiquement différenciés. » (Polanyi, 1983[1944] : 95)

La redistribution est parfois affectée par une certaine forme d'exploitation quand la quête de pouvoir infiltre l'organe central, et c'est bien souvent le cas. Des injustices peuvent s'installer dans le principe de redistribution, malgré les grandes réalisations qu'il permet d'accomplir. À ce sujet, Polanyi mentionne ceci :

« Que la redistribution soit le fait d'une famille influente ou d'un individu situé au-dessus du commun, d'une aristocratie dirigeante ou d'un groupe de bureaucrates, la façon dont ils redistribueront les biens sera souvent un moyen pour tenter d'accroître leur pouvoir politique. » (Polanyi, 1983[1944] : 97)

Ainsi, le principe de redistribution peut émerger dans des sociétés homogènes tout comme dans des sociétés clairement séparées entre dirigeants et dirigés, comme c'est le cas dans les sociétés occidentales modernes. Dans certaines formes dites avancées de redistribution, dans les sociétés organisées par exemple, l'organe central peut exercer un

pouvoir considérable selon son idéologie politique. Ce principe économique devient donc politique. Dans nos sociétés actuelles, l'État est l'institution qui incarne ce principe de redistribution. La politique et l'économie sont donc imbriquées et ceci démontre que les relations sociales sont intrinsèquement liées à l'économie, ou « encastrées » dans l'économie (Polanyi et Arensberg, 2002).

### 2.2.3. Administration domestique

Bien souvent on parle de réciprocité, de redistribution et d'échange lorsqu'on reprend les théories de Polanyi. Cependant, mentionnons que, dans *La Grande Transformation*, un autre principe est évoqué par Polanyi ; l'administration domestique. Ce principe repose sur un modèle d'autarcie. En fait, il peut être illustré par une unité autarcique qui émerge avec un certain développement de l'agriculture. Ceci reste une production d'usage destinée à la subsistance du groupe, plutôt qu'une production visant un gain, un profit. L'idée est qu'un groupe clos produise et emmagasine le nécessaire pour satisfaire ses besoins (Polanyi, 1983[1944]).

Notons que la vente de surplus sur un marché ne va pas à l'encontre du principe de l'administration domestique, mais ce n'est pas l'objectif premier de produire pour vendre. La différence principale avec l'échange marchand réside dans l'absence de mobile économique ou d'intention de gain, dans le cas de l'unité autarcique. Au niveau institutionnel, le noyau n'est pas nécessairement un organe central prenant la forme de chef, ou de gouvernement : « La nature du noyau institutionnel est indifférente : ce peut être le sexe, comme pour la famille patriarcale, le lieu, comme pour le village, ou le pouvoir politique, comme pour le manoir seigneurial. » (Polanyi, 1983[1944] : 100.)

### 2.2.4. Échange marchand

Le quatrième principe susceptible d'organiser un système économique selon Polanyi (1983[1944]) est ce qu'il appelle l'échange. L'anthropologue donne à ce terme un sens très précis, proche de la définition de l'échange marchand proposée par Testart (2001). Selon lui c'est le rapport entre les choses qui guide les échanges marchands. On offre donc une

marchandise sur un marché. Le bien est destiné à la vente dans l'objectif de rejoindre un acheteur potentiel et de conclure une vente et par le fait même d'obtenir une contrepartie et donc un gain. Ainsi, Polanyi soutient lui aussi que l'échange repose sur le mobile du gain, on essaie donc de maximiser l'écart entre le prix de vente et le coût de la marchandise. Ce qui est échangé, ce sont effectivement des marchandises, c'est-à-dire des biens qui ont été produits pour être vendus sur le marché. C'est donc le rapport à ces marchandises qui guide l'échange.

Alors que les autres principes ne créent pas d'institutions destinées uniquement à leur fonctionnement, l'échange, lui, suppose une institution exclusive : le marché autorégulateur. Par le fait même, le marché a tendance à s'étendre sans autolimitation ou contraintes externes. C'est ainsi que le principe de marché devient le principe intégrateur d'une économie. Il tend à dominer par rapport aux autres, jusqu'à les rendre marginaux dans la société.

Ces marchés ne fonctionnent correctement que dans la mesure où se constituent aussi un marché du travail, de la terre et de la monnaie (Polanyi, 1983[1944] : 117). On attribue à ces trois éléments une valeur pour qu'elles soient vendues, achetées et donc échangées. Pourtant, ces trois types de biens sont des marchandises « fictives » puisqu'elles ne sont pas produites pour être vendues. Mais elles doivent être traitées comme des marchandises pour que le système de marché fonctionne. Ce dernier régule les mouvements de marchandises de façon autonome sans nécessiter de contraintes. L'autorégulation sous-entend que c'est le prix qui, en fluctuant librement, oriente le comportement des acteurs. Les lois du marché font abstraction de la réalité sociale entourant les humains, la nature et la monnaie.

### En conclusion

L'entraide, ou la réciprocité pour reprendre le concept choisi par Polanyi, peut donc constituer le principe organisateur (ou intégrateur) de la manière dont les membres d'une société satisfont généralement leurs besoins. Historiquement, ce principe a joué un rôle majeur dans les sociétés humaines selon l'auteur de *La Grande transformation*, ce qui vient

conforter le constat établi dans la première partie de mon exploration de la littérature (chapitre 1). Avec la redistribution et l'administration domestique, c'est le mode d'intégration économique dominant dans l'histoire de l'humanité :

« On peut affirmer, en gros, que tous les systèmes économiques qui nous sont connus jusqu'à la fin de la féodalité en Europe occidentale étaient organisés selon le principe soit de la réciprocité ou de la redistribution, soit de l'administration domestique, soit d'une combinaison des trois. Ces principes furent institutionnalisés à l'aide d'une organisation sociale qui utilisait, entre autres, les modèles de la symétrie, de la centralité et de l'autarcie. Dans ce cadre, la production et la distribution ordonnées des biens étaient assurées grâce à toutes sortes de mobiles individuels disciplinés par des principes généraux de comportement. Parmi ces mobiles, le gain n'occupait pas la première place. La coutume et le droit, la magie et la religion induisaient de concert l'individu à se conformer à des règles de comportement qui lui permettaient en définitive de fonctionner dans le système économique. »  
(Polanyi, 1983[1944] : 101-102)

Mais, ajoute Polanyi, dès le XVI<sup>e</sup> siècle en Occident, les marchés deviennent de plus en plus nombreux et importants. Et avec eux s'impose progressivement le principe de l'échange marchand, aux dépens des trois autres principes, ce qui conforte cette fois les constats établis dans la seconde partie du chapitre précédent et nous ramène à notre question de recherche : comment l'entraide a-t-elle évolué dans les sociétés occidentales modernes?

### **2.3. La thèse de Polanyi**

Dans *La Grande Transformation*, Polanyi (1983 [1944]) ne se contente pas d'établir une typologie des grands systèmes économiques qui ont caractérisé les sociétés humaines jusqu'à nos jours. Son souci est de comprendre comment le modèle du marché autorégulateur a pu s'imposer en Occident et pourquoi il semble faire l'objet d'un rejet violent dans le monde occidental des années 1930 et 1940. Voyons à présent les réponses qu'il donne à ces questions. Cela me permettra d'émettre finalement une hypothèse en piste de réponse à ma question de recherche.

### 2.3.1. Une économie encadrée dans la réalité sociale

Comme je l'ai mentionné plus haut, pour Polanyi, l'économie des sociétés occidentales comprenait au moins jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle une pluralité de manières de répondre aux besoins humains. Polanyi est d'avis, comme plusieurs autres auteurs jusqu'ici, que l'être humain est fondamentalement un être social, ce qui explique la propension naturelle à encadrer l'économie dans la réalité sociale (Polanyi, 1983[1944] : 90). L'économie traditionnelle s'allie donc avec une conception globale de la société. Polanyi le mentionne d'ailleurs très clairement : « Le système économique est une simple fonction de l'organisation sociale. » (Polanyi, 1983[1944] : 95) Cet encastrement rappelle en plusieurs points l'idée de « phénomène social total » que Mauss utilise pour décrire les systèmes d'échange autrefois.

L'encastrement signifie concrètement que les humains satisfont leurs besoins matériels dans le cadre de normes propres aux sociétés dans lesquelles ils vivent. Historiquement, le vivre ensemble dans les communautés est dispensé par un réseau assurant la coexistence de différents principes; soit la réciprocité, la redistribution et l'administration domestique, associés généralement à trois types de structure sociale, soit la symétrie, la centralité et l'autarcie, comme évoqué plus tôt. Leur objectif est d'assurer la subsistance : le mobile du gain ne semble pas être présent dans les sociétés d'autrefois. L'économie vise à subvenir à ses besoins, il est donc inutile de produire plus que nécessaire.

### 2.3.2. La montée en puissance des marchés autorégulateurs

Bien qu'il y ait depuis longtemps des formes de marché, comme les marchés locaux, un marché unifié dont l'expansion est sans limites est une création récente. C'est à partir du XVI<sup>e</sup> siècle que les marchés s'additionnent et occupent une place plus importante dans les économies. C'est une caractéristique particulière de l'échange qui a mené à sa domination sur les autres principes : il parvient à créer une institution lui étant entièrement destinée, soit le marché. Puis, en s'interrogeant sur les déclencheurs de la Révolution industrielle, et

de l'expansion fulgurante des marchés, Polanyi constate que les machines sont visiblement responsables de la mise en place d'une économie de marché :

« Notre intention n'est pas d'affirmer que la machine fut la cause de ce qui arrive, mais d'insister sur le fait qu'une fois que des machines et des installations complexes aient été utilisées en vue de la production dans une société commerciale, l'idée d'un marché autorégulateur ne pouvait que prendre forme. » (Polanyi, 1983[1944] : 84)

En fait, les machines viennent modifier le rôle du marchand du tout au tout. Plutôt que d'acheter des marchandises et de les revendre en accumulant ainsi un profit, il doit dorénavant faire un profit en « acquérant le travail et la matière première nécessaire » à la production de marchandises via le fonctionnement de ces machines (Polanyi, 1983[1944] : 85). Ce nouveau fonctionnement est à la base du capitalisme industriel, puisque l'achat de machines représente un investissement considérable et risqué qui doit être rentabilisé. La force de travail, ainsi que la matière première requise doivent donc être disponibles et accessibles en suivant le rythme de la production. Ces facteurs doivent donc être disponibles à la vente, et fonctionner comme des marchandises. Ceci implique que « la production mécanique, dans une société commerciale, suppose tout bonnement la transformation de la substance naturelle et humaine de la société en marchandises. » (Polanyi, 1983[1944] : 86) Ainsi, le marché autorégulateur nécessite que l'ensemble des composantes sociales s'y soumettent. Les êtres humains et la nature n'ont pas été produits, pourtant l'étiquette de marchandise leur est apposée. Une valeur leur est attribuée pour qu'ils s'insèrent dans le système de marché autorégulateur.

Ainsi, le rôle du marchand est complètement changé par la création de machines et les investissements importants qu'elles requièrent. Outre ce facteur clé quant à la montée en puissance du principe de l'échange et des marchés autorégulateurs, l'idéologie libérale est également primordiale pour comprendre ce phénomène. Polanyi soutient ceci : « Le libéralisme économique a été le principe organisateur d'une société qui s'employait à créer un système de marché. » (Polanyi, 1983[1944] : 199). L'économie de marché est en fait le marché autorégulateur qui inclut la terre, la nature et la marchandise. Pour que celui-ci fonctionne, l'intervention extérieure doit être nulle. Ainsi, Polanyi parle de la

séparation de l'économie et des sphères politique et sociale. La croyance partagée en un laissez-faire qui fixera les prix de façon optimale a donc certainement mené à la montée en puissance des marchés autorégulateurs.

### 2.3.3. La rupture imminente avec le système de marchés et les solutions de rechange

L'idée d'une économie optimale reposant sur un marché autorégulateur est utopique et vouée à l'échec, selon Polanyi. D'abord, considérer l'homme comme une simple force de travail mène inévitablement à des rapports de domination qui conduisent à « anéantir toutes les formes organiques de l'existence et les remplacer par un type d'organisation différent, atomisé et individuel. » (Polanyi, 1983[1944] : 235) Ainsi, traiter le travail comme une marchandise c'est le traiter comme une chose, que l'on prend quand on en a besoin et que l'on jette quand elle devient inutile. Ensuite, le même sort est réservé à la nature qu'on considère dorénavant comme une ressource naturelle dans une optique de gain. La traiter comme une marchandise, c'est donc de prendre le risque de détruire notre milieu de vie, notre maison terrestre. Finalement, une monnaie unique, l'étalon d'or, organise à l'époque l'ensemble de la production (Polanyi, 1983[1944] : 233). Traiter cette monnaie unique comme une marchandise, c'est prendre le risque de priver le humains de moyens d'échange. En somme, l'économie de marché est profondément destructrice :

« Mais, alors que la production pouvait théoriquement être organisée de cette manière, la fiction marchandise ne tenait aucun compte du fait qu'abandonner le destin du sol et des hommes au marché équivaldrait à l'anéantir. Ainsi donc, le contre mouvement consista à contrôler l'action du marché en ce qui concerne les facteurs de production que sont le travail et la terre. Telle fut la principale fonction de l'interventionnisme. » (Polanyi, 1983[1944] : 194)

On perçoit l'interventionnisme comme un mouvement antilibéral et opposé au libéralisme, alors qu'il établit des règles du jeu pour éviter son effondrement. Les régulations de l'État pour maintenir le libre-échange et la concurrence sont absolument nécessaires pour éviter que l'économie de marché rencontre l'impasse qui lui est inhérente. Puis, les régulations de la Banque Centrale, la protection pour les ouvriers et les lois quant à l'utilisation des ressources sont des interventions pour contrer les effets destructeurs du libéralisme et pour

tenter d'éviter sa rupture imminente. L'interventionniste va de pair avec un système qui se dit autorégulateur, mais qui court visiblement à sa perte sans intervention externe.

Avec le krach boursier et la crise qui lui succède dans les années 1930, le libéralisme économique plaçant le marché comme institution centrale est entré en crise. Plus l'utopie derrière la création de marchandises fictives se révèle, plus l'interventionnisme déploie des efforts pour atténuer les rapports de domination qui se creusent. Il vient un moment où des réactions face à l'utopie du libéralisme économique se manifestent. Des salariés, des ouvriers exploités à travers ce système désencastré de la réalité sociale demandent du changement. Ils sont nombreux et leur mécontentement se fait sentir, entre autres, grâce à l'appui au niveau du gouvernement. Ils se trouvent en confrontation directement avec les propriétaires qui eux veulent protéger leur industrie. Puis, cette situation insoutenable mène au point de bascule du changement de paradigme.

« Les capitaines d'industrie s'occupaient de détourner la population de son allégeance aux dirigeants qu'elle avait elle-même élus librement, tandis que les corps démocratiques faisaient la guerre au système industriel dont dépendait la vie de chacun. Finalement, le moment allait venir où le système économique et le système politique seraient l'un et l'autre menacés de paralysie totale. La population prendrait peur, et le rôle dirigeant reviendrait par force à ceux qui offraient une issue facile, quel qu'en fût le prix ultime. Les temps étaient mûrs pour la solution fasciste. » (Polanyi, 1983[1944] : 321)

On constate la réaction de rejet des peuples occidentaux à l'égard des marchés autorégulateurs. Avec ces mouvements, c'est le principe de la redistribution qui s'est réimposée en force en Occident. Plutôt que de choisir le marché autorégulateur comme institution dominante, l'État devient l'institution centrale plaçant le principe de redistribution au centre.

« Le fascisme, comme le socialisme, était enraciné dans une société de marché qui refusait de fonctionner. Il couvrait donc toute la planète, il était mondial dans sa portée, universel dans son application ses conséquences transcendent la sphère économique et engendrèrent une espèce nettement sociale de transformation générale. Il irradiait dans presque tous les domaines de l'activité humaine, qu'ils fussent politique ou économique, culturel, philosophique, artistique ou religieux. » (Polanyi, 1983[1944] : 325)

L'objectif du fascisme « transcende le cadre politique et économique : il est social » (Polanyi, 1983[1944] : 327) Le fascisme est visiblement une tentative de resocialisation de l'économie. Il est la réponse à une séparation de l'économie de la sphère sociale qui conduisait tout droit vers une rupture. Il est donc la conséquence, mais aussi la preuve d'une économie de marché dévastatrice et vouée à l'échec par son désencastrement de la réalité sociale.

### Hypothèse

Selon Polanyi, l'économie est un *procès institutionnalisé*. La manière dont les membres d'une société satisfont leurs besoins est encadrée, normée par des institutions particulières. (Polanyi et Arensberg, 2002 : 57) Les comportements des individus sont conditionnés par celles-ci. Mais l'inverse n'est pas vrai : un type de comportement n'a pas d'impact sur l'environnement institutionnel. Par exemple, rien n'indique que des comportements d'entraide mutuelle fréquents mènent à une structure de réciprocité.

« Ce n'est que dans un environnement symétrique ordonné que la conduite de réciprocité peut aboutir à des institutions économiques de quelque importance; ce n'est que lorsque sont créés des centres d'allocation que des actes individuels de partage peuvent engendrer une économie de redistribution; et ce n'est que dans un système de marchés créateurs de prix que des actes d'échange entre individus entraînent des prix fluctuants qui intègrent l'économie. » (Polanyi et Arensberg, 2002 : 61)

Les institutions mises en place peuvent encourager, encadrer ou marginaliser les initiatives d'entraide. Plus elles sont adaptées pour créer des incitatifs à la réciprocité, plus des actes d'entraide ont tendance à ressortir. Jusqu'à l'aube des années 1930, le marché était l'institution dominante qui semblait marginaliser toutes les autres institutions encadrant les activités visant la satisfaction des besoins humains. À partir des années 1940, l'État s'impose comme l'institution principale dans nos sociétés. Le principe de redistribution selon le modèle de centralité l'emporte.

Toutefois, le virage néolibéral des années 1980 a consisté à remettre de l'avant le marché autorégulateur. La montée du néolibéralisme reprend les principes du libéralisme économique en proposant de réduire la redistribution étatique pour optimiser l'allocation

des ressources et la satisfaction des besoins de la population. On relance donc l'idée selon laquelle le marché pourrait être l'institution centrale de nos économies. L'hypothèse que je tenterai de valider ou d'invalider est donc la suivante : nos besoins sont aujourd'hui satisfaits principalement via le marché autorégulateur, après l'avoir été essentiellement par la redistribution centralisée. L'entraide ne peut donc jouer qu'un rôle marginal dans la manière dont nous satisfaisons nos besoins aujourd'hui par rapport au siècle dernier.

## Chapitre 3

### La méthodologie de recherche

Rappelons tout d'abord ma question de recherche : comment la place de l'entraide a-t-elle évolué au fil des époques? Mon hypothèse principale est que cette évolution se traduit par divers changements dans les choix de modèles de circulation de biens et de services, en débutant par la tentative de mise en place d'une économie de marchés autorégulés jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, puis par le retour en force dans les économies occidentales de la redistribution, via le modèle de l'État-providence. L'institution du marché autorégulateur est ensuite redevenue centrale, marginalisant ainsi les initiatives d'entraide, et ce depuis 40 ans. Ces changements laissent donc une place de moins en moins importante à la solidarité au fil du temps. C'est donc cette hypothèse que j'ai décidé de confirmer ou d'infirmer en réalisant une enquête sur la manière dont les Québécoises et les Québécois satisfaisaient leurs principaux besoins dans les années 1940 et les satisfont aujourd'hui.

#### 3.1. Qu'est-ce qu'un besoin ?

Dans sa définition de l'économie, Karl Polanyi utilise le mot « besoin », mais ne le définit pas. Pour mener mon enquête, il fallait évidemment que j'identifie les besoins humains sur lesquels travailler. J'ai pensé dans un premier temps prendre appui sur la fameuse pyramide de Maslow, qui constitue sans doute la typologie des besoins la plus connue. Cependant, elle a été largement critiquée, notamment dans sa manière de hiérarchiser les besoins. Maslow soutient en effet que l'humain serait d'abord motivé à répondre à ses besoins physiologiques, puis passerait à un second groupe de besoins. D'échelon en échelon, il atteindrait ainsi finalement l'accomplissement de soi (Maslow, 1954). Mais, en quoi le besoin de s'accomplir ou de se cultiver supposerait-il que soient satisfaits d'abord des besoins physiologiques? Somme toute, c'est une théorie qui schématise bien les besoins, mais de façon plutôt linéaire. Ainsi, je me suis tournée vers une typologie des besoins moins connue, mais selon moi plus appropriée. Il s'agit de la classification de Manfred

Max Neef, un économiste et environnementaliste chilien. Elle permet de tracer une carte de l'ensemble des besoins qui doivent être satisfaits, en mettant de l'avant les rapports entre eux, plutôt que de les hiérarchiser.

D'après Max Neef, le développement humain passe par la satisfaction de neuf besoins fondamentaux que je décris sommairement ici (pour plus de détails, voir la typologie complète en Annexe 1) :

- Subsistance : Assurer un état physiologique et psychologique sain. Avoir de la nourriture, des vêtements, un toit et d'autres éléments assurant une stabilité.
- Protection : Être en mesure de recevoir des soins et d'être en sécurité.
- Compréhension : Être en mesure d'apprendre, de s'éduquer et de développer son sens critique.
- Loisirs : Être disposé à s'occuper à différents loisirs, lors de ses temps libres.
- Participation : Avoir des droits et des responsabilités permettant de participer et de s'impliquer dans différents groupes sociaux.
- Affection : Avoir des relations interpersonnelles permettant de vivre ses émotions, avec des amis, la famille ou son entourage en général.
- Création : Pouvoir s'exprimer et user d'imagination en développant des habiletés créatrices.
- Identité : Développer un sentiment d'appartenance par l'affiliation à différents groupes.
- Liberté : Être autonome dans ses choix et vivre dans un environnement qui reconnaît l'égalité des droits.

De façon à simplifier le travail d'enquête, j'ai choisi de centrer cette recherche sur quatre dimensions de la typologie de Max Neef, soit les besoins liés à la subsistance que je segmente comme suit : se nourrir, se loger, se vêtir et se déplacer, ainsi que les besoins de

protection (se soigner), de compréhension (apprendre) et de loisirs (se recréer). Se nourrir, se vêtir et se loger sont des besoins qui doivent être comblés pour garantir un état physiologique et psychologique stable. Se déplacer fait aussi partie de cette catégorie de besoins, car cela permet les déplacements entre les lieux qui assurent la subsistance, au niveau de l'approvisionnement en nourriture, par exemple.

En travaillant sur ces quatre catégories de besoins, je devrais être en mesure de repérer le ou les principes par lesquels ils sont prioritairement satisfaits. Je devrais obtenir aussi de la sorte des informations concernant le mode de satisfaction des autres besoins. Par exemple, on peut penser que l'entraide mobilisée pour combler un besoin de subsistance contribue par la même occasion à satisfaire un besoin de participation, de créativité, d'identité ou d'affection. Ainsi, bien que l'analyse soit centrée sur quatre besoins, la vision globale du mode de vie des individus n'est pas pour autant compromise. Je ne fais que limiter les angles de recherche dans le souci qu'elle soit concise.

### **3.2. Une enquête par entretiens semi-directifs**

Compte tenu de mon hypothèse, j'ai décidé de mener l'enquête auprès de deux grandes catégories de Québécoises et Québécois : des personnes ayant atteint l'âge adulte dans les années 1940 et 1950 d'une part, et des jeunes adultes d'aujourd'hui, d'autre part. Cela devait me permettre de procéder par comparaison et de mieux saisir comment les rapports d'entraide avaient évolué au Québec depuis le milieu du siècle dernier.

Pour interroger ces deux groupes sur leurs manières de satisfaire leurs principaux besoins, j'ai décidé d'utiliser la technique des entretiens individuels approfondis. Et cela pour deux raisons. D'une part, cette enquête était très exploratoire. Je n'avais qu'une idée très vague du type d'information que j'allais pouvoir recueillir. D'autre part, il s'agissait d'explorer le quotidien de Québécoises et Québécois, d'une manière pour le moins riche et complexe. Une enquête quantitative aurait supposé que je connaisse assez bien à l'avance le type de réponses que je risquais d'obtenir et que j'élabore sans doute un très long questionnaire. Elle ne m'aurait pas donné accès par ailleurs à des éléments de contexte utiles pour comprendre les comportements étudiés. L'entretien individuel approfondi me permettait

d'éviter ces trois écueils. Évidemment, ce choix a pour inconvénient de ne me donner accès qu'à une toute petite fraction des populations qui m'intéressaient.

J'ai choisi par ailleurs l'entretien semi-directif. Un entretien directif avec des questions très précises est trop rigide pour le type d'information que j'avais besoin de recueillir et ne m'aurait pas donné accès à des éléments circonstanciels importants. À l'inverse, un entretien non dirigé aurait abouti à une collecte de données trop large. Les thèmes étaient déterminés à l'avance et le phénomène à observer était assez clair, soit les manières dont ces personnes satisfont leurs besoins. Ainsi, l'entretien semi-directif est la méthode idéale pour comprendre un environnement complexe dans sa globalité, tout en filtrant l'excédent d'information non nécessaire. Il permet aussi d'avoir une discussion fluide redirigée au besoin avec des relances. Cette approche suit un fil conducteur, mais ne stoppe pas la spontanéité des répondants qui sont libres de se raconter ou de partager une anecdote. En tant qu'intervieweuse, j'ai la liberté de recadrer et d'aller creuser certains aspects qui semblent mériter plus d'attention. Mais cela m'offre aussi la possibilité d'être surprise et de découvrir des aspects de l'enquête que je n'avais pas envisagés (Romelaer, 2005).

### **3.3. Échantillonnage**

Afin de regrouper des participants pour cette recherche, j'ai sollicité mon réseau personnel et professionnel. Le bouche-à-oreille, l'effet boule de neige et les publications sur les réseaux sociaux m'ont permis de compléter l'étape de recrutement en peu de temps. J'ai contacté un centre de personnes âgées autonomes, afin de m'assurer d'obtenir suffisamment de participants, mais au bout du compte, cela n'a pas été nécessaire.

Mon objectif initial était d'interroger 7 à 10 participants âgés de 80 à 90 ans, pour le premier groupe et 7 à 10 participants âgés de 20 à 30 ans, pour le second groupe. Pour finir, je me suis entretenue avec 8 jeunes et 8 aînés. Toutes ces personnes sont des Québécoises et Québécois francophones. Toutes également sont d'ascendance canadienne-française. Toutes vivent à Montréal et dans les alentours.

Il aurait été très intéressant d'enquêter aussi auprès des populations anglophones et immigrantes, ainsi que dans les régions du Québec, mais je ne disposais ni du temps ni des moyens nécessaires pour ce faire. En outre, élargir ainsi mon terrain d'enquête ne m'a pas semblé vraiment utile pour tester mon hypothèse principale. Cela dit, au sein de cette catégorie restreinte de Québécoises et Québécois, je me suis assurée que les profils sociodémographiques soient diversifiés. J'ai interviewé finalement 10 femmes et 8 hommes. Ils sont issus de différents milieux sociaux, des plus modestes aux mieux nantis, au regard du niveau de scolarité et de la profession. Enfin, certains ont vécu le début de leur existence en milieu rural, les autres n'ont jamais vécu qu'en milieu urbain. Je faisais l'hypothèse que ces différents critères pouvaient être déterminants en ce qui concerne les manières de satisfaire ses principaux besoins. Le tableau synoptique comprenant le profil sociodémographique des participants est présenté en Annexe 2, mais voici une présentation sommaire des répondants.

Du côté des aînés, Mme Bouchard et Mme Lorrain ont toutes deux grandi sur des fermes, leurs parents étaient cultivateurs. Elles ont par la suite migré vers la ville pour s'établir et fonder leur famille. Mme Lalancette, Mme Perron et Mme Girard ont grandi à Montréal. Leur mère était femme au foyer et leur père avait un emploi. Seule Mme Girard est née d'un milieu très aisé, ses parents étaient propriétaires d'un commerce d'alimentation et de logements locatifs. Après avoir terminé leur scolarité, soit le cours commercial pour la majorité, elles sont devenues à leur tour femmes au foyer, leur mari occupant divers emplois. Les hommes aînés, M. Desjardins, M. Ducharme et M. Gagnon sont tous issus du milieu rural. Mais ils ont finalement quitté la campagne et trouvé un emploi pour assurer leur rôle de pourvoyeur au sein de leur ménage. Ils avaient plusieurs cordes à leur arc et exerçaient plusieurs métiers selon les opportunités qui s'offraient à eux. M. Gagnon n'a fondé une famille que plus tard dans sa vie et travaillait à l'extérieur de la province. M. Desjardins a travaillé dans une entreprise appartenant à de la parenté jusqu'à ce qu'il se lance en affaires. M. Ducharme, aujourd'hui âgé de 99 ans, a principalement exercé le métier de barbier qu'il a appris dans l'armée par un concours de circonstances et qu'il a exercé plus tard dans son propre salon de barbier, puis dans un pénitencier.

Du côté des jeunes, mon échantillon est composé de : Joannie, chef cuisinière issue d'une famille de banlieusards, maintenant établie en ville avec son copain; Raphaëlle, étudiante à l'université et employée dans un cabinet d'avocat à temps partiel, de retour temporairement chez ses parents; Sandrine, chef de production et assistante designer dans une boutique en ville, issue d'une famille moins avantagée financièrement et maintenant établie en appartement avec son mari; Camille, jeune pilote d'hélicoptère ayant habité en campagne chez ses parents très aisés jusqu'à son déménagement récent; Cindy, technicienne en pose d'ongles de 25 ans et maman de deux jeunes enfants; Jonathan, jeune urbain vivant seul, employé dans un start-up et issu d'une famille aisée œuvrant dans le milieu des affaires; Francis, vendeur automobile vivant seul à Montréal, ayant grandi dans une famille urbaine et moderne en terme de rôles parentaux; et Théo, travailleur autonome en immobilier ayant déménagé plusieurs fois avec sa copine dans le cadre de son travail.

J'ai arrêté mon enquête lorsque les nouveaux entretiens que je menais n'apportaient plus d'informations nouvelles. À titre d'exemple, il s'est avéré que la vie sur une ferme familiale était racontée de façon très similaire par les participants issus du milieu rural. Aussi, que ce soit en ville ou en campagne, le rôle de l'homme et de la femme dans le ménage était décrit de façon très semblable d'un participant à l'autre. Les jeunes eux, évoquaient tous un réseau de relations sociales plus restreint (parents, frères, sœurs et quelques amis proches). Après une dizaine d'entretiens au total, j'ai commencé à faire l'expérience de la « saturation sémantique » (Romelaer, 2005 : 105). Les discours additionnels venaient plutôt appuyer les données déjà collectées. Les éléments récurrents d'un entretien à l'autre m'ont permis de juger satisfaisante la taille de mon échantillon de 8 participants par groupe. La corroboration des récits entre eux démontre alors que l'échantillon assure des résultats valides. Mentionnons que la validité a également été obtenue par une corroboration avec la littérature québécoise. Certains ouvrages cités tout au long de l'analyse permettent de vérifier les événements historiques évoqués par les participants, comme le rationnement durant la guerre ou les périodes de chômage, ou encore des éléments contextuels, comme les festivités au Mont-Royal ou l'importance de la religion.

J'ajoute que je me suis assurée de n'interroger que des personnes non vulnérables et aptes à consentir seules à la participation au projet de recherche. Afin de mieux les renseigner sur la nature de mon projet, chaque personne sollicitée a reçu une lettre de recrutement qui est présentée à l'Annexe 3. Le deuxième contact s'est fait par téléphone, et par la suite je me suis rendue à leur domicile afin d'éviter des déplacements de leur part.

### **3.4. Collecte de données**

Pour la collecte de données, l'outil principal a été le guide d'entretien construit autour de grands thèmes selon les catégories de besoins que je voulais explorer. J'ai configuré un guide d'entretien en créant deux versions adaptées aux deux groupes, toutes deux présentées aux Annexes 4 et 5. La différence entre ces deux versions réside dans le temps de verbe emprunté pour certaines questions, puisque le premier groupe (aînés) est interrogé sur sa vie passée et le deuxième groupe (jeunes) sur sa vie actuelle.

Pour élaborer ces guides d'entretien, j'ai donc pris appui sur le schéma conceptuel de Polanyi – échange, redistribution, réciprocité, autarcie - et sur la typologie des besoins de Max Neef - subsistance (se nourrir, se loger, se vêtir et se déplacer), protection, apprentissage et récréation. J'ai d'abord réalisé en phase exploratoire un entretien informel avec mon grand-père pour me faire une idée des modes de vie de l'époque. Puis, j'ai testé les questions auprès de quelques proches pour valider qu'elles étaient cohérentes et compréhensibles et aussi pour m'assurer que les réponses reçues correspondaient bien aux données recherchées. Dès que le guide d'entretien a été rédigé, j'ai effectué un prétest formel avec deux individus, répondant respectivement aux critères du premier et du deuxième groupe. Je tenais à noter la cohérence de l'enchaînement des questions, la compréhension du vocabulaire adopté et la nature des données récoltées. À la suite de ces prétests, le guide d'entretien a été modifié pour obtenir le guide d'entretien final présenté en Annexe 4 et 5. J'ai apporté les changements suivants : précision de la phrase d'entame, modification de l'ordre des questions suivant l'ordre spontané détecté dans les récits et ajout de certaines relances.

La phrase d'entame était celle-ci: « Pouvez-vous faire un bref survol des premières années de votre vie? ». Cette première partie d'interview permettait de recueillir des informations sur le mode de vie de l'individu avant l'âge adulte, donc plus précisément sur l'enfance. En seconde partie, le questionnement portait sur le mode de vie dans la vingtaine, et cette deuxième portion de l'entretien était amorcée par la phrase suivante : « Parlez-moi de votre vie familiale dans la vingtaine. Si vous le souhaitez, commencez avec la transition vers le monde adulte. » De cette façon, je recueillais plusieurs éléments contextuels pertinents, avant d'aborder les questions sur les besoins. J'ai questionné les participants sur chacun des thèmes (des besoins) avec des questions ouvertes, claires et simples, qui laissaient place à l'élaboration. À titre d'exemple, pour le volet alimentation, j'utilisais la question suivante : « Comment vous procuriez-vous votre nourriture? ». Selon chacune des réponses, je poursuivais avec différentes relances, reformulations ou recadrages, en regard aux diverses sources d'approvisionnement mentionnées, et ce pour stimuler la discussion si nécessaire. Et puis j'enchainais de façon similaire avec les autres thèmes.

Avant d'entamer mes entretiens, j'exposais brièvement le déroulement de la discussion afin de mettre la personne à l'aise et en confiance. Je prenais soin de bien expliquer le formulaire de consentement, joint à l'Annexe 6, qu'elle signait par la suite, et je l'invitais à poser des questions, si elle en ressentait le besoin. Tous les participants ont autorisé l'enregistrement audio, ce qui m'a permis d'avoir une meilleure écoute et de ne prendre que quelques notes pendant l'entretien. J'avais estimé le temps de chaque entrevue d'une durée d'une heure à deux heures. Dans les faits, il s'est avéré d'une durée moyenne de 1 heure 15 minutes. Les personnes âgées développaient de façon plus spécifique et leurs entretiens étaient en moyenne plus longs. Leurs récits étaient pertinents et ponctués d'anecdotes riches en contenu ou en émotion, alors je les laissais se raconter au besoin sans les interrompre. Au fur et à mesure de la période de collecte de données, je transcrivais les verbatims de chacun des entretiens, grâce à mes enregistrements audios. Les verbatims étant à jour, j'étais donc prête pour l'analyse des données dès que la dernière entrevue a été réalisée. Un programme de transcription de données m'était disponible, mais mon choix de le retranscrire manuellement m'offrait la possibilité de réécouter tous les entretiens et

me permettait d'être mieux préparée pour l'analyse qui a suivi. Mentionnons que des noms fictifs sont utilisés dans ce mémoire, pour assurer et préserver l'anonymat des participants. Les données audios et textuelles sont conservées uniquement de manière personnelle et confidentielle et elles seront détruites à la fin de ce projet de mémoire.

### **3.5. Analyse des données**

En ce qui concerne le traitement des données produites, j'ai opté pour l'analyse de contenu thématique. Plus précisément, j'ai repéré et synthétisé les données brutes par thème, et ce, pour chaque participant. La méthode de synthèse est exposée dans un ouvrage référence sur les méthodologies de recherches. Cette technique « repose sur la réduction des données de manière à exprimer uniquement les idées ou thématiques principales » (Gavard-Perret et Helme-Guizon, 2012 : 290). J'ai plus précisément utilisé l'approche horizontale.

« Elle consiste à repérer les récurrences et régularités d'un document à l'autre à l'intérieur du corpus total. [...] les discours individuels sont déconstruits afin d'extraire dans chacun les parties communes. La cohérence n'est donc plus donnée par la structure individuelle de chaque document ou entretien, mais par la réunion d'éléments comparables entre les différents documents ou entretiens. » (Gavard-Perret et Helme-Guizon, 2012 : 291)

À l'aide de cette technique, je peux distinguer les tendances en ce qui concerne le mode de satisfaction dominant de chacun des besoins. Les discours ne sont pas analysés individuellement, ce sont plutôt les regroupements de données suivant une thématique qui sont analysés de façon transversale en y décelant les concordances. Concrètement, j'ai utilisé un système de couleurs pour coder les verbatims par thème (ou par besoin) pour ensuite construire un tableau de synthèse par thème, résumant la réalité de chacun des participants et incluant des citations pertinentes. J'ai réuni les éléments comparables pour constater et interpréter les tendances quant aux différents besoins. J'ai utilisé le même procédé pour les deux groupes. Par la suite, j'ai comparé les deux réalités pour finalement proposer une réponse à ma question de recherche.

Les thèmes retenus correspondaient à la liste de besoins que j'avais préalablement établie. Ainsi, à l'étape du codage, les thèmes qui ressortaient étaient naturellement liés aux besoins

établis au départ. Aucun thème émergent n'est ressorti et le codage était intuitif. La construction du guide d'entretien par thème m'a donc permis de sélectionner et de regrouper facilement les données. Mentionnons qu'une de mes collègues, a analysé une partie du corpus pour arriver aux mêmes résultats que moi; les données recueillies lors de la création du guide d'entretien par thèmes pouvaient simplement être regroupées selon les besoins préétablis. Elle a donc analysé une partie du corpus de données pour s'assurer que le découpage était cohérent et que l'analyse était représentative des résultats. Grâce à l'assistance de ma collègue et de notre grille catégorielle commune, j'ai pu poursuivre mon analyse, étant assurée de sa fiabilité.

## Chapitre 4

### Comment satisfaire ses besoins? [Présentation et analyse des données]

Les projets de décroissance soutenable accordent généralement un rôle crucial à l'entraide. Nous avons vu au premier chapitre qu'un tel pari n'avait rien d'insensé si l'on se fie à l'histoire de notre espèce et, plus largement, à l'histoire du vivant. Mais, nous avons vu également que ce type de rapport social semble avoir été marginalisé dans les sociétés occidentales modernes. Au chapitre deux, après avoir associé l'entraide au fameux cycle du don – donner, recevoir, rendre - étudié à l'origine par Marcel Mauss, j'ai pris appui sur les thèses de Karl Polanyi pour émettre l'hypothèse que l'entraide, ou ce que Polanyi appelle la réciprocité, avait été marginalisée en Occident par la montée en puissance de l'échange et de l'institution du marché autorégulateur, puis par des rapports de redistributions orchestrés par les États (des années 1940 aux années 1970), avant que les logiques de marché ne reviennent en force au cours des années 1980. Au chapitre précédent, j'ai présenté et expliqué le dispositif d'enquête mis en place pour tester cette hypothèse en ce qui concerne le Québec. C'est le moment à présent de partager les résultats de cette enquête et de les analyser.

Par quels types de rapports entre eux les Québécoises et les Québécois satisfont-ils leurs principaux besoins? Comment ces rapports ont-ils évolué depuis plus de 50 ans? L'entraide est-elle effectivement un phénomène très marginal dans nos manières actuelles de répondre à nos besoins? Était-ce le cas dès les années 1930 et 1940? Si des évolutions sont perceptibles sur ce plan, quelles en sont les principales causes ? Telles sont les principales questions auxquelles je vais m'efforcer de répondre dans les pages qui suivent.

Dans un premier temps, je présenterai les résultats et les données collectées concernant chacune des catégories de besoin à l'étude, soit d'une part les besoins de subsistance qui consistent à se nourrir, se loger, se vêtir et se déplacer, et d'autre part les besoins fondamentaux d'apprendre, de se soigner et de se recréer. Je présenterai séparément les

résultats pour les deux groupes de personnes que j'ai interviewés et que je nommerai respectivement les « aînés » et les « jeunes ». Dans un deuxième temps, j'interpréterai les données en proposant une analyse comparative entre les deux groupes, toujours selon chaque type de besoin individuellement. Dans un troisième temps, je déterminerai les stratégies principales choisies par les individus pour satisfaire leurs différents besoins de façon générale, selon l'époque et le mode de vie qu'ils adoptent.

## **4.1. Les besoins de subsistance**

Cette section est destinée à la présentation des besoins de subsistance : se nourrir, se loger, se vêtir et se déplacer. Ils permettent de garder un équilibre au niveau physiologique et psychologique. Avoir de la nourriture, des vêtements et un toit assure directement cet état d'équilibre. Le besoin de se déplacer a été ajouté, car il permet de vaquer aux activités de subsistance, même s'il ne s'agit pas de sa seule raison d'être.

### 4.1.1. Se nourrir

Ici, je m'intéresse aux différentes méthodes utilisées pour se nourrir. J'ai collecté l'information en questionnant les individus sur leurs différentes sources d'approvisionnement en nourriture. J'ai cherché à comprendre comment ces sources ont pu varier ou pas dans l'espace et dans le temps, et quels acteurs étaient impliqués dans le processus.

#### **Aînés**

Parmi les répondants aînés, cinq ont vécu le début de leur vie en milieu rural. Ils s'alimentaient donc en grande partie grâce aux produits de la ferme familiale, outre quelques produits comme la farine ou le sucre qu'ils achetaient au marché. Ils cultivaient différentes variétés de fruits et de légumes selon les saisons. Certains faisaient boucherie à l'automne. Le bœuf, le porc et le poulet étaient les principaux animaux consommés. Puis, grâce à l'élevage de vaches laitières, entre autres, on transformait les produits animaliers pour pouvoir les consommer. Ils cuisinaient tout, jusqu'aux bouillions qu'ils concoctaient

avec des pelures de légumes ou des os d'animaux. Les caves et les greniers servaient à stocker les récoltes. Voici quelques extraits des récits que j'ai recueillis à ce sujet :

« On faisait pousser des échalotes qui se récoltaient très de bonheur au printemps. C'est à ce moment qu'ils avaient besoin de bras, pour les récolter. Et après, c'étaient des fèves, radis, tomates, concombres, blés d'Inde, choux... Surtout l'automne les choux. C'était ça nos activités de jardiniers. » (M. Desjardins)

« Mon père avait une *run* de lait. Tous les matins, il allait avec un cheval et une voiturette livrer le lait à ses clients. C'était comme ça! Ma mère embouteillait les pintes de lait, alors il y avait beaucoup d'ouvrage. Tu mettais le lait dans un grand récipient qui séparait le lait de la crème. Avec la crème ma mère faisait du beurre. Alors, il fallait laver le séparateur. [...] Ma mère c'était une personne qui était très minutieuse. Mon père avait beaucoup de clients, parce qu'ils connaissaient ma mère. Et ils savaient que ma mère était extrêmement propre. » (Mme Bouchard)

« Quand arrivait l'automne, c'était la boucherie et on faisait les réserves pour l'hiver. Toutes les familles avaient de quoi à manger. Il y avait une partie de la terre pour les patates, pour en avoir assez pour passer l'hiver. On avait des patates, des carottes. Il y avait aussi des familles, des gros mangeurs de navets. Ils remplissaient la cave de navets, assez que les enfants sentaient le navet! Chez nous, comme mon père faisait boucherie, la table était assez variée. » (M. Ducharme)

« À ma connaissance, toutes les familles faisaient boucherie à la maison. Ça prenait quelqu'un qui était capable de faire ça. Il y avait souvent de l'aide de voisins qui étaient familiers avec ça. Chez nous, c'était un oncle qui était spécialiste, car il avait déjà été boucher. Puis on ramassait le sang pour faire du boudin. C'était un rituel. Pour conserver, ils enterraient ça dans la neige, dans des hangars, ou bien dans le grain en vrac qui conservait très bien. Ils planifiaient ensuite la consommation de la viande, pour arriver au printemps sans en perdre ou en manquer. » (M. Desjardins)

« Dans le sous-sol, on avait une cave en terre, ça servait à conserver. Je me souviens d'aller chercher les patates et les carottes. C'était une terre qui n'était pas riche. C'était une région froide [vallée de la Matapédia]. La saison pour récolter les légumes, ce n'était pas long. Ce n'était pas favorable. Ma mère ne pouvait pas laisser murir les tomates dans son jardin, il fallait rentrer les habiller avec des couvertes dans le grenier pour les laisser murir. On était obligé de les ramasser vite, parce que les belles saisons étaient trop courtes. » (M. Ducharme)

La production de ces aliments occupait une grande partie de leur temps : « Quand tu regardes ça, tu te dis que c'est la vie facile, mais tu devais travailler le matin très tôt, jusqu'à tard le soir. C'était très demandant, mais ça redonnait beaucoup. On ne manquait pas de manger. » (M. Gagnon.) Malgré les difficultés qu'ils évoquent, ces aînés issus d'un milieu rural affirment généralement qu'ils n'ont jamais manqué de nourriture. Certaines familles allaient vendre les surplus dans des marchés en ville le samedi. Ils utilisaient donc presque exclusivement les produits de la ferme, ainsi les types d'aliments consommés étaient limités. Ils mangeaient toujours les mêmes légumes et les mêmes fruits. Ils n'avaient pas accès à des fruits exotiques et se considéraient chanceux d'avoir une orange en cadeau.

« On n'a jamais manqué de nourriture, car on avait un jardin, des poules, des animaux. Mais on n'avait pas de pommes, d'oranges. Les oranges on voyait ça juste au jour de l'an dans notre bas de Noël. C'était tout un cadeau. » (Mme Lorrain)

« On n'avait pas de kiwi et tout ça. C'était du navet, des carottes, des patates. [...] L'été, on avait du chou, des tomates, de la laitue, des concombres... mais pas d'affaires de fantaisie! Nous c'était ça dans le temps. Ce qui était vraiment de la fantaisie, c'était des fruits, des oranges et ces choses-là. Quand on avait des pommes et des oranges, on était chanceux parce que ça coûtait cher. Ce n'était pas toutes les familles qui en avaient. » (Mme Perron)

De nombreuses familles de cultivateurs s'entraidaient. Plusieurs des participants mentionnent l'expression populaire « *faire un bi* », qui désignait le fait de se réunir collectivement pour aider un voisin ou un membre de l'entourage à effectuer une lourde tâche. Ce pouvait être le cas par exemple lors des semences, des foins ou des récoltes de patates. Il y avait même des échanges de récoltes selon les variétés de légumes produites par les différentes familles. Lors de ces journées de travail collectif, les femmes préparaient un gros repas pour nourrir les gens venus aider. Aussi, les cultivateurs pouvaient s'échanger des outils de la ferme pour éviter que chaque membre de la communauté ait à s'en procurer.

Il y avait plusieurs commerçants qui venaient offrir à domicile différents produits et services. C'était toujours les mêmes et ils connaissaient les préférences des clients pour la viande et le pain, par exemple. Des relations amicales pouvaient même s'établir à la longue, comme en atteste cette remarque de Monsieur Desjardins à propos d'un de ces livreurs: «

Il était bien chum avec ma femme! ». D'autres venaient récupérer les vieilles guenilles ou passaient pour aiguiser les couteaux. Puis, il y avait la livraison de lait, pour les familles qui n'élevaient pas de vaches laitières bien entendu. Mentionnons qu'en campagne, les enfants allaient parfois chercher le lait directement dans les fermes laitières avoisinantes. Une petite fraction de la nourriture consommée était donc obtenue en échange d'argent. Mentionnons aussi que, pendant la Deuxième Guerre mondiale, les familles recevaient des coupons du gouvernement qui leur donnaient accès à certains aliments rationnés tels que le sucre et la farine.

Les outils utilisés pour stocker et préparer la nourriture étaient assez simples. Le réfrigérateur a tardé à faire sa place dans les ménages québécois. Certains utilisaient plutôt une glacière pour conserver les aliments.

« Ils vendaient aussi de la glace, car on n'avait pas de réfrigérateur. Les messieurs passaient et ils avaient des gros crochets, des pinces. Puis, on demandait deux morceaux de glace. Ils mettaient ça dans le haut de la glacière. Et en dessous, on mettait un plat de vaisselle pour que l'eau s'écoule. C'était comme ça que ça fonctionnait. » (Mme Perron)

En ce qui concerne les aînés ayant grandi en ville, le mode d'alimentation était évidemment fort différent. En effet, ils s'approvisionnaient dans des commerces locaux : épicerie de quartier, boulangerie, boucherie, ainsi que dans des marchés d'alimentation comme les marchés Bonsecours, Maisonneuve ou Tousignant, comme s'en souvient ici Madame Perron :

« Il y avait un marché d'alimentation que j'aimais beaucoup qui s'appelait Tousignant [à Montréal]. C'était comme ce qu'on veut reproduire aujourd'hui. Ils vendaient toutes les choses en vrac. Le beurre de peanuts, on l'achetait en casseaux en carton ciré comme le carton de lait. Puis, ils pesaient ça. On achetait des peanuts en vrac. Puis au lieu du fromage kraft, on achetait du fromage en tranches enveloppé autrement. Pas de plastique! Alors, on allait faire la commande chez Tousignant, puis à la boucherie. [...] Puis, on pouvait aller au marché Bonsecours [à Montréal]. Ils tuaient les poules là. Tu te rendais au marché. Tu achetais des poules, et ils leur coupaient le cou et tu revenais avec tes poules. » (Mme Perron)

De plus, ils entretenaient bien souvent des rapports de sympathie avec leurs commerçants. Une participante mentionne avoir été amie avec le boucher et avec la propriétaire de son épicerie. Cette dame est toujours son amie aujourd'hui! Quant à la personne issue d'un milieu aisé, elle rapporte que sa famille se procurait occasionnellement des aliments dans une épicerie spécialisée du centre-ville. Le reste du temps, ils se nourrissaient principalement grâce à l'épicerie dont ils étaient propriétaires. Ils recevaient souvent famille et amis pour de gros repas.

Quand les supermarchés modernes ont fait leur apparition, les plus petits ont rapidement perdu en popularité, étant incapables d'offrir des prix compétitifs et une aussi grande variété de produits. La plupart des répondants racontent qu'ils allaient donc s'approvisionner dans des supermarchés comme Dominion et Steinberg, qui offraient un très vaste choix de produits.

« Plus tard ça s'est perdu avec les gros marchés d'alimentation comme Steinberg et Dominion. Quand c'est arrivé, les petits marchés ne fonctionnaient plus, à cause du prix et à cause du choix. Les compagnies américaines ont commencé à entrer, alors on avait plus de choix de biscuits, de céréales... Quand j'étais petite fille il y avait du cornflake [flocons de maïs], du gruau et de l'orge! » (Mme Perron)

## **Jeunes**

Tous les jeunes que j'ai rencontrés s'approvisionnent de nos jours dans les grandes épiceries à proximité : à quelques coins de rue de chez eux, à pied ou en voiture pour les urbains, et à quelques minutes de voiture pour les banlieusards. Il s'agit de supermarchés dans la plupart des cas, tels que le IGA ou le Métro. Qu'ils demeurent en ville ou en marge des centres, les grands marchés ont la cote. Il n'y a qu'un répondant qui fréquente une petite fruiterie à côté de chez lui en ville. Certains fréquentent occasionnellement des commerces spécialisés pour certains aliments, comme une boucherie ou une poissonnerie. Quelques jeunes de la ville diversifient leurs pratiques pour s'alimenter durant la saison estivale et fréquentent des marchés comme ceux d'Atwater et de Jean Talon. Un répondant essaie de manger local le plus souvent possible, mais n'y arrive pas toujours.

« Et le poulet j'essaie de l'acheter de la ferme des voltigeurs à Bromont. Mais l'enjeu c'est que ma poitrine de poulet me coute 12 dollars, tandis que si j'achète du poulet importé du Vietnam, ce sont quatre poitrines, pour 5 dollars. Alors souvent, malheureusement, je dois m'approvisionner de cette façon. »  
(Francis)

Les aliments achetés sont généralement un mélange de produits frais (fruits et légumes), ainsi que de produits prêts à la consommation. Bien que certains jeunes mentionnent cuisiner et avoir un souci d'une alimentation saine, plusieurs produits consommés sont transformés à différents niveaux. De plus, ceux ayant un niveau de revenu plus faible utilisent différents moyens pour limiter leurs dépenses. Une participante fréquente les épiceries à rabais (Super C, Walmart, etc.) et trouve certaines astuces pour bien manger quand même, comme un panier de fermiers offert près de chez elle à 25\$ pour 19 variétés de fruits et légumes.

Cuisiner davantage semble être aussi un moyen de manger sainement tout en économisant, mais ce n'est pas une stratégie que peuvent adopter celles et ceux qui ont un horaire très chargé. Lorsqu'ils sont dans cette situation, plusieurs optent souvent pour des repas à emporter ou pour un restaurant. L'une des personnes rencontrées habite seule et ne souhaite pas cuisiner à son retour à la maison vers 21h. Une autre se tourne vers le restaurant quand sa compagne n'est pas là pour cuisiner, par manque de temps. Il ajoute : « Je ne suis pas vraiment un bon cuisinier, je n'ai jamais vraiment appris comment bien cuisiner. C'est quelque chose qui m'intéresse, mais je ne suis pas encore rendu là, parce que je suis trop occupé. » (Théo.) Autrement, les restaurants sont populaires pour les soirées entre amis ou en famille. Aussi, deux individus ont testé les Paniers *Lufa* (paniers d'épiceries hebdomadaires commandés en ligne), mais y ont renoncé rapidement, car c'était selon eux trop dispendieux et compliqué au niveau des commandes. Un autre participant aime le côté pratique et économique des boîtes *Cook It* (boîtes commandées en ligne composées d'aliments prêts à cuisiner pour une recette déterminée), mais a cessé de s'en procurer à cause du suremballage.

Aucun jeune n'est issu de famille vivant du travail de la terre. Tout de même, Camille a longtemps vécu en campagne et s'est occupée plusieurs étés du potager dans la cour de

chez ses parents : « Ça fournissait des carottes et des betteraves presque jusqu'en novembre. Des tomates aussi. Ça fournit beaucoup de légumes sans que ça soit un si gros jardin que ça. » Une autre répondante mentionne un grand jardin chez ses parents qui fournit des légumes assez simples à cultiver : tomates, laitues, herbes fraîches, etc. C'est sa mère qui s'en occupe et elle en donne à son frère et sa sœur qui n'habitent maintenant plus à la maison. Les autres n'ont pas de jardin, car leur appartement en ville ou en banlieue ne le permet pas. Certains ont tenté l'expérience, mais mentionnent ne pas avoir le temps et les compétences pour y arriver avec succès.

### **Interprétation des résultats**

À travers les récits, on distingue trois réalités différentes quant aux méthodes utilisées pour se nourrir; celle de la campagne au milieu du XX<sup>e</sup> siècle fondée sur l'autarcie et impliquant des rapports de réciprocité; celle de la ville, toujours au milieu de siècle dernier, qui repose sur l'autarcie, mais aussi sur certains rapports d'échange; la « méthode » actuelle, tous milieux de vie confondus, qui repose essentiellement sur l'échange marchand.

D'abord, dans les campagnes québécoises, on se nourrissait autrefois selon les principes de l'administration domestique et de la réciprocité. Les familles s'occupaient de toutes les étapes en amont de la consommation de nourriture. Elles cultivaient les aliments, les récoltaient et les cuisinaient. Ce mode de vie suivait le principe de l'administration domestique. Même si les surplus étaient vendus, l'objectif de la production était de se nourrir, ainsi selon la théorie de Polanyi, il ne s'agissait pas d'échange marchand. Pour arriver à vivre du fruit de la terre, tous les membres de la famille devaient mettre la main à la pâte. Il s'agissait donc d'une unité autarcique qui subvenait elle-même à ses besoins.

À cela venaient se greffer des initiatives d'entraide. Les actes réciproques entre cultivateurs, l'aide sur la ferme à certaines périodes, l'échange d'outils, le partage de repas ou la contribution à certaines tâches, témoignaient de la présence d'entraide entre les membres des communautés rurales. Les repas qui étaient échangés étaient visiblement des moyens de pérenniser ces traditions d'entraide. Le maintien des relations sociales était un élément clé du modèle de réciprocité. Ils pouvaient échanger les récoltes et même aller

chercher le lait directement dans les fermes voisines. Notons que ce réseau de relations permettait d'avoir une alimentation plus complète.

Les informations secondaires que j'ai recueillies parallèlement à l'enquête terrain corroborent les récits des individus. Dupont par exemple souligne que la polyculture et les échanges avec la parenté et les voisins étaient suffisants pour vivre. L'échange marchand consommait du temps et des efforts non destinés à la production agricole, alors on l'évitait le plus possible (Dupont, 2004 :13). Linteau et *alii*, notent eux aussi que jusqu'en 1945, l'occupation des fermes était principalement familiale et visait la subsistance (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : chap. 2). Puis, le développement du territoire a créé un effet de rareté, et diminué l'accessibilité aux terres fertiles. Le capitalisme agraire s'inséra donc dans le milieu agricole pour intensifier la production, et donc augmenter le rendement, sans acquérir de nouvelles terres (Dupont, 2004 : 17). La mécanisation de l'agriculture s'intégra aux modèles de la ferme et permit de diminuer les ressources humaines nécessaires pour la production. Ainsi, la présence de la progéniture n'était plus indispensable pour faire fonctionner la ferme et plusieurs choisirent de quitter le nid familial rural, n'assurant plus leur avenir (Dupont, 2004 : 19). C'est ainsi que la ville est devenue le milieu de vie de plusieurs des « aînés » que j'ai rencontrés.

Dans les villes au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les façons de se nourrir étaient bien différentes. L'administration domestique persistait, mais était accompagnée d'échanges marchands et non-marchands. Ces derniers sont devenus nécessaires, car on ne pouvait plus se nourrir de la terre. Tout de même, la préparation des aliments assumée par les femmes prenait une grande part de leur temps et limitait l'achat de biens transformés. Les femmes étaient à la maison et donc le temps libéré pouvait permettre l'autoproduction. Cela étant dit, en ville on optait principalement pour les marchés, les commerces locaux et les épiceries du coin. Les relations avec les commerçants étaient parfois décrites comme amicales. Certains discutaient avec leurs commerçants ou devenaient même amis. Les relations étaient déterminantes quant au choix d'approvisionnement. Il s'agissait d'un échange, car il y avait exigibilité de demander un paiement. Cependant, on se rapprochait plus de l'échange non-

marchand décrit par Testart, que d'échange marchand, puisque c'était la relation entre les gens qui primait et non la relation à la marchandise.

La migration des ménages vers la ville n'a fait que s'accroître avec le temps. En fait, parmi le groupe de jeunes, une seule personne a grandi en campagne, mais n'a pas été élevée sur une ferme. Ce pourrait être un biais d'échantillonnage, mais les statistiques le confirment; l'exode rural est un phénomène marquant au Québec.

« Au tournant des années 50, l'habitat rural s'est détérioré progressivement en raison principalement de l'absence de politique favorisant le maintien des populations dans l'espace rural et le développement d'activités économiques en remplacement de la disparition des nombreuses fermes dans toutes les régions du Québec. En 1941, on comptait au Québec 154 669 fermes et en 2016, leur nombre n'était plus que de 28 918 – une disparition de 125 751 fermes en 75 ans. Durant cette période, tous les ans, 1677 familles quittaient les rangs de la campagne pour rejoindre la ville qui semblait plus attirante à cette époque. » (Desmarais, 2018)

Ceci nous mène à la réalité actuelle. On constate, aujourd'hui, que pour les jeunes urbains, ruraux ou banlieusards, c'est l'échange marchand qui domine comme principe organisateur des pratiques pour se nourrir. L'administration domestique ou la réciprocité est quasi absente. La cuisine, le jardinage, l'échange de nourriture/d'outils ou la coproduction ont une place très limitée dans leur vie. Ils semblent se tourner vers de grands supermarchés pour subvenir à leurs besoins, en raison de la proximité, des prix compétitifs et de l'habitude qui s'est créée. La simplicité et le faible coût rend illogique d'opter pour un commerce plus loin, plus cher ou plus restrictif au niveau du choix. Les économies d'échelle grâce au volume de production, la délocalisation des activités et les externalités négatives liées aux méthodes de production de ces grandes multinationales permettent d'offrir des prix très bas et de délégitimer l'offre de producteurs commerçants locaux. On parle de conséquences environnementales et sociales graves, que ce soit la consommation d'eau, l'utilisation de pesticides polluants ou l'exploitation de régions plus pauvres économiquement. La mondialisation, la croissance de l'économie, ainsi que le développement du réseau de transport en général permettent à de gros joueurs de percer le marché et de devenir le premier choix des consommateurs.

Bref, l'entretien du réseau de relations sociales n'est pas nécessaire pour subvenir au besoin de se nourrir chez les jeunes. Nous ne sommes plus producteurs ni même coproducteurs de notre nourriture, mais de plus en plus de purs consommateurs. De nos jours, les horaires sont chargés et il n'y a personne à la maison pour s'occuper de préparer la nourriture. Ainsi, on s'en remet aux entreprises; les épiceries à proximité, les restaurants, la livraison de nourriture. Même si ces choix sont parfois moins favorables au maintien d'une santé optimale et au niveau économique, ils sont priorisés, car ils permettent de concentrer l'essentiel du temps à son occupation, son travail. Aussi, si l'éducation ne fournit par les outils pour produire ou préparer leurs aliments soi-même, il est difficile de concevoir que ces activités soient intégrées aux modes de vie des jeunes.

\*\*\*

Pour se nourrir, les aînés combinaient autrefois la réciprocité et l'autarcie. L'échange marchand était peu utilisé, puisqu'ils étaient autonomes dans la production de leurs différents biens essentiels. En milieu rural, l'interdépendance des gens était palpable. La réciprocité entre membres d'une communauté était nécessaire particulièrement chez les cultivateurs. Pour les ménages en ville ou pour ceux qui y ont migré éventuellement avec l'urbanisation, l'échange marchand ou non-marchand est devenu intéressant. La croissance économique a amené aussi plusieurs grands marchés d'alimentation qui ont remplacé les plus petits. Puis de nos jours, le marché a su développer différentes options pour s'adapter aux modes de vie chargés des jeunes. La consommation semble être la norme. Les prêts-à-manger, les repas pour emportés, les restaurants et les paniers d'aliments prêts à cuisiner, permettent d'avoir plus de temps à consacrer à l'occupation principale.

#### 4.1.2. Se vêtir

Dans cette section je m'intéresse aux moyens par lesquels les personnes que j'ai interviewées satisfaisaient et satisfont le besoin de se vêtir. Je présente de l'information quant aux méthodes de production et aux habitudes de consommation des ménages en matière vestimentaire, selon le milieu de vie et l'époque.

## Aînés

La fabrication des vêtements, mais aussi de tapis, de rideaux, entre autres, était une activité assumée par la plupart des femmes, autant par les participantes interrogées que par leur mère et leurs tantes dans leur enfance. C'était une tendance présente autant en ville qu'en campagne. On note en particulier la place du recyclage et de la réutilisation dans ce domaine :

« Il y avait une de mes tantes qui faisait de la couture. Elle faisait des réparations de vêtement et modifiait les vêtements selon les âges. » (M. Desjardins)

« Ma mère et ma tante prenaient chacune leur morceau de vêtement, et elles défaisaient les coutures avec des lames de rasoir, les lavaient et les pressaient, puis nous faisaient des manteaux et des robes. » (Mme Lalancette)

« Ma mère était couturière de métier. Elle donnait beaucoup de son temps. Elle faisait des robes de mariées pour les gens de la famille. Je ne sais même pas si elle leur chargeait quelque chose pour les aider. » (M. Gagnon)

Plusieurs traditions de leur jeunesse se sont perpétuées jusqu'à l'âge adulte, toutes les femmes interrogées cousaient les vêtements de leurs enfants et parfois les leurs. Alors que plusieurs disaient aimer coudre, c'était moins évident pour certaines.

« Moi je haïssais la couture, mais un moment donné, j'ai été obligée d'aller prendre des cours. Je me suis dit : "Je vais avoir l'air d'une vraie folle, parce que je ne suis pas capable de poser un bouton!" J'ai pris trois ans de cours de couture, à l'institut familial. C'était donné par le gouvernement. » (Mme Lalancette)

Les femmes s'occupaient d'échanger les vêtements entre les enfants. Dans plusieurs familles, les enfants portaient le linge d'une cousine ou d'un cousin ou encore d'une sœur ou d'un frère plus âgé.

Aussi, la famille d'une répondante cultivait, battait, filait et tissait le lin. Les gens partageaient les métiers à tisser plutôt que d'en avoir un dans chaque maison. Ce mode de partage était fréquent pour tous les outils plus coûteux ou d'usage moins fréquent, comme en témoigne cet extrait.

« Certaines maisons avaient des métiers à tisser, mais d'autres n'en avaient pas, parce qu'ils achetaient des autres. Pas besoin que tout le monde en aille un. D'autres travaillaient plutôt le bois, ils étaient capables de faire des manches de hache. » (M. Ducharme)

Certaines familles complétaient la confection de vêtements avec quelques achats dans les magasins à Montréal. Ils y faisaient des réserves pour l'année. Il faut dire que la plupart achetaient par nécessité ; les vêtements achetés remplaçaient des vêtements trop usés ou qui ne faisaient plus en termes de taille. Une attention particulière était portée aux vêtements du dimanche. On se devait d'être bien endimanché pour la messe. Il y avait donc un souci esthétique, même en milieu modeste. Puis, une de mes interlocutrices, issue d'un milieu aisé, mentionne avoir toujours aimé la mode. La réalité qu'elle dépeint quant à sa jeunesse détonne du récit des autres participants. À propos de l'habillement des enfants dans sa famille, elle dit : « On était habillé comme des rois et des reines » (Mme Girard). D'ailleurs, cette dame qui n'a jamais porté de seconde main donnait les vêtements qui ne lui servaient plus à une voisine sur sa rue.

Comme pour la nourriture, les commerces locaux semblaient alors primer. On fréquentait toujours les mêmes petits magasins sur la rue Ontario par exemple, comme c'était le cas pour M. Desjardins.

« J'allais m'acheter de beaux habits, sur la rue Ontario. Puis, j'avais un tailleur sur la rue Notre-Dame. Il me faisait des vêtements quand j'ai commencé à avoir 17-18 ans, quand j'ai fini les études et que j'ai commencé à travailler. J'allais y faire faire mes vêtements. Il faisait à peu près tous les habits dans ce temps-là. [...] C'était un Italien et il faisait de beaux vêtements. »

Les autres participants semblaient aussi avoir leurs habitudes quant aux magasins qu'ils fréquentaient. Le magasin Dupuis et frères<sup>2</sup> est mentionné à quelques reprises. C'est le seul grand magasin qui a été mentionné par les aînés.

Ainsi, l'administration domestique dominait chez les aînés quant au besoin de se vêtir, puis était combinée à l'entraide, démontrée par l'échange de vêtements et par la confection de

---

<sup>2</sup> « Durant 110 ans, ce grand magasin canadien-français a été l'un des plus importants de Montréal. Il a eu une grande influence sur le développement du commerce dans la partie Est de la ville. » (Wikipédia, s.d.)

certaines items grâce à l'effort de plusieurs membres de la famille. L'échange marchand était occasionnel dans la plupart des cas.

## **Jeunes**

Plusieurs jeunes se procurent leurs vêtements en ligne. On mentionne précisément Amazon, Ali Express, EBay et Facebook. Les grands magasins sont aussi populaires, la majorité des répondants les fréquentent. Urban Planet, Zara et Simons sont mentionnés. Ils permettent de suivre la mode ou d'acheter des vêtements peu dispendieux pour le travail. Autrement, une minorité de participants opte pour des vêtements haut de gamme pour la durabilité et la qualité.

Les friperies sont aussi très populaires, ils en fréquentent presque tous. Plusieurs y vont, car c'est économique, original et que l'impact environnemental de leurs achats est minimisé. Le Village des valeurs et la St-Vincent-de-Paul sont précisément mentionnés. D'ailleurs, un participant donne ou vend ses vêtements dans les friperies. Une participante dit même trouver des vêtements dans les auberges de jeunesse qu'elle visite. Plusieurs jeunes mentionnent donner ou échanger des vêtements avec leurs amis ou leur famille. Une seule participante confectionne elle-même certains items, comme des vêtements évolutifs pour les enfants ou même des couches lavables, par souci financier.

Il faut dire que plusieurs adorent la mode, aiment magasiner et se définissent par leur habillement, alors qu'une minorité dit magasiner moins qu'avant et donc plus par nécessité. On dénote une conscience environnementale et sociale dans le choix des vêtements, mais parfois l'accès rapide à des vêtements bon marché est suffisamment attirant pour modifier les comportements de consommation.

« Mes vêtements viennent majoritairement des gros magasins, comme le Zara, malheureusement. "Malheureusement", car je sais que c'est du *fast fashion*. Je ne vais pas assez souvent dans des friperies, alors que ce sont quand même de beaux vêtements beaucoup moins chers. » (Raphaëlle)

« La seule chose que je vais acheter neuve et *cheap* c'est du linge de travail, parce qu'au travail je passe à travers des chemises et des chaussures à une

vitesse fulgurante. [...] Alors les chemises viennent de chez Simons. »  
(Francis)

« J'achète aussi beaucoup en ligne, parce que je n'aime vraiment pas rentrer dans les magasins [...]. Je ne suis pas fière de ça, parce que ce n'est pas idéal. J'aimerais vraiment plus magasiner dans les friperies. » (Camille)

### **Interprétation des résultats**

À travers les récits des participants aînés, le principe qui semblait être à l'honneur est l'administration domestique, combiné à celui de l'échange marchand pour l'achat du matériel nécessaire. Il s'agit d'autoproduction, car on faisait les vêtements de façon autonome; couture, réparation, modification. Le cas de la famille qui produisait les vêtements de A à Z, incluant toutes les étapes en amont jusqu'à la culture du lin, illustre même l'autarcie dans sa plus pure expression.

Aussi, la réciprocité tenait un rôle clé concernant l'habillement. Les relations d'entraide dans l'entourage permettaient la circulation des biens, pour que chacun comble ses besoins. La couture assumée par des membres de la famille élargie illustre bien les liens sociaux entre les familles. Une mère de famille offrait même de son temps gratuitement, pour confectionner certains vêtements comme des robes de mariées. Il y a aussi réciprocité au niveau du partage d'outils. Il n'y avait pas de métier à tisser dans chaque maison, on partageait plutôt cet outil dans la communauté afin de confectionner les vêtements. On échangeait entre familles et même entre communautés pour avoir accès à différents biens selon les ressources de chacun. Le maintien des relations avec la communauté était essentiel pour avoir accès à différents biens et services via l'échange réciproque. Dans le cas de la femme qui offrait ses vêtements à une famille plus démunie sur sa rue, on parle aussi de réciprocité. Dans ce cas, c'est un don pour lequel on n'attend pas contrepartie. C'est plutôt unilatéral, mais cela repose tout de même sur le réseau de relations construit avec le voisinage.

L'échange marchand était utilisé comme principe complémentaire aux autres modes de satisfaction des besoins. Les aînés que j'ai interrogés fréquentaient alors de préférence des petits commerces locaux, susceptibles de permettre un type d'échange moins agonistique.

Chez les jeunes répondants au contraire, la plus grande part de leur garde-robe est acquise par l'échange marchand et le plus souvent dans des magasins appartenant à de grandes multinationales comme Zara ou YM inc. (Urban Planet). La relation en question n'a pas grand-chose à voir avec celle que l'on développe avec un commerçant local. Acheter pendant des années ses vêtements à un même monsieur italien qui les confectionne lui-même, sur mesure, ou se les procurer dans une grande chaîne de magasins est fondamentalement différent. Dans le premier cas, le rapport entre les personnes compte, alors que c'est le rapport aux choses qui régit le second type d'échange. Somme toute, l'achat de vêtements par les aînés se rapprochait plus de l'échange non-marchand (ou l'échange entre amis) décrit par Alain Testart, que de l'échange purement marchand par lequel les jeunes satisfont le besoin de se vêtir.

L'achat dans les grandes chaînes est priorisé en raison du choix offert et des bas prix. Et la vente en ligne simplifie encore plus les achats. Dès lors, pourquoi produire soi-même ses vêtements ou les réutiliser « jusqu'à la corde »? D'ailleurs, comme pour la cuisine, on n'apprend plus à confectionner ses vêtements, et ce, ni à la maison ni à l'école.

Mentionnons tout de même que les friperies semblent offrir une manière de se vêtir nouvelle, qui se rapproche sous certains aspects des pratiques rapportées par les aînés. Il y a bien en effet récupération de vêtements de seconde main et certaines de ces friperies se présentent comme des petits commerces locaux que l'on peut fréquenter régulièrement. Mais, l'opération se déroule sans réels rapports de réciprocité. Ces vêtements usagés sont centralisés par le magasin et redistribués par le moyen d'échanges marchands. Certains de ces vêtements ont parfois été donnés par leurs précédents utilisateurs, y compris dans un but charitable, mais sont revendus comme des marchandises. Nous ne sommes donc pas dans le modèle de la réciprocité qu'a connu les aînés qui s'échangeaient leurs vêtements au sein de leur famille élargie ou de leur communauté locale. Ne perdurent que des échanges de vêtements avec quelques amies ou une sœur, pour certaines jeunes femmes interviewées. Dans ce cas, c'est l'interdépendance volontaire entre les membres de l'entourage qui permet de satisfaire ce besoin.

Certains participants âgés aimaient bien s'habiller, mais ne parlent pas de « mode » ou de « tendances », alors que certains jeunes s'expriment à travers l'habillement et aiment avoir plusieurs beaux vêtements. Au besoin de se vêtir s'est ajouté celui d'être « à la mode » et d'avoir une garde-robe qui permet de changer de vêtement très souvent. Il faut dire que les multinationales mentionnées précédemment ont les moyens de leurs ambitions. Outre les bas prix et le large éventail de choix qu'elles offrent à leurs clientèles, elles investissent beaucoup de moyens dans des techniques de marketing qui valorisent ces « besoins ». La publicité notamment est un outil qui s'allie parfaitement à la culture de consommation de masse qui s'est diffusée massivement dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

\*\*\*

Les âgés issus du milieu rural comptaient beaucoup sur l'autarcie en confectionnant eux-mêmes leurs vêtements. Autrement, autant pour les ménages urbains que ruraux, la réciprocité entre les familles ou les membres de la communauté était très importante, pour l'échange de vêtements, la réparation ou le partage des métiers à tisser, par exemple. L'échange marchand, quoi que plus utilisé en ville était complémentaire aux autres principes. De nos jours, ce sont les principes de la redistribution et de l'échange marchand qui dominent très largement nos manières de satisfaire le besoin de se vêtir, en particulier par la médiation des grandes chaînes de ventes de vêtements, appuyées par un marketing ciblé. Il y a aussi une forme de réciprocité à travers les friperies, mais elle est centralisée et marchandisée.

#### 4.1.3. Se loger

Qu'en est-il du besoin de se trouver un toit? C'est ce que nous allons voir à présent dans cette section, où je m'intéresse aux lieux d'habitation et aux types d'habitation des personnes que j'ai rencontrées. Je souhaite déterminer en particulier quels sont les modes d'accès à un logement, mais aussi quels sont les modes d'occupation de ces logements.

## Aînés

Cinq aînés sur huit interrogés au total sont nés sur une ferme. Ils habitaient donc des maisons en pleine campagne. Selon les récits des participants, les gens construisaient eux-mêmes leur maison avec l'aide de voisins. Ils pouvaient aussi hériter de la maison familiale. Ils étaient donc propriétaires de leur ferme et des bâtiments.

« Pour construire, agrandir, ou bien réparer les maisons et les bâtiments de ferme pour élever les animaux, ils faisaient des corvées. Les voisins venaient aider. Certains étaient plus habiles pour les travaux de menuiseries, par exemple, alors ça dépendait des tâches. Il n'y avait pas tellement de contracteurs, on le faisait soi-même. On profitait des périodes tranquilles entre les saisons ou entre les récoltes pour faire les travaux. » (M. Desjardins)

« Ils commençaient par bâtir une maison juste assez pour se loger, ça comprenait la cuisine et la chambre à coucher. C'était assez rudimentaire. Puis, un moment donné, ils bâtissaient une deuxième maison à côté, puis la première maison devenait la cuisine. La deuxième maison avait deux étages, il y avait le salon, plusieurs chambres et une salle à diner. » (M. Ducharme)

« Les fermiers en campagne étaient propriétaires de leur maison et de leur terre, parfois ils pouvaient hériter de père en fils. La maison où j'ai été élevé, c'était mon père qui a hérité de la maison de son père. Ça fonctionnait comme ça quand les parents étaient morts, sinon on pouvait agrandir la maison pour accueillir le fils par exemple. » (M. Desjardins)

À l'époque, le rôle du gouvernement comme fournisseur de services était minime. En effet, les plus vieux n'ont pas connu dans leur jeunesse des services de distribution d'eau ou d'électricité nationalisés. Plusieurs aspects de leur habitation devaient être comblés de façon autonome. On devait adopter un mode de vie autarcique en plusieurs points. Certains ont donc témoigné de la vie sans électricité à la ferme, avant de migrer vers Montréal. La seule manière de pouvoir s'éclairer était avec une lampe à l'huile. Les lits étaient faits de paille et une pompe servait de douche. Comparées à celles que nous connaissons aujourd'hui, les conditions de vie y étaient rudimentaires.

La majorité de ces aînés qui ont vécu sur une ferme se sont déplacés finalement vers Montréal, alors qu'ils étaient encore dans l'enfance. Mais une femme née à Trois-Rivières rapporte aussi être partie très jeune vers Montréal, avec sa famille, à cause du chômage.

Voici comment l'un de ces enfants d'agriculteur raconte son déménagement en ville alors qu'il était âgé de 8 ans.

« Alors mon père a vendu la terre. Il a fait de l'argent et on est allé demeurer à Montréal. Parce que là, il y avait du travail, alors que sur la terre on ne pouvait pas produire assez pour vendre. Et vendre ce n'était pas facile, le transport et tout... alors le jeu n'en valait pas la chandelle. C'est pour ça que beaucoup de gens de différents endroits sont allés peupler Montréal. [...] l'industrie était assez active. On trouvait facilement de l'ouvrage ». (M. Ducharme)

Qu'ils soient natifs de la ville ou qu'ils soient de nouveaux arrivants, les individus vivant au cœur de la ville de Montréal habitaient des logements plus ou moins grands selon leur niveau de revenu et la taille de leur ménage, qu'ils louaient. Autrement, certains achetaient des maisons dans des quartiers moins achalandés comme Pointe-aux-Trembles ou en campagne pour une minorité. Après leur mariage, tous ont emménagé avec leur conjoint, à l'exception d'un homme qui, pour le travail, vivait en colocation à l'extérieur de la province, et revenait chez ses parents pendant ses congés. Ainsi, la plupart des ménages achètent une maison ou louent un appartement. Les témoignages démontrent clairement qu'après avoir quitté le nid familial, la cohabitation se faisait en couple marié; pas de colocation, pas de concubinage. On ne vivait pas seul non plus. Le fonctionnement de la maison reposait sur le couple qui divisait les tâches dans une optique qu'on pourrait qualifier de réciproque.

Pour certains de ces aînés, la vie en ville n'était cependant pas toujours facile sur le plan économique, entre autres, comme en atteste ce récit d'un déménagement clandestin :

« Une fois on a déménagé parce que le loyer n'était pas payé, on s'était sauvé. Quand on est parti de Rosemont, mon mari buvait. Moi je faisais une dépression à l'époque. Puis mon beau-frère était venu et avait tout pris les meubles. Il avait trouvé un autre logement. On n'avait pas payé le loyer. C'est arrivé une seule fois. On ne connaissait pas de ressources. Peut-être que ça existait, mais on n'en connaissait pas. En plus, j'étais trop orgueilleuse pour en parler. Je n'en parlais à personne. Je ne pensais pas qu'on allait être obligé de partir. Je ne pensais pas que c'était si grave. Ça allait bien quand j'administrais le budget, puis quand je ne l'administrais pas, on retombait dans le trou. » (Mme Perron)

Aussi, les récits informent sur le repérage des logements ainsi que sur l'accès à ceux-ci. Ces logements étaient souvent trouvés par le bouche-à-oreille : quand une maison se libérait, le mot se passait, tout simplement.

« Mon mari avait un copain qui travaillait avec lui et qui restait à Repentigny. Puis il lui a dit : "J'ai un voisin en arrière qui est mourant, sa maison est à vendre et sa femme demande juste 2000\$ pour payer son déménagement, puis tu reprends son hypothèque. Alors, si ça t'intéresse de venir voir..." » (Mme Lalancette)

« Les logements étaient tellement rares, on n'en trouvait pas. Alors, la mère d'une de mes amies qui avait un logement nous a aidés [...]. Sa voisine s'en allait et elle a parlé au propriétaire, et il a dit oui. » (Mme Girard)

« Puis mon patron me dit : "Cherches-tu un logement? Moi et ma femme avons un bloc avec un logement à louer si ça t'intéresse." [...] Je n'étais pas habitué avec le quartier alors j'ai été voir et c'est ce qu'on a pris. » (Mme Lalancette)

## **Jeunes**

La plupart des jeunes sont nés dans une maison unifamiliale achetée en ville ou en banlieue. Cependant, les familles ayant un niveau socio-économique plus faible ou vivant au cœur de la ville louaient plutôt un appartement ou une maison. Qu'ils viennent de la ville, de la campagne ou de la banlieue, en grande majorité, les jeunes que j'ai rencontrés ont migré vers Montréal pour se rapprocher de l'école, du travail ou des amis. Seulement une participante est restée en banlieue. Ils vivent en colocation avec des amis, avec leur conjoint ou seul. Selon eux, il y a des avantages et des désavantages à habiter seul par rapport à la colocation. C'est bien d'être chez soi, de choisir le décor, mais au niveau financier c'est désavantageux. On évite des conflits en habitant seul, mais on passe aussi à côté de beaux échanges et d'opportunités de communiquer. En effet, certains besoins psychosociaux, comme le besoin d'affection, peuvent être satisfaits par le fait de partager un même toit. La colocation se colle en certains points à la réciprocité, car elle suppose un partage d'espace et de différents biens comme les électroménagers.

Bien que les jeunes ne restent pas longtemps chez leurs parents, ils demeurent de nos jours longtemps à leur charge. Les parents aident généralement à payer leurs études et dans bien

des cas, si le revenu le permet, à payer le logement à Montréal. Une participante fait un retour aux études à temps plein et a donc choisi de retourner chez ses parents. Outre les enfants, une famille peut aussi supporter les grands-parents. En effet, un répondant mentionne que sa grand-mère partageait une maison avec sa famille pour terminer ses jours à proximité de ses proches.

Les jeunes ont un mode de vie beaucoup plus nomade dans la vingtaine. Un participant qui gagne sa vie par l'achat et la revente dans l'immobilier a déménagé des dizaines de fois. Un autre a changé de colocation à Montréal six fois avant 30 ans et a aussi habité six mois à Amsterdam pour un échange étudiant. Une participante rapporte avoir habité trois mois à Sydney et huit mois en Nouvelle-Zélande.

Au niveau du repérage et de l'accès au logement, les jeunes trouvent leur appartement en ligne sur des sites ou des réseaux sociaux comme Facebook. Autrement, un participant a eu accès à un logement grâce à son oncle propriétaire d'immeubles d'habitations.

« J'ai commencé mes recherches, puis j'ai vu la publication Facebook d'une amie, l'appartement au-dessus se libérait! » (Jonathan)

« Puis là, j'ai emménagé ici dans un magnifique studio que je ne pourrais jamais me payer si ça n'appartenait pas à mon oncle. » (Francis)

### **Interprétation des résultats**

Le mode d'accession à un logement en campagne à l'époque reposait sur l'administration domestique et la réciprocité. On comblait de façon autonome avec l'aide de ses voisins ou ses proches le besoin de se loger. Les outils et les compétences pour faire des travaux de construction et de réparation semblaient être maîtrisés par une majorité d'individus en milieu rural. Autrement, il était possible d'hériter d'une habitation de ses parents, ou de partager avec ceux-ci. Ce fonctionnement reposait sur les mêmes principes d'autarcie et de réciprocité.

La situation était bien différente en ville. En effet, les aînés ont quitté en grande majorité la vie en campagne, pour aller vers la ville. La croissance économique d'après-guerre, et par le fait même l'industrialisation ont fait de la ville un territoire d'opportunités qui

permettait une vie plus confortable assurant un salaire ou un revenu relativement stable et une consommation accrue suivant la tendance. Le choix de logement était étroitement lié au mode de vie, ce qui explique que plusieurs familles choisissaient d'habiter en ville.

La situation était parfois difficile en ville. Depuis le krach de 1929, jusqu'aux Trente Glorieuses qui débutent avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, la pauvreté a frappé plusieurs ménages. Les ressources pour les familles étaient minimes, il y avait peu ou pas d'aide gouvernementale. Les données historiques sur le Québec, démontrent que l'entraide était nécessaire faute d'alternative : « Pour le loyer, on essaie de s'entendre avec le propriétaire afin d'obtenir des délais, si l'on n'y parvient pas, on déménage en catimini, la nuit. L'entraide entre voisins et parents devient essentielle » (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : 82). C'est ce qui explique qu'une famille s'est résignée à déménager en cachette, incapable de payer le loyer. Aucun jeune interrogé n'a vécu de situation similaire, mais mentionnons tout de même que l'accroissement de l'intervention de l'État donne, de nos jours, accès à certaines ressources pour aider les familles plus démunies. Le modèle de centralité qui était en marge avant la mise en place de l'État-Providence est dorénavant sollicité. Le rôle accru de l'État semble aujourd'hui diminuer les opportunités d'entraide.

Les jeunes d'aujourd'hui sont aussi attirés vers la ville. Elle est plus intéressante au niveau de la scolarité et des possibilités de carrières. Ainsi, Montréal est un pôle d'attraction pour les deux générations à l'étude. La ville semble offrir plus d'opportunités que la périphérie (banlieue et campagne). Avec la mondialisation, c'est le monde entier qui devient terre d'opportunités. Ce qui explique que plusieurs jeunes aient habité à l'étranger pour y travailler ou pour les études. Puis, avec la vie en ville s'impose l'échange marchand en ce qui concerne l'accès au logement, entre autres, et ce, pour les deux générations à l'étude. On achète un logement à un propriétaire, puis on paie une hypothèque à la banque, ou on paie un loyer à notre locateur. Le loyer et le crédit permettent de faire un profit et caractérisent l'échange marchand.

Autrement, on trouve des actes d'entraide au niveau du repérage des logements. Pour les aînés, le bouche-à-oreille ne fonctionnait que grâce à la circulation de l'information à travers leur réseau de personnes. Pour la majorité des jeunes, le bouche-à-oreille est maintenant organisé grâce à l'ajout d'une composante technologique. Ils ont recours à des sites d'annonces ou à des réseaux sociaux qui centralisent l'information sur une même plateforme pour ensuite la redistribuer aux utilisateurs. Quoiqu'il en soit, la technologie permet de combler ce besoin de façon plus simple. En ayant recours à certains services, en payant un fournisseur Internet, on a accès à un grand éventail de choix, sans avoir à entretenir un réseau de relations. Les entreprises qui œuvrent en ligne remplacent en partie le réseau de relations entre les gens. La redistribution remplace donc en partie la réciprocité.

Ensuite, le mode d'occupation a énormément évolué à travers les années et repose sur différents modèles. Pour les aînés, ils vivaient naturellement en cohabitation après le mariage. On peut voir le couple comme une structure d'entraide, qui permettait d'assurer d'avoir un toit sur sa tête et de mieux gérer cette ressource en divisant les tâches. De nos jours, les mœurs religieuses qui se sont estompées offrent une plus grande liberté de choix et diverses possibilités de cohabitation. Les jeunes ne se voient pas imposer le standard de vie maritale en couple hétérosexuel, comme l'obligeait l'Église à l'époque. Ils peuvent être seuls, en couple, avec des amis. Ceux qui partagent un toit se voient bénéficier des initiatives d'entraide que permet la colocation, contrairement aux individus vivant seuls. La colocation repose en principe sur des rapports de réciprocité. Chacun des membres locataires de l'appartement doit contribuer à la satisfaction du besoin commun de se loger. Ils doivent tous y contribuer monétairement, mais ils doivent aussi entretenir le lieu et les relations avec les autres membres.

La cohabitation, que ce soit en colocation, avec des amis, en couple ou en famille participe au moins dans une certaine mesure à la logique du « commun ». Par ce terme, on désigne un groupe humain qui partage l'usage d'une ressource quelconque, selon des règles qu'il établit et fait respecter lui-même pour l'essentiel (Ostrom, 2010). Le commun est une avenue préconisée dans le mouvement de la décroissance pour sortir de l'alternative entre la propriété privée et la propriété étatique. Le besoin est satisfait à moindre coût en séparant

les tâches, mais le défi réside dans le maintien du réseau social et l'arbitrage entre différentes personnes.

\*\*\*

Chez les aînés, le mode de vie rural reposait sur l'autoproduction en ce qui concerne le besoin de se loger, alors que l'échange marchand dominait en ville. Aussi, le réseau des relations entre les personnes était essentiel pour se trouver un logement, alors qu'aujourd'hui il est remplacé par des technologies développées et mises à notre disposition. Puis, toutes époques confondues, la réciprocité aide parfois à se loger. On peut être hébergé par sa famille, car on n'est pas ou plus en mesure de se loger soi-même. Le partage d'un logement en couple ou en colocation, qu'on aperçoit chez certains jeunes, mais qui était la norme à l'époque, alimente la réciprocité pour entretenir un logis commun.

#### 4.1.4. Se déplacer

Je voudrais m'intéresser à présent à la manière de satisfaire les besoins en termes de déplacements, en gardant bien à l'esprit que ces besoins sont étroitement dépendants de la manière dont nous satisfaisons nos autres besoins. Si je suis en mesure de satisfaire tous mes besoins de manière autarcique, je n'éprouverais guère le besoin de bouger, sinon par simple curiosité ou par goût de l'aventure!

#### **Aînés**

Selon les témoignages des aînés quant à leur enfance, la bicyclette servait beaucoup. L'autobus était aussi un moyen de transport utilisé. Une femme rapportait avoir emprunté l'autobus matin et soir pour son premier travail à Montréal à l'adolescence. Mme Bouchard mentionne aussi que les autobus pouvaient être entreposés sur les terrains de cultivateurs pendant la nuit, comme c'était le cas sur la ferme familiale de son enfance. Cependant, il semblerait que le transport en autobus n'était pas suffisant pour les déplacements à la ville, car plusieurs évoquent une pratique courante à l'époque, soit de *faire du pouce*.

« Il n’y avait pas tellement d’autobus ici vers Montréal, alors ils se mettaient sur le coin où l’autobus passe aujourd’hui, puis le monde les embarquait. Mon mari parfois en embarquait. » (Mme Lalancette)

À l’âge adulte, chacun des ménages possédait une voiture, généralement pour le travail du mari. Avec le temps, les ménages les plus aisés ont acquis une deuxième voiture. Les femmes utilisaient leur automobile pour les courses. Celles qui n’en avaient pas attendaient leur mari pour aller faire les courses, ou optaient pour du covoiturage avec des amies pour certaines sorties. Une participante mentionne que sa famille partageait une voiture appartenant à son oncle, dans son enfance.

« Parfois, on allait chez mes grands-parents qui demeuraient en campagne. Mon oncle et ma tante demeuraient à côté de chez nous. Ils avaient une auto, mais pas nous, alors ils nous amenaient en campagne à St Justin. » (Mme Lalancette)

Que ce soit la ville ou la campagne, l’automobile est le moyen de transport principal. On pouvait la partager avec des proches ou l’utiliser de façon individuelle. Mentionnons que l’autobus était parfois préféré à l’automobile pour certaines activités. On utilisait le transport en commun pour aller en ville ou même pour aller au ski les fins de semaine avec le club de ski, par exemple.

## **Jeunes**

Pour les jeunes, la moitié des participants qui habitent en ville possède une voiture et parfois même deux par ménage. En banlieue, ils ont tous deux voitures par ménage. Elle sert généralement pour aller au travail ou à l’école, ainsi que la fin de semaine pour visiter la famille en banlieue, visiter des amis qui habitent plus loin ou pour passer quelques jours en campagne. La voiture semble donc essentielle plus on s’éloigne de la ville. D’ailleurs, les banlieues sont aménagées pour prioriser les déplacements en voiture individuelle.

Certains combinent les moyens de transport, par exemple, en utilisant la voiture pour les activités plus éloignées et la marche pour celles à proximité de leur logement, ou encore, en utilisant le transport en commun pour le travail et la voiture pour les soirs et les fins de semaine. Ceux qui ne possèdent pas de voiture semblent préférer la marche et le vélo, au

transport en commun. Ils ne l'utilisent que rarement pour aller à l'extérieur de la ville ou dans des quartiers éloignés. Pour les gens de la banlieue, le transport en commun est emprunté occasionnellement pour une activité spécifique en ville.

Plusieurs mentionnent l'utilisation de l'application mobile *Uber* pour les soirées ou la fin de semaine. Aussi, une personne partage une voiture avec sa mère, une autre partage sa voiture avec ses amis pour les weekends à l'extérieur. Un participant utilise *Communauto* pour aller en campagne ou en banlieue la fin de semaine. Autrement, on le verra plus tard dans la section sur les loisirs, la majorité des participants voyagent. L'avion est donc un moyen de transport à prendre en compte quant à la mobilité. D'ailleurs, à ce sujet, Camille fait une remarque intéressante sur ces habitudes de déplacements au Québec, par rapport à l'extérieur du pays.

« Pour l'instant, j'utilise plus mon auto que le transport en commun. Quand je vais au travail, je n'ai pas le choix. Mais je ne vois pas pourquoi je ne serais pas capable d'utiliser davantage le transport en commun. J'ai habité quelques mois à Sydney par exemple, et je n'ai jamais eu besoin d'auto. Je sais que c'est faisable. » (Camille)

### **Interprétation des résultats**

La réciprocité dans les déplacements est minime autant pour les jeunes que les aînés interrogés, alors que la voiture est le moyen de transport le plus utilisé toutes époques confondues. A priori, elle offre une grande liberté en permettant d'être plus autonome dans les déplacements. On se sent moins dépendant les uns des autres, ceci pourrait donc être un facteur qui diminue le sentiment d'interdépendance si important pour que la réciprocité apparaisse.

En priorisant la voiture à essence, les participants utilisent le modèle de marché pour se déplacer. L'échange marchand est nécessaire pour l'achat de la voiture, les réparations, l'essence, etc. Il n'y a que deux participants chez les jeunes qui partagent leur voiture avec leur famille ou leurs amis, alors que le covoiturage était plus commun chez les aînés. Ce partage d'un bien est ce qui se rapproche le plus de la réciprocité, car on répond à un besoin

avec l'aide de son entourage. Cependant, cette réciprocité n'est possible que grâce à l'échange marchand qui englobe inévitablement l'utilisation d'une voiture.

Ainsi, bien que l'utilisation de la voiture soit omniprésente aux deux époques, il semble y avoir une évolution au niveau des besoins de déplacement. En fait, on peut même constater ces changements au sein des récits des aînés. L'automobile était un moyen pour faire quelques courses, aller vendre le surplus de récoltes ou faire quelques visites à la famille. Plus tard dans leur vie, elle est devenue essentielle pour se rendre au travail et pour faire une plus grande quantité de courses selon le modèle d'échange marchand qui élimine tranquillement l'autoproduction de différents biens. Puis, chez les jeunes, l'automobile devient la norme. En effet, les banlieues qui caractérisent la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle sont même taillées sur mesure pour que l'automobile prédomine et accompagne les gens quotidiennement. La distance entre le domicile et lieu de travail s'allonge et est donc déterminante quant au déplacement.

Pour les aînés, les ménages les plus aisés avaient le luxe de consommer davantage et d'avoir deux voitures, tandis que pour les jeunes le nombre de voitures ne semble pas être corrélé avec le niveau socio-économique. En fait, tous les participants qui habitent en banlieue ont deux voitures, ceux qui n'en ont qu'une ou aucune, habitent la ville. L'étalement urbain et l'apparition des banlieues créent de nouvelles villes construites autour de la voiture. Il est donc nécessaire pour les banlieusards d'y avoir recours pour l'ensemble de leurs activités qui ne sont pas accessibles autrement. La marche ainsi que d'autres moyens de transport légers ne sont pas possibles. Comme le disait Ivan Illich, célèbre penseur décroissanciste s'opposant à la société capitaliste industrielle, l'automobile exerce en somme un « monopole radical », c'est-à-dire qu'elle est incontournable, qu'il n'est pas possible de vivre sans y avoir recours. Dans les mots d'Illich : « Il y a monopole radical lorsque l'outil programmé évince le pouvoir-faire de l'individu. » (Illich, 2014 [1973] : 82) C'est précisément le cas quand la construction des villes autour du réseau routier rend difficile le déplacement par des moyens autonomes. Et dès lors que chacun possède sa propre voiture, il n'est plus nécessaire d'en partager une à plusieurs comme dans les familles plus pauvres de la ville où l'on partageait une voiture avec les oncles et

les tantes. On arrive à répondre à nos besoins de façon individuelle grâce à l'échange marchand. Celui-ci vient se substituer à l'entraide.

On note une valorisation chez les plus jeunes citoyens du transport actif, via différentes plateformes technologiques par exemple. Toutefois, et en dépit des apparences qu'elles se donnent, ces dispositifs ne reposent pas plus sur l'entraide que la possession d'une automobile. En effet, la mise en relation entre des individus qui doivent se déplacer et d'autres qui sont propriétaires d'une voiture ne fait pas d'*Uber* un modèle de réciprocité. Il s'agit bel et bien d'échange marchand. On paie pour un service. La contrepartie en échange du service rendu est obligatoire, les profits sont destinés principalement au chauffeur et à la compagnie mère. On utilise *Communauto* ou *Uber* plutôt que de partager une auto avec les gens de notre entourage. Encore une fois, c'est le rapport aux choses qui dicte le choix et non le rapport entre les personnes. Sous la réciprocité apparente du partage d'un moyen de transport, on trouve l'échange marchand. L'avancement technologique a facilité l'accès à différentes options de déplacement en instrumentalisant les relations sociales à travers des applications numériques. Les liens entre les gens ne sont plus nécessaires pour combler ses besoins. Même pour ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir une voiture, le marché met à leur disposition des offres adaptées. Le marché s'immisce dans la vie des gens, peu importe leur réalité. Les services de transport via des applications relèvent aussi en partie du principe de centralité. *Uber* par exemple, centralise puis redistribue l'information nécessaire à un éventuel déplacement à travers sa plateforme.

Finalement, le transport en commun est une avenue davantage empruntée par les jeunes que par les aînés. Selon le récit de ces derniers, bien que le transport en commun assuré par la ville ait été mentionné quelques fois, il ne semblait pas offrir une quantité satisfaisante de possibilités de déplacement. Mentionnons que le métro a été inauguré en 1966. Faut-il dire d'une offre suffisante dans ce domaine, la réciprocité opérait à travers des initiatives comme le pouce ou le covoiturage. Pour les jeunes répondants, l'offre de transport en commun est plus importante. Ce moyen de déplacement représente un choix intéressant pour les jeunes urbains. C'est une façon de satisfaire leurs besoins grâce au principe de redistribution qui permet de collectivement cotiser pour s'offrir un service de transport régi

par une entité centrale. Puis, le transport léger comme le vélo ou la marche est choisi par certaines personnes de la ville. Il s'agit de façons essentiellement autonomes de combler leur besoin.

\*\*\*

L'automobile est le premier choix quant au déplacement, toutes époques confondues. On note tout de même une montée en puissance de l'utilisation de la voiture individuelle qui s'installe progressivement chez les aînés et qui s'enracine profondément dans les modes de vie aujourd'hui. La possession d'une voiture et ce qu'il faut pour la faire fonctionner et l'entretenir requièrent des transactions marchandes. Ensuite, dans les récits des aînés, on s'aperçoit que la réciprocité opérait à certains moments faute d'autre alternative. Le développement du transport en commun selon le modèle de centralité et l'émergence d'initiatives marchandes offrent une pluralité d'alternatives aux jeunes d'aujourd'hui. La réciprocité est donc écartée au profit de ces innovations. Aussi, l'étalement urbain et la structure des banlieues requièrent une automobile. Alors qu'elle était un luxe encore au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, elle est maintenant obligatoire pour assurer le déplacement de nombreux ménages indépendamment de leur situation économique.

## **4.2. Les autres besoins fondamentaux**

Maintenant que nous avons étudié en détail les besoins de subsistance, voyons à présent comment les deux groupes de personnes que j'ai rencontrées satisfont ou satisfaisaient leurs autres besoins fondamentaux. J'explorerai ici les pratiques des participants pour assurer leur santé, apprendre et se recréer. Nous serons alors mieux en mesure de discuter de l'hypothèse selon laquelle l'échange marchand constitue le procédé dominant aujourd'hui pour assurer la satisfaction de nos besoins.

### 4.2.1. Se soigner

Dans cette section, j'étudie les mesures prises pour guérir d'un mal, d'une maladie ou d'une période difficile psychologiquement. Bien entendu, le besoin de se soigner a évolué avec le temps. Les connaissances scientifiques, les améliorations au niveau de l'hygiène,

l'augmentation de l'espérance de vie et plusieurs changements dans nos modes de vie créent une différence entre les réalités sanitaires des époques étudiées. En effet, les maladies dont on souffrait dans les années 30 ou 40, comme l'influenza ou la variole, ne sont plus celles dont on souffre aujourd'hui, soit principalement des maladies chroniques.

### **Aînés**

Les personnes rencontrées rapportent que leurs familles avaient très rarement recours à un médecin. Certaines mentionnent avoir eu accès à un médecin de famille seulement après l'âge de 30 ans. Ils avaient recours à des remèdes maison pour se soigner de certains maux. À titre d'exemple, un homme soutient qu'à l'époque on soignait parfois un rhume avec ce qu'il appelle des *mouches de moutarde* : « C'était de la moutarde forte qu'ils mettaient entre deux linges puis sur l'estomac. » (M. Desjardins.) Autrement, quand les médicaments en vente libre furent disponibles, on pouvait apaiser certains inconforts avec des médicaments, comme des Tylenol qu'on achetait selon le principe de l'échange marchand. Sinon, le temps de repos contribuait grandement au rétablissement.

En général, les membres de la famille prenaient soin les uns des autres. Autant les parents pouvaient prendre soin des enfants que l'inverse. Par exemple, un enfant pouvait arrêter l'école pour aider un parent malade, comme c'est le cas pour madame Bouchard. Outre les méthodes autonomes pour prendre soin de sa santé, selon le principe d'autarcie, il y avait donc des rapports d'entraide importants pour se soigner entre les membres d'une famille.

« Quand j'avais 15-16 ans, ma mère a fait une hémorragie cérébrale, [...] puis là mon père m'a dit de laisser les études et de prendre soin de ma mère. Dans ce temps-là, c'était ça! Alors je suis resté à la maison avec ma mère pendant un an. (Mme Bouchard)

« Mon père est décédé quand j'étais très jeune, mais les parents de ma femme sont restés à la maison jusqu'à ce qu'ils décèdent. Les enfants les prenaient en charge même s'ils étaient très malades. C'était la norme, on gardait les plus vieux à la maison. Quoique certains qui étaient très malades pouvaient parfois décéder dans un hôpital. » (M. Desjardins)

En cas de maladies plus graves, certains trouvaient refuge dans la religion. Par exemple, une femme raconte que les sœurs religieuses de son jardin d'enfance avaient fait venir un

prêtre pour lui donner les derniers sacrements, croyant qu'elle allait mourir, alors qu'elle souffrait de fièvres rhumatismales et d'une coqueluche. Et lorsque sa santé s'est améliorée, sa mère l'a attribué au frère André, alors que la pénicilline avait probablement joué un grand rôle dans sa guérison. Le père d'une répondante souffrait d'un cancer, mais en l'absence de remèdes pour l'aider à guérir ou à apaiser ses souffrances, il s'en remettait à la religion et priait Saint-Joseph.

En général, les mesures d'hygiène n'étaient pas répandues, selon les plus vieux répondants. Un homme témoigne qu'il n'y avait pas de lavabo à son école et qu'un gros pot d'eau servait pour toute la classe. Alors les infections se répandaient rapidement.

« Dans ce temps-là, il y avait des épidémies. Il y avait des gripes, la rougeole, la coqueluche, la grippe espagnole. Il n'y avait pas de protection. [...] Quand la grippe s'est répandue, c'était occasionné par le manque d'hygiène, mon père était au courant de tout ça. Alors, dans la famille personne n'a souffert de maladies et d'épidémies. Les dangers de contamination étaient connus par mon père. C'est pour ça que dans la famille on a vécu assez âgé, ça a aidé. On n'a pas eu de tuberculose, pas de cas grave dans la famille. » (M. Ducharme)

Cet interlocuteur semble donc blâmer le manque d'information. On avait accès à peu de remèdes, ainsi l'éducation quant aux mesures d'hygiène était primordiale pour maintenir une bonne santé. Cependant, on peut aussi simplement penser au manque de moyens matériels adéquats dans ces régions modestes et éloignées, comme cause des lacunes sanitaires.

Pour ce qui est de la santé mentale, une femme mentionne avoir fait une dépression à cause de l'alcoolisme de son mari. L'organisme d'aide aux femmes Al-Anon<sup>3</sup> a été mentionné deux fois comme aide pour les épouses d'hommes alcooliques. La réciprocité est fondamentale au fonctionnement d'un tel organisme, qui repose sur l'entraide entre individus échangeant leur expérience sur des souffrances communes.

Finalement, bien que l'accouchement ne soit pas une maladie, il requiert des compétences en matière de santé. Ainsi, il me semblait pertinent de mentionner que selon quelques

---

<sup>3</sup> Al-Anon est un « Groupe d'entraide pour les parents et amis d'alcooliques et pour les personnes ayant été affectées par la consommation d'alcool d'une autre personne. » (Al-Anon, s.d.)

répondants, il était bien rare de voir un médecin procéder à un accouchement, comme c'est le cas aujourd'hui. C'étaient plutôt des sages-femmes qui s'en chargeaient. C'est un fait rapporté par plusieurs, mais c'est un souvenir trop lointain pour savoir si elles étaient rémunérées ou non. D'ailleurs, la mère d'une participante était sage-femme dans son village.

## **Jeunes**

Du côté des jeunes participants, ils combinent souvent des médicaments en vente libre, comme des Advil et des Tylenol, à des méthodes naturelles, comme bien s'alimenter, dormir et boire de la tisane. Aussi, une participante voit une ostéopathe pour ses problèmes de dos et de mains liés au travail. Lorsque la problématique de santé est plus grave, plusieurs consultent un médecin ou vont à l'hôpital. Par exemple, une participante a été hospitalisée pour une grossesse difficile. Un autre a souffert d'un cancer (lymphome) de l'âge de 4 à 9 ans. Il a subi huit mois de chimiothérapie à l'hôpital. Ce jeune précise aussi qu'en cas d'infection, il peut aller voir un médecin de famille et avoir facilement accès à des antibiotiques.

Autrement, plusieurs jeunes disent passer un coup de fil à leurs parents quand ils sont malades, pour des conseils ou un soutien moral. À l'inverse, l'un d'entre eux mentionne qu'il prend régulièrement des nouvelles de sa mère qui a des problèmes de santé, en gardant une proximité avec elle pour lui apporter l'aide nécessaire en cas de besoin.

De plus, certains disent faire un travail psychologique pour diminuer leurs maux. La santé est selon eux une question d'état d'esprit et peut donc être maintenue grâce à un équilibre entre les dimensions physiques et psychologiques. Plusieurs participants mentionnent éprouver du stress lié au travail, alors qu'un individu évoque l'éco-anxiété. Une participante disait appeler son père pour un soutien lors de périodes anxiogènes :

« À un moment, il m'a dit : "Trouve une façon de te calmer, parce que tu ne peux pas toujours me parler." J'ai fini par me tourner vers Pinterest. J'ai commencé à regarder des images, pour m'aider à créer quelque chose. Ça a été une source de thérapie durant mes crises d'angoisse. » (Sandrine)

Elle n'est d'ailleurs pas la seule à considérer Internet comme une ressource au niveau de sa santé. En effet, plusieurs participants vont puiser de l'information et des conseils sur divers sites Internet.

### **Interprétation des résultats**

Concernant la prise en charge de la santé, à toutes les époques, on prend soin les uns des autres dans les familles, mais à différents niveaux. On note une plus grande responsabilisation dans le passé démontrée par la réciprocité à l'échelle familiale dans le cas des soins aux aînés par exemple. L'accès limité à des ressources sanitaires représentait potentiellement un incitatif à prendre soin de soi de façon autonome. Chez les jeunes, on remarque qu'ils ont plus d'options pour subvenir à leur besoin de se soigner, la réciprocité est donc moins importante. Avec le système de santé publique au Québec, on assure maintenant notre santé grâce à un principe de redistribution. C'est l'État qui fournit les services de santé aux citoyens grâce à la cotisation de tous sous forme d'impôts et de taxes.

La littérature soutient que l'intervention accrue de l'État contribue à la déresponsabilisation des individus : « [...] les soins de santé naguère considérés comme l'affaire des individus et des familles deviennent une responsabilité publique, au même titre que la protection du revenu et l'assistance sociale » (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : 938). Le modèle de centralité a en partie remplacé la symétrie. Maintenant que le système de santé prend en charge les individus, ils se sentent moins responsables de la santé de leurs pairs. On ne peut passer à côté de l'exemple flagrant du soin désastreux des aînés en CHSLD qui perdure depuis des années et qui est mis en évidence par la crise actuelle avec la pandémie de la Covid-19. On se dédouane dorénavant du soin des aînés pour de multiples raisons. Ainsi, les rapports d'entraide sont perdus à travers la centralisation et l'institutionnalisation des soins.

Le système de santé gouvernemental peut rendre plus difficile l'accouchement hors du réseau public, de façon autonome comme on avait l'habitude de le faire autrefois avec les sages-femmes. De nos jours, une sage-femme peut uniquement procéder à un

accouchement « si tout se déroule normalement »<sup>4</sup>. Dans le cas de complications, on doit, en vertu de la loi, s'en remettre à un médecin. Encore une fois, on constate que l'option de satisfaire le besoin de façon autonome n'est plus possible. La production hétéronome qui passe par le système de santé est la seule avenue possible dans certains cas. Dans le même ordre d'idée, avec un immense réseau de santé centralisé, ainsi que des avancées scientifiques quant aux remèdes, aux vaccins et aux antibiotiques qui ne peuvent être compris que par les experts, on n'a d'autres choix que de s'en remettre eux. Les initiatives individuelles ou collectives sont délégitimées et mises de côté.

Il faut aussi mentionner que pour les petits maux, les remèdes naturels sont une avenue priorisée par les participants des deux groupes. Parfois, il n'est pas nécessaire d'aller vers l'offre du système de santé publique. Mentionnons tout de même qu'en cas d'inconfort certains individus utilisent les médicaments pour se soigner. L'achat de produits pharmaceutiques implique l'échange marchand. Ceci vaut autant pour les aînés qui ont finalement eu accès aux médicaments en vente libre, que pour les jeunes aujourd'hui. Il faut donc distinguer deux niveaux d'autonomie. D'une part, les individus se soignent parfois sans l'aide d'un expert (médecin, pharmacien), ni de médicaments achetés. D'autre part, et de façon moins radicale au niveau de l'autonomie, ils se soignent parfois sans l'aide d'expert, mais en utilisant des médicaments achetés.

Par ailleurs, les jeunes trouvent des solutions pour certains de leurs maux à l'aide d'Internet. Les avancées technologiques permettent d'avoir accès à de l'information facilement. Ceci est donc une ressource simple qui renforce l'indépendance des individus, via l'autonomisation par rapport à la parole de l'expert. Cependant, en passant par différentes plateformes ou outils technologiques, l'indépendance n'est qu'illusoire. En effet, on se sent capable de répondre seul à ses besoins, alors qu'on dépend d'outils très puissants que l'on ne contrôle pas et qui encombrant notre capacité à se soigner de façon véritablement autonome.

---

<sup>4</sup> D'après la section III de la Loi sur Les sages-femmes (LégisQuébec, 2019).

Une jeune participante mentionne aussi Pinterest comme source thérapeutique, alors que les femmes âgées souffrant de détresse psychologique trouvaient refuge dans des groupes comme Al-Anon. Dans ce cas, bien que ce ne soit pas un constat généralisé, on dénote quand même qu'on s'en remet à la technologie plutôt qu'au support de ses pairs. Tant au niveau de la santé physiologique que psychologique, on peut voir des formes de réciprocité via Internet, sur des plateformes de conseils, par exemple. Effectivement, l'économie du partage relève en partie de l'entraide. Cependant, c'est une réciprocité instrumentalisée pour laquelle il n'est pas nécessaire de déployer des efforts continus pour maintenir des relations réciproques.

Bref, on prend soin des membres de sa famille, peu importe la génération, mais la mise en place du système de santé publique au Québec, selon le modèle de centralité, a conduit à la diminution des rapports d'entraide. Par ailleurs, une grande partie des soins aujourd'hui passe par la consommation de médicaments, qui sont achetés comme à peu près n'importe quelle marchandise. Cela étant dit, il ne faut pas négliger les avancées en matière de santé dans les sociétés modernes, qui se traduisent entre autres par l'augmentation de l'espérance de vie, ou l'accès facilité aux soins.

#### 4.2.2. Apprendre

Je me suis intéressée également à la manière dont les personnes que j'ai rencontrées ont appris ce qui leur est nécessaire pour mener une vie d'adulte « normale ». En particulier, j'ai voulu savoir comment elles s'étaient formées à leurs principales activités. Voyons si les choses ont évolué sur ce plan et quelle est la place que les relations d'entraide y occupent.

#### **Aînés**

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'éducation en milieu scolaire ne semblait pas être une priorité dans le milieu agricole, comme en témoignent ces extraits :

« Il y avait des parents qui faisaient manquer l'école à leurs jeunes avant que l'année finisse. Les classes n'étaient pas nombreuses en juin. C'était pareil à l'automne, plusieurs enfants manquaient. » (M. Desjardins)

« Après le cours commercial, j'ai arrêté [...] puis j'ai aidé mes parents parce qu'on était cultivateur. On avait une grosse ferme, et c'était difficile d'avoir du personnel. Mon frère Alain a fait la même chose que moi, il est resté pour aider mon père à la ferme » (Mme Bouchard)

On manquait l'école pour aider sur la ferme, ou pour prendre soin d'un parent malade comme mentionné plus tôt. Aussi, les professeurs pouvaient enseigner à plusieurs niveaux en même temps. À 17 ans, l'ensemble des participants avait terminé leur scolarité. En fait, il semblerait qu'historiquement l'essentiel des apprentissages se faisait au sein de la famille. Par exemple, les garçons apprenaient à s'occuper de la terre avec leurs pères et les filles apprenaient à entretenir la maison et à prendre soin des plus jeunes avec leurs mères. La famille jouait donc un rôle très important quant à la transmission des connaissances et du savoir-faire. Une logique de coopération s'installait, car les enfants acquéraient des compétences essentielles pour leur futur, tout en aidant leurs parents à entretenir le ménage.

Le jardin d'enfance n'a été mentionné que par une participante, autrement les parents se chargeaient, de façon autarcique, de garder leurs enfants avant l'école primaire. Puis, la majorité des aînés ont reçu un enseignement de niveau primaire donné par des religieuses et religieux, selon le système scolaire catholique francophone. Une partie des frais étaient couverts par le gouvernement, et le reste était à la charge des parents et de la communauté. La religion faisait donc partie intégrante de leur quotidien. Par la suite, ce sont principalement des professeurs laïques qui leur ont enseigné au collège qu'une minorité fréquente.

Outre les compétences acquises au sein de la famille, les hommes semblent avoir été plutôt autodidactes dans l'apprentissage de leur métier. Ils apprenaient en travaillant, et acquéraient ainsi de l'expérience. À titre d'exemple, un homme que j'ai rencontré a appris lui-même la mécanique, la coiffure et le métier de commis voyageur. Toutefois, la majorité des femmes mentionnent avoir suivi un cours commercial<sup>5</sup> pour travailler dans les bureaux. Comme mentionné dans la section sur les vêtements, une femme dit avoir suivi un cours

---

<sup>5</sup> Le cours commercial est un cours collégial centré sur des notions administratives. Ce cours permet d'obtenir un poste dans un bureau, comme secrétaire par exemple.

de couture donné par le gouvernement pour être à la hauteur de son rôle de mère qui nécessitait ce savoir-faire.

Bref, l'éducation était faite par les parents de façon gratuite, dans une optique de réciprocité. En contribuant aux tâches à la maison, sous la supervision des parents, les enfants apprenaient à devenir des adultes accomplis. Autrement, l'éducation scolaire faisait aussi partie de leur vie, mais n'était pas au centre de leurs apprentissages. Elle permettait tout de même de développer des compétences importantes et parfois de se placer sur le marché du travail.

## **Jeunes**

La première moitié des participants ont fréquenté des garderies, alors que la seconde moitié restait à la maison avec leur mère ou une gardienne qui était rémunérée. Les jeunes participants ont tous fait leur primaire et leur secondaire, parfois avec des difficultés. Une participante dit ainsi avoir manqué de motivation et d'encadrement au secondaire, l'obligeant à le terminer à l'école pour adultes. Un participant souffre d'un TDAH et un autre semble avoir éprouvé de la difficulté à obtenir de bonnes notes. Plusieurs ont invoqué le fait que le système d'éducation sculptait les gens selon un moule qui ne laissait pas exprimer leur individualité.

« Je n'aimais vraiment pas l'école. Je n'aimais pas le principe. Tu t'assois, le prof est debout. Si tu veux parler, tu dois lever la main. Ce sont des principes un peu dictateurs. Tu n'as pas ton mot à dire. Moi j'aurais préféré comme aujourd'hui l'école alternative ou l'école à la maison. Alors, je n'ai vraiment pas aimé l'école, je pense que c'était les pires moments de ma vie. [...] Puis au secondaire c'était encore pire parce que c'était privé, alors on ne pouvait pas sortir sur l'heure du midi. J'ai vraiment détesté ça. Je me sentais en prison. Mis à part les soirs et les fins de semaine, où tu retournais à la maison, je voyais vraiment ça comme ça. Ce que je trouve dommage, c'est que je pense que ça ne fonctionne pas avec tout le monde. J'étais éteint. J'arrivais à l'école et je mettais mon cerveau en mode veille. Je prenais juste le minimum des informations pour pouvoir passer les examens et finir le plus vite possible. Alors ça ne m'amenait pas à me développer et à penser comme je pense aujourd'hui. Je crois que j'aurais pu apprendre ça plus jeune, si je n'avais pas été compressé, parce que j'étais comme un numéro. » (Théo)

Seulement trois jeunes interrogés n'ont pas terminé leur cégep, car, disent-ils, ils ne s'y sentaient pas à leur place. Ils ont complété leur éducation avec des programmes condensés ou plus concrets, alliant la pratique à la théorie. Ou bien, ils sont allés directement sur le marché du travail. La conciliation travail-école est nécessaire, mais difficile et donc source de démotivation, pour certains.

« J'ai fait des cours du soir à McGill, mais ça n'a pas fonctionné, parce que je travaillais à temps plein. Les soirs où je finissais à 5h, j'avais un cours de 6h à 9h, et les jours où je commençais à 12h, j'avais un cours de 9h à 11h. Alors, du 9h à 9h tous les jours! Je n'avais pas le temps d'étudier. Puis, j'avais un cours le samedi matin aussi. Je travaillais 45 h semaine, puis j'avais un autre 18h de cours par semaine. Un moment donné ça va là! » (Francis)

Les cheminements scolaires n'ont pas été linéaires. La grande majorité des jeunes rencontrés ont changé souvent de programme. Des soins infirmiers à la cuisine en passant par l'administration, ou bien du cinéma au marketing en passant par la communication. Aussi, la plupart ont reçu une aide financière de leurs parents selon les moyens disponibles, que ce soit de l'aide pour payer les études ou le logement en ville, ou encore sous la forme d'un retour temporaire à la maison familiale permettant une reprise des études.

### **Interprétation des résultats**

Concernant les aînés, soulignons que les apprentissages à la maison démontrent l'utilisation du principe de l'administration domestique suivant un modèle autarcique. On s'occupait de façon autonome de ses apprentissages. Au sein de l'unité autarcique, de la famille dans ce cas-ci, on dénote aussi des rapports d'entraide qui permettaient à chaque partie de combler un besoin. Les enfants aidaient les parents et en échange, ces derniers les formaient pour leur vie future. La réciprocité était donc à l'œuvre, du moins lorsqu'on analyse la situation dans le temps. On pourrait aussi entrevoir le principe de redistribution, en considérant les parents comme le pôle central qui redistribuait les savoirs à leurs progénitures.

Comme on avait besoin que les enfants mettent la main à la pâte pour subvenir aux besoins de la famille, l'éducation de façon autarcique était particulièrement nécessaire dans le

milieu agricole. Ainsi, l'école était de moindre importance. Il faut dire que de 1930 jusqu'à 1945, il y avait plusieurs inégalités quant à la scolarisation, les différentes institutions n'étaient pas coordonnées et différaient selon l'appartenance religieuse. Les filles n'étaient pas encouragées à fréquenter l'école, les frais scolaires étaient difficiles à assumer pour plusieurs et l'abandon était un phénomène fréquent, l'école n'étant pas obligatoire jusqu'en 1942<sup>6</sup> (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : chap.7).

L'Église agissait comme force organisatrice centralisée en s'assurant de diffuser les apprentissages scolaires au niveau primaire, tout en s'efforçant de contrôler les mœurs dans la population québécoise. Ceci explique que les savoir-faire qu'on transmettait étaient distincts entre les garçons et les filles. On s'assurait ainsi de pérenniser le mode de vie basé sur les rôles bien distincts entre les hommes et les femmes. L'Église catholique avait une emprise considérable sur la population franco-québécoise. La foi partagée par la majorité de la population, le rôle de « dispensateur de service » de l'Église et sa « force d'encadrement et de définition idéologique » lui donnaient beaucoup de pouvoir dans la société québécoise (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : 95).

Selon un article portant sur diverses transformations au Québec au fil des époques, notons qu'avec la diffusion de la culture de consommation et l'affaiblissement de l'emprise de l'Église, plusieurs changements sont survenus au niveau de l'éducation.

« [...] lorsque les villes se développaient, au moyen notamment des possibilités qu'offrait le monde marchand dans une société où la division du travail est plus accentuée, se manifestait une réelle volonté d'embrasser un nouveau mode vie, urbain, dégagé davantage de la structuration de la parenté. » (Dupont, 2004 : 24)

« [...] la famille tendra à perdre certaines de ses fonctions satellites (comme le travail, la formation professionnelle) au détriment de quelques autres

---

<sup>6</sup> C'est la loi de 1942 qui rend obligatoire l'école de 6 à 14 ans en éliminant les frais scolaires à l'école primaire publique. (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : chap.7).

institutions (comme l'école, le mode de production capitaliste, etc.) » (Dupont, 2004 : 9)

L'accès à la modernité a donc engendré des changements au niveau du rôle de l'Église, de l'État, de la famille et donc de l'éducation. De nos jours, l'école et le mode de production capitaliste remplacent les canaux d'apprentissage traditionnels. L'éducation scolaire est dorénavant le moyen principal pour apprendre. C'est même devenu obligatoire de fréquenter l'école. Le gouvernement s'assure de fournir ce service via un réseau d'écoles publiques. On peut aussi penser à l'apparition des CPE, où le gouvernement provincial se porte responsable d'assurer une place à tous les jeunes enfants dans une garderie pour un prix abordable (AQCPE, s.d.). L'éducation et la transmission des savoirs sont donc assurées par un principe de centralité. On décide les programmes à suivre et on les diffuse à travers les écoles de la province. Dans les sociétés modernes, le rôle de la famille n'est plus d'assurer le travail et l'éducation, ni de maintenir un réseau social autour des enfants. La famille n'est plus responsable d'outiller l'enfant à s'occuper de la terre et à satisfaire ses besoins de façon autarcique avec l'aide de la collectivité. Son rôle est d'assurer que l'enfant reçoive une éducation pour qu'il devienne indépendant et qu'il puisse prendre part au système à son tour (Dupont, 2004 : 28).

De plus, notons que dorénavant, les notions apprises permettent d'assurer un futur sur le marché du travail et non l'autonomie dans la réalisation des besoins. La couture, la cuisine et plusieurs autres tâches essentielles ne sont plus enseignées, ni à la maison ni à l'école. L'école assure une formation pour se tailler une place sur le marché du travail. Le système scolaire rend les gens dépendants du marché par leur incompetence à subvenir seuls ou collectivement à leurs besoins. Encore une fois, la notion de monopole radical développée par Illich (2014 [1973]) est éclairante ici. On n'a plus le luxe d'être autodidacte, parce qu'on doit se former à l'école. La production autonome est remplacée par la production hétéronome. Les normes technocratiques et bureaucratiques obligent à se former dans les établissements scolaires pour avoir les diplômes nécessaires pour exercer un métier. L'éducation de façon autonome et réciproque grâce à l'unité familiale autarcique, comme on le voyait chez les aînés est difficilement concevable de nos jours. Comme Polanyi le

mentionnait, les institutions en place déterminent les comportements qui y seront adaptés. Quand l'école est imposée par l'organe central de l'État, les autres alternatives sont étouffées. On ne reconnaît pas les savoirs traditionnels ou les savoirs pratiques qui ne sont pas validés ou légitimés par un diplôme. L'État, par les normes qu'il impose, ne laisse aucune autre alternative que d'entrer dans cette institutionnalisation de l'éducation. À titre d'exemple éclairant, notons que, contrairement aux aînés qui ont appris en imitant leurs parents, aucun des jeunes interlocuteurs n'a appris son métier de cette façon.

Autrement, plusieurs font des études supérieures qui assurent bien souvent une meilleure place sur le marché du travail. En ne sachant pas exactement où s'orienter et quel emploi ils souhaitent pour le futur, les jeunes changent de programme plusieurs fois pendant leurs études. Ils étudient alors en vue d'un emploi et pas nécessairement pour le plaisir d'apprendre. Du moins, il n'a pas été évoqué. Ils ont de plus en plus de choix et les métiers se spécialisent. On doit se former pour être attirant sur le marché du travail. Dans le cas de l'école privée ou des études supérieures, les individus doivent payer pour avoir accès à un savoir, ainsi l'échange marchand entre en jeu.

L'école est un irritant pour certains qui critiquent ces principes autoritaires et qui ne s'y acclimatent pas. Plusieurs se sentent brimés et limités dans les possibilités d'apprentissage et d'expression de soi. On opprime la liberté des individus en offrant exclusivement une éducation qui suit les présupposés du système capitaliste, axés sur la compétition. Une bureaucratie étatique issue du principe de centralité embourbe les apprentissages et contraint les canaux de transmission des savoirs. Se tailler une place sur le marché semble aujourd'hui plus important que de développer un plaisir d'apprendre, un esprit critique ou des compétences pratiques utiles à la vie quotidienne.

\*\*\*

Alors que l'éducation découlait des standards choisis par l'Église catholique, ce sont aujourd'hui les standards de l'économie de marché et de l'État bureaucratique centralisé qui la modulent. On n'apprend plus à faire plusieurs tâches nécessaires à tout mode de vie, car ni les parents ni le système scolaire ne transmettent de telles compétences. Ainsi, on ne

détient plus le savoir-faire nécessaire pour satisfaire nos besoins fondamentaux de façon autonome. On est donc incompetent sur plusieurs plans, mais surspécialisé au niveau de compétences qui ne nous servent pas personnellement. On apprend plutôt à se former de façon à être attirant pour le marché du travail. Mentionnons tout de même, qu'il y a eu plusieurs changements bénéfiques quant à l'éducation au Québec, son accès étant facilité pour les femmes par exemple.

#### 4.2.3. Se recréer

Terminons par un autre besoin important, que je propose d'appeler le besoin de récréation. Un tel besoin recouvre à la fois ce que nous appelons délasserment, détente, divertissement, loisir, amusement et repos, lorsque celui-ci ne consiste pas à dormir. Voyons donc quels sont les besoins en la matière que nos deux groupes tentaient/tentent de satisfaire et comment ils s'y prenaient/prennent pour les satisfaire effectivement.

#### **Aînés**

En revisitant leurs souvenirs de jeunesse, les aînés se remémorent les soirées festives organisées régulièrement avec les amis, le voisinage et la famille. On se retrouvait autour d'une grande table, ou sur la galerie, pour jouer à divers jeux (parcheesi<sup>7</sup>, poker, cartes, poches, etc.). Une participante mentionne d'ailleurs que son père avait construit un jeu de parcheesi lui-même. Pour les différentes activités, les gens communiquaient par téléphone et le mot se passait automatiquement entre les membres des petites communautés. Aussi, ils y avaient plusieurs lieux de rassemblements où l'on se retrouvait souvent. On fêtait le samedi soir au marché Maisonneuve après la vente des récoltes. On se rejoignait aux parcs pour assister aux courses de chevaux. Autrement, les gens du quartier se réunissaient sur les terrains de hockey ou de *softball* [balle molle]. Le fleuve était aussi un lieu de rassemblement important; on y allait l'été pour s'y baigner et l'hiver pour jouer au hockey.

---

<sup>7</sup> Le jeu de parcheesi est un jeu de société qui se joue sur un tablier en forme de croix. C'est un jeu qui a marqué le temps de loisirs de nos aînés.

En ville, on profitait des parcs, toutes les occasions étaient bonnes pour un après-midi en famille au parc Lafontaine où on pouvait y louer un petit bateau. Le Mont-Royal est mentionné à plusieurs reprises pour un pique-nique au soleil, pour aller voir des films, des spectacles et pour y faire des rencontres. Les gens de la ville aimaient bien aller en campagne, pour visiter de la famille sur une ferme, ou pour profiter de l'eau du fleuve. À l'inverse, la ville était attirante pour les gens du milieu rural, le cinéma et les sorties festives à Montréal faisaient changement du décor habituel. Le cinéma était donc fréquenté par les urbains autant que par les gens de la campagne qui s'y rendait en groupe à l'occasion. Cette tendance s'amenuisa avec la popularisation de la télévision. De plus, plusieurs mentionnent aller danser régulièrement. La musique semble importante dans leur vie, on mentionne; la fanfare dans les rues en campagne, un orchestre dans un hôtel populaire, et les concerts sur le Mont-Royal.

Le sport était très populaire. On se prêtait à différents sports parfois avec de l'équipement sportif très rudimentaire pour les foyers plus modestes. À travers les témoignages on mentionne; des skis confectionnés à la main attachés avec des élastiques, des skis construits à partir de vieux barils ou encore des boîtes en carton pour glisser l'hiver. Autrement, les clubs de sports (*softball* [balle molle] et hockey) ou les sorties sportives en groupe étaient plutôt informels et organisés par la communauté. Le ski et les quilles étaient très populaires chez les couples une fois mariés. Certains faisaient donc partie de clubs sportifs qu'ils fréquentaient régulièrement en développant un sentiment d'appartenance fort avec les autres membres.

La religion prenait une place importante dans la vie des individus, dans le siècle passé. Tous les participants interrogés sont longtemps allés à la messe du dimanche. Outre cette cérémonie, les paroisses organisaient différentes activités pour réunir les gens.

« Il y avait la paroisse de l'Immaculée Conception qui initiait des jeux au parc Lafontaine. Il y avait des jeux de poches, des jeux d'échasses, les jeux de balle molle, les jeux de baseball, les jeux de sauts en hauteur, et tous les jeux qui pouvaient y avoir de populaires dans ces années-là. C'est le père Demers qui m'a donné le goût des sauts en hauteur. Les gens lui doivent beaucoup. Il y

avait le centre des loisirs de la paroisse de l'Immaculée Conception, près de l'église. » (M. Ducharme)

« Ça a été dur la guerre pour certaines familles. Il y avait une solidarité d'une façon, le monde allait beaucoup à l'église. Il y avait des cérémonies à l'église pour les gens qui étaient à la guerre. Le monde allait prier à l'église. » (Mme Lalancette)

« Le samedi il y avait du cinéma dans le sous-sol de l'église. » (Mme Perron)

Au niveau de l'implication communautaire qui est aussi une façon d'occuper son temps libre, un homme m'a rapporté avoir fait des démarches auprès de la ville pour financer l'équipement des clubs de *softball* [balle molle] et de hockey, pour permettre aux jeunes de sa communauté de s'amuser ensemble. Une femme faisait partie du comité organisateur de la chambre de commerce pour organiser des fêtes de quartier, alors qu'une autre faisait partie des « Filles d'Isabelle » et son mari, lui, des « Chevaliers de Colomb » (des organisations venant en aide aux plus démunis). Une participante et sa sœur aidaient les voisines âgées dans leur immeuble d'habitation pour différentes courses, comme aller au bureau de poste. Autre fait intéressant, la famille d'une participante avait un dépanneur avec une salle de machines à boules dans l'arrière-boutique pour que les gens viennent y jouer. À ce sujet, elle mentionne ceci :

« Mais ce n'était pas payant, dans le temps il n'y avait rien de payant, alors ça venait jouer! » (Mme Girard)

Bref, la vie sociale était bien remplie, que ce soit des soirées festives, des réunions dans le cadre religieux, des rassemblements de voisinage ou des événements sportifs, on s'organisait ensemble, en famille ou avec la communauté pour créer une vie sociale intéressante et se recréer ensemble.

## **Jeunes**

Du côté des jeunes, les sports nautiques et de plein air sont à l'honneur pour ceux qui ont la chance de passer leurs weekends à l'extérieur. En effet, plusieurs mentionnent passer la fin de semaine en campagne, dans un chalet familial, des chalets loués, ou en camping. En ville ou en banlieue, plusieurs jeunes pratiquent une diversité de sports ; nage, entraînement

dans un gymnase, yoga, CrossFit ou encore du spinning. Autrement, certains font peu ou pas de sport par manque de temps. Les jeunes urbains aiment bien marcher et découvrir de nouveaux endroits comme des cafés. Mis à part les fins de semaine en plein air avec les proches, les sports qu'ils pratiquent semblent être solitaires.

Outre l'aspect sportif, une seule personne mentionne des activités artistiques. Aussi, la lecture a été énoncée, il s'agit de livre audio pour certains. D'autres aiment utiliser leur temps libre pour magasiner dans les friperies ou les boutiques. Ils aiment écouter la télévision (Netflix ou le câble) ou passer du temps sur leur téléphone. En général, ils passent tout leur temps de loisirs seul, avec leur famille ou quelques amis proches. Des soupers au restaurant ou à la maison, ainsi que des soirées au bar ou au parc sont évoquées par la majorité. Somme toute, les activités de récréation sont pratiquées autour d'un petit noyau d'individus comme en témoignent les extraits suivants.

« Aussi, je passe plus de temps avec moi-même, plus qu'avant. Avant je devais toujours être avec des gens. Maintenant je peux passer mes vendredis soir tout seul. » (Jonathan)

« Mon entourage aujourd'hui c'est ma mère et ma tante. Je ne vois pas beaucoup d'amis, c'est plus mes clientes que je vois une fois toutes les trois semaines. J'ai peut-être deux ou trois amis que je vois un peu. » (Cindy)

« On passe la plupart des weekends au chalet familial, il y a ma mère, mon père, ma copine, moi. Des fois, ma sœur avec son copain, mais c'est plus rare. Parfois des amis à mes parents ou des amis à moi et ma copine, mais c'est rare qu'il y a beaucoup de monde. » (Théo)

« Mon père est la personne la plus importante dans ma vie, je l'appelle tous les jours, sinon il n'y a pas vraiment d'autre personne importante. J'ai aussi deux amies de fille dont je suis très proche. » (Camille)

« Ma famille c'est 50% de mon entourage. J'ai trois très bonnes amies. Il y en a une que je vois 4 fois par semaine, car on travaille ensemble, on se voit aussi à l'extérieur. Une autre que je vois une fois par mois et une autre à qui je parle régulièrement, mais que je vois moins souvent. Aussi, mes collègues de travail, je les vois tous les jours. » (Sandrine)

Les jeunes ont des amis qu'ils ont rencontrés principalement dans le cadre scolaire ou au travail. Un participant mentionne rencontrer des gens, dont plusieurs amis, à travers la

communauté gaie, à l'aide d'applications de rencontre comme Tinder. Au niveau de la communication, le téléphone permet de garder contact avec leurs amis, que ce soit par appels téléphoniques, messages textes ou bien souvent grâce aux réseaux sociaux; Instagram, Snapchat, Facebook et WhatsApp principalement. Un seul participant n'utilise pas les réseaux sociaux dû à leurs effets pervers. Somme toute, les réseaux sociaux semblent être une façon pratique de garder contact avec des amis à travers le globe, ou des amis qu'on ne voit pas nécessairement.

À ce sujet, tous les participants aiment voyager pour découvrir ou pour visiter des amis ou de la famille à l'étranger, ou même pour le travail. Camille qui a voyagé à plusieurs endroits pendant de longues périodes mentionne se sentir un peu seule, isolée, avec des amis « éparpillés » à Tremblant, à St-Roch, à St-Sauveur, en Gaspésie, en Nouvelle-Zélande et dans d'autres régions. Somme toute, il y a de moins en moins de rencontres physiques. Ce qui implique sans doute aussi qu'il y a moins de partage, tant au niveau de la nourriture et de l'alcool pour les festivités qu'au niveau des espaces de vie et des lieux communs.

Sur le plan communautaire, plusieurs parlent de bénévolat à travers le cursus scolaire. Aussi, un participant donne chaque mois à Greenpeace et Équiterre. En général, les participants manquent de temps pour s'impliquer dans la communauté en essayant de jongler avec leurs différentes occupations. Il n'y a qu'un participant qui donne réellement du temps dans ses différents groupes d'appartenance. Dans le domaine immobilier dans lequel il œuvre, ou à travers sa passion pour les engins à moteur, il est le mentor de plus d'une dizaine de personnes. Il répond à des messages et des appels quotidiennement.

« Ce n'est pas du bénévolat officiel, mais je donne beaucoup de mon temps à des gens qui font ou qui commencent les mêmes passions ou le même travail que moi. » (Théo)

Plusieurs interlocuteurs pointent du doigt le manque de temps quant aux activités communautaires, on pourrait raisonnablement croire qu'il est aussi responsable d'une vie sociale beaucoup moins remplie qu'à l'époque décrite par les aînés. En effet, le temps de loisirs dont ils disposent semble être accaparé, dans certains cas, par leur occupation principale, ou simplement redirigé vers des loisirs qui déconnectent les individus plutôt

que de renforcer un sentiment d'appartenance. Bref, les temps libres sont occupés en solo ou avec quelques proches dans la grande majorité des cas. Les appareils technologiques semblent être venus changer le rapport aux loisirs considérablement.

### **Interprétation des résultats**

Les témoignages indiquent qu'on se recrée de façon beaucoup plus individualiste de nos jours que par le passé. À titre d'exemple évocateur, on a remplacé les rencontres au cinéma et dans les sous-sols d'églises, essentiellement par Netflix. En possédant chacun une machine qui permet de se divertir, l'organisation d'événements rassembleurs perd en popularité. On n'a plus besoin des relations entre les personnes, comme le veut la réciprocité.

Les données historiques apportent des statistiques comme appui, quant aux nouvelles façons plus individualistes de combler son temps libre. Au début des années 1950, la télévision gagne considérablement en popularité, pour faire partie de 88,8% des ménages québécois en 1960. Aujourd'hui, on imagine mal une famille qui ne possède pas plusieurs écrans. Les avancées au niveau technologique font donc diminuer la popularité de divers loisirs : cinéma, théâtre populaire, établissement festif de vie nocturne (bars, restaurants, clubs de nuits), etc. (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : chap.28). Mentionnons aussi que lorsque la télévision a fait son entrée dans les ménages québécois, quelques chaînes étaient diffusées gratuitement selon un principe de redistribution, alors qu'aujourd'hui on doit payer la plupart des services télévisés. On tend maintenant davantage vers la logique marchande individualiste que vers des avenues réciproques ou redistributives pour se divertir.

La télévision était aussi le canal idéal pour diffuser massivement la nouvelle culture de consommation. (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : 171). Ceci explique également que le temps de loisirs soit dorénavant destiné à la consommation selon une conception plus individualiste du temps libre.

« À la vision communautaire du loisir qui prévalait dans les années 1950, succède une perception plus individualiste, mettant l'accent sur

l'épanouissement de la personne. Cette évolution est accentuée par la montée de l'hédonisme dans la société : la recherche du plaisir, le désir de satisfaire des besoins individuels, de se réaliser pleinement comme personne occupent une place centrale parmi les valeurs que partagent alors une majorité de Québécois. L'occupation du temps libre est ainsi fondamentalement une affaire individuelle. » (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : 630)

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, bien que les moyens de communication n'étaient pas aussi développés qu'aujourd'hui, il semblerait que ce n'était pas un problème pour se réunir. Les liens semblaient plus serrés et les relations étaient entretenues régulièrement à travers différents canaux, comme des lieux communs ou des appartenances religieuses communes à tous. Il y a d'ailleurs des répondants qui évoquent les mêmes lieux précisément (plage de Repentigny, Parc Richelieu, Mont-Royal, Chapelle de la Réparation). Le réseau de relations de personne à personne suffisait pour réunir les gens. Dans ce cas, c'est la réciprocité qui opérait. De nos jours, les réseaux sociaux permettent aux jeunes de rester connectés, avec leurs amis d'ici et d'ailleurs, et même de faire des rencontres dans certains cas. La proximité par rapport à la position géographique était autrefois nécessaire pour entretenir des amitiés. Maintenant, la technologie semble enlever cette barrière géographique. Le participant qui témoigne des rencontres qu'il a pu faire à travers des applications de rencontre est un bon exemple. La communauté gaie semble d'ailleurs être plus connectée grâce à la technologie.

Bien que la globalisation et les avancées technologiques permettent d'étendre la sociabilité des individus, dans plusieurs cas, elles ne semblent pas augmenter la qualité des liens créés. Il est difficile de transférer cette sociabilité créée virtuellement à des amitiés tangibles. Les jeunes répondants n'ont que quelques amis et sont plutôt isolés dans le noyau familial. Ils dépendent d'outils pour maintenir les liens avec leur entourage qui sont plutôt inefficaces quand on constate la réalité empreinte d'individualisme. L'action humaine est suroutillée selon la théorie d'Illich (2003) mais l'outil est plutôt contre-productif. Il nous isole, alors qu'il est censé être créateur de liens.

La socialité des aînés était assurée par un plus grand nombre d'acteurs, alors que les jeunes semblent avoir une socialité réduite à quelques amis et surtout à la famille. Comme je le

mentionne plus tôt en m'appuyant sur les idées de Généreux (2008) : « C'est une responsabilité disproportionnée qu'on accorde aux cellules familiales et qui mène inévitablement à l'isolement et au repli des individus. » On remarque que quand la socialité est assurée par une grande diversité d'acteurs, on a moins recours à l'échange marchand pour se divertir. Aujourd'hui, les activités choisies par les jeunes; les entraînements en gymnase, les soirées entre amis, les journées magasinage, les activités lors des longs weekends ou les vacances dans le Sud, reposent dans la plupart des cas sur l'échange marchand contrairement à une socialité soutenue par la famille, la communauté, le voisinage et l'Église comme c'était le cas auparavant. Mentionnons que le fleuve qui était autrefois un lieu prisé est maintenant presque inutilisé et beaucoup moins accessible. D'une part, il est pollué, d'autre part, les terrains sur le bord de l'eau sont maintenant privés pour la grande majorité. À plusieurs niveaux, l'échange marchand vient donc obstruer plusieurs alternatives réciproques quant aux loisirs.

Outre le temps consacré à la religion, les aînés s'impliquaient d'une façon ou d'une autre dans leur communauté. On se recréait en investissant une partie de son temps libre pour l'investir dans la collectivité. La réciprocité et l'entraide tenaient donc un rôle important dans la vie des gens. De nos jours, les jeunes semblent avoir une propension limitée pour l'implication communautaire. Il est plus difficile d'être à l'écoute des besoins de leurs pairs, ainsi leur contribution à la société est limitée. Les motivations sous-jacentes à l'implication ne sont pas intrinsèques; la majorité du bénévolat est obligatoire dans le cheminement scolaire. Seulement un participant s'implique dans sa communauté de travail et sportive, puis un autre donne à de gros organismes. Les autres n'ont pas le temps, ou l'argent. La réciprocité est presque nulle, sinon elle a été institutionnalisée dans le cadre scolaire ou dans des institutions de charité. Ainsi, on parle de charité, mais pas de réciprocité, car le maintien d'un lien serré entre les membres d'une communauté n'est absolument pas nécessaire.

La différence entre la charité et le système de don décrit dans ce mémoire, c'est que la charité est un geste vers un « autre généralisé » (Pineault, 1997 : 83). On ne donne pas par obligation morale, comme celle insérée dans le système de dons réciproques décrit par

Mauss, on choisit de donner à un organisme ou un autre, suivant la marchandisation du don. Plutôt que d'opter pour l'entraide naturelle de l'époque, on magasine dorénavant les dons à travers différents organismes de charité, comme on magasine n'importe quel bien ou service. On ne peut pas parler d'entraide, car ce sont des actes privés isolés, tout le contraire de la solidarité basée sur la relation entre les personnes. C'est une charité qui fonctionne comme l'échange marchand. Ce sont les organismes qui savent se démarquer le mieux par des techniques de marketing qui amasseront le plus d'argent (Pineault, 1997 : 85).

L'État prend aussi en charge plusieurs services sociaux. La responsabilité lui revient donc et déresponsabilise par le fait même les citoyens. Alors, comme on ne dépend plus du soutien des autres, on sent moins le devoir d'aider son prochain. Mentionnons que le rôle de l'État a fait considérablement perdre de l'importance à l'Église qui elle aussi contribuait à maintenir les obligations morales autour d'une solidarité entre les membres d'une communauté. Ainsi, la marchandisation du don et la redistribution par l'État qui s'immiscent dans la charité écartent la réciprocité mise de l'avant chez les aînés.

\*\*\*

De nos jours, la socialité des individus est restreinte à un noyau plus petit, ou plutôt plus éclaté avec les avancées technologiques et les canaux de communications qui étendent et fragilisent les relations. Le temps libre autrefois occupé par des activités organisées par l'église ou la communauté, ou des rencontres dans des lieux communs, sont dorénavant régis par l'échange marchand. La solidarité s'effrite, car les sociétés modernes ne permettent pas de l'entretenir étant dominées par la logique marchande, l'individualisme et l'interventionnisme.

### **4.3. Les stratégies principales**

Comment satisfaire ses besoins? Sur la base de quels types de relations entre humains? Selon Polanyi, rappelons-le, quatre grandes stratégies sont possibles en la matière. Premièrement, on peut produire soi-même et pour soi-même ce qui est nécessaire à la satisfaction de ses besoins, généralement dans une unité familiale. Il s'agit donc d'un mode

de vie autonome basé sur l'autoproduction selon le principe de l'administration domestique. Deuxièmement, il est possible d'échanger des biens et des services avec d'autres collectifs ou individus, selon les principes du don-contre don – réciprocité. Troisièmement, on peut combler nos besoins à l'aide de biens et de services redistribués par une organisation, comme l'Église ou l'État, qui centralise des richesses et les redistribuent sous diverses formes. Ces biens et ces services peuvent être en partie achetés ou reçus gratuitement, comme l'école primaire publique par exemple. Quatrièmement, on peut acquérir l'essentiel pour satisfaire nos besoins grâce à des biens et des services achetés à des marchands. Dans bien des cas, ces marchands sont en réalité des entreprises, qui reposent elles-mêmes sur le principe de la redistribution. Il s'agit donc alors d'une stratégie basée sur le modèle marchand combiné avec le système redistributif. En guise de synthèse, voyons comment ont évolué les manières de satisfaire les besoins fondamentaux au Québec depuis le milieu du siècle dernier?

#### 4.3.1. Le mode de vie paysan

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, il apparaît que les personnes vivant dans des familles de cultivateurs assuraient leur subsistance principalement par l'autarcie. En fait, les familles sur les fermes s'occupaient de faire pousser des légumes, d'élever des animaux, de faire boucherie le temps venu, de faire la traite des vaches, de transformer le lait cru en différents produits alimentaires, de couper du bois pour le chauffage et de plusieurs autres activités connexes. Le travail de la terre leur permettait donc d'assurer la satisfaction de plusieurs de leurs besoins fondamentaux de façon autonome en produisant eux-mêmes le nécessaire pour leur consommation.

Tous les membres de la famille et donc de l'unité autarcique devaient participer aux tâches. L'homme s'occupait des tâches extérieures et plus manuelles, et la femme des tâches domestiques et des enfants. Puis, qui dit grande famille dit plus de bouches à nourrir, mais aussi plus de bras et d'aide sur la ferme. Pour plusieurs tâches, l'aide des enfants était considérable; que ce soit pour le travail agricole durant l'été, pour vendre les surplus de récoltes au marché Maisonneuve, pour aller faire les courses dans les commerces, pour aider à nettoyer la maison, prendre soin des plus jeunes, participer à la réparation d'outils

ou prendre le relai quand les parents avaient un quelconque empêchement. L'implication des enfants en milieu rural était significative et nécessaire. Un participant mentionne qu'à partir du départ progressif des enfants aspirant à un avenir plus prometteur, la ferme ne pouvait plus fonctionner convenablement. La famille était donc forcée de la vendre. L'unité autarcique n'est possible qu'avec une implication soutenue de tous ses membres.

Par ailleurs, plusieurs besoins étaient comblés grâce à une réciprocité partagée au sein d'une communauté. Élever les enfants, déneiger les rues, reconstruire une maison, se protéger, faire circuler l'information ou partager les outils sont des éléments assurés par le réseau social. En entretenant les liens entre les membres de la famille et de la communauté, on pouvait compter sur les rapports d'entraide pour répondre à ses besoins. Plusieurs témoignages démontrent que l'entraide s'étendait souvent au-delà des seuls rapports de parenté, comme lorsque les habitants d'un rang se réunissaient pour rebâtir une maison qui avait entièrement brûlé, lorsque des voisins s'alliaient pour débayer les rues lors des tempêtes (en campagne, les municipalités ne s'en occupaient pas), lorsque le propriétaire d'un tracteur assumait certaines tâches pour la communauté, etc.

« Écoute bien, moi dans ma jeunesse les personnes ressources c'était l'ensemble du petit groupe qui vivait là et qui s'entraidait. Tu n'avais pas tellement de ressources comme tu peux en avoir aujourd'hui. » (M. Desjardins)

« Quand il y avait une tâche qui demandait beaucoup de personnel, [les frères de mon père sur les fermes voisines] étaient toujours là pour s'aider. C'était une entraide naturelle. C'était naturel que ça se fasse comme ça. Je n'ai jamais eu connaissance que quelqu'un bougonnait parce qu'il aidait l'autre. » (M. Gagnon)

L'entraide allait de soi donc entre les gens d'une même unité géographique; une rue, un village, un rang. Bref, la stratégie qui s'imposait alors selon le mode de vie paysan est l'administration domestique et suppose aussi des rapports d'entraide dans la famille et le voisinage. Cette stratégie qui caractérise le milieu rural est seulement décrite par les aînés lorsqu'ils évoquent leur enfance ou leur adolescence. Ce n'est pas un mode de vie qui a perduré, car la plupart d'entre eux ont migré finalement vers la ville, comme la très grande majorité des paysans au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

#### 4.3.2. Le mode de vie des néo-citadins

Le mode de vie urbain qui gagne une part grandissante de la population québécoise au milieu du siècle dernier reposait sur une pluralité de modèles. Les stratégies rapportées combinaient, l'autarcie, la réciprocité ainsi que l'échange non-marchand dans la plupart des cas.

La plupart des couples, issus du milieu rural ou citadin, emménageaient ensemble en ville après le mariage, ou du moins autour de cette période transitoire. Les femmes laissaient tomber leur emploi (pour celles qui en avaient un) pour s'occuper de la maisonnée. L'homme devenait pourvoyeur. Les cinq « aînées » interrogées ont toutes été mères au foyer. Leur travail à la maison permettait à l'homme de faire de nombreuses heures de travail. Il s'agissait d'un travail d'équipe entre la femme qui vaquait principalement aux tâches domestiques, et l'homme qui s'occupait d'apporter un salaire pour combler les besoins de sa famille.

On dénote donc des rapports d'entraide, entre l'homme comme pourvoyeur et la femme comme gestionnaire de la maisonnée, mais une inégalité qui se creuse du fait que le travail de la femme au foyer n'est pas rémunéré. En milieu rural, les tâches de l'homme et de la femme sur la ferme se complètent, mais cet esprit d'équipe prend une tournure beaucoup moins égalitaire quand on troque le mode de vie autarcique pour aller vendre sa force de travail. Dans ce cas-là, la femme est désavantagée, ne recevant pas de rémunération pour sa part du travail d'équipe, ce que certaines ont vécu parfois péniblement :

« Si je n'avais pas eu ma famille tout de suite, peut-être que j'aurais voulu travailler. Mais, vu que j'avais mon enfant, c'était normal que je reste à la maison. » (Mme Perron)

« J'ai trouvé ça plate! Tu tombes à rien, tu n'as plus personne pour parler. Tu te sens plus isolé du monde. » (Mme Lalancette)

Plusieurs besoins continuaient par ailleurs d'être comblés par des rapports de réciprocité au sein de la famille et du voisinage, bien qu'ils habitaient en milieu urbain. Les participants mentionnent que leur famille élargie (les grands-parents, les oncles, les tantes et les cousins) habitait généralement à proximité et intervenait fréquemment dans leur vie.

J'ai récolté plusieurs anecdotes concernant des rapports d'entraide en ville telles que les suivantes :

« Le monde se parlait à travers les galeries, comme dans la pièce de théâtre de Tremblay, les Belles-sœurs. [...] C'était une belle époque. Les gens se parlaient beaucoup plus. On savait ce qui se passait dans le quartier. » (Mme Perron)

« Nous on avait deux cordes à linge. Puis, il y avait deux cordes à linge pour madame Cormier. Quand ma tante lavait le lundi, elle disait à Mme Cormier : "Lavez-vous aujourd'hui?" Puis, elle répondait : "Non, je ne fais pas de lavage aujourd'hui, vous pouvez prendre mes cordes à linge." Alors ma tante disait : " je vais faire mes deux brassées et je vais étendre mon linge sur vos cordes pour commencer, pour les enlever le plus vite possible, au cas où vous en auriez besoin." » (Mme Perron)

« On donnait un coup de main, si la dame en haut avait besoin d'une commission. Elle appelait chez nous et disait : "Envoie-moi donc Martine pour aller me faire une commission au magasin." C'est comme ça qu'on aidait. [...] Il y avait la femme au 3<sup>e</sup> étage qui ne sortait pas beaucoup. Elle appelait tous les mois pour qu'on passe au bureau de poste. [...] Des fois ils nous donnaient des sous, des fois ils n'en donnaient pas. Ma mère disait "Non non, vous ne prenez pas d'argent, ce sont des services!" » (Mme Lalancette)

« Quand ma mère est décédée, c'est une de mes tantes qui a pris la relève, la sœur de mon père. Plutôt que de nous placer dans différentes maisons, elle est venue rester avec nous pour ne pas qu'on soit placé en institutions ou qu'on sépare la famille. C'est elle qui s'occupait de nous autres. » (Mme Perron)

Toutefois, l'administration domestique et la réciprocité ne suffisaient évidemment pas à combler l'entièreté des besoins de ces néo-citadins. L'échange marchand occupait donc une place centrale dans leurs manières de satisfaire leurs besoins. Mais, comme on l'a vu, certains de ces échanges étaient proches du modèle de l'échange non-marchand, dans la mesure où ils étaient réalisés avec des petits commerçants du voisinage, qui finissaient par devenir pratiquement des amis. En tout cas, ce sont les rapports avec eux qui l'emportaient sur le rapport aux marchandises, dans bien des cas.

#### 4.3.3. Le mode de vie archi-urbain ou hypermoderne

Ce mode de vie est celui des jeunes que j'ai rencontrés. Il se caractérise par la centralité de l'échange marchand, mais aussi de la redistribution étatique.

Dorénavant, dans le couple les deux membres travaillent pour obtenir un salaire. Ce qui ne veut pas dire que l'administration domestique disparaît. En dépit de la disponibilité de toutes sortes de marchandises disponibles pour se substituer ou soutenir les activités d'autoproduction, une part du travail ménager demeure et ce sont toujours les femmes qui, majoritairement, le prennent en charge. Elles doivent donc « porter deux chapeaux », et ce sans être rémunérée pour le travail à la maison.

Certains des jeunes répondants qui ont un conjoint ou une conjointe partagent les tâches selon leurs horaires, mais la plupart organisent leur ménage de façon traditionnelle, où le rôle des hommes et des femmes est bien distinct. En fait, dans trois des récits on s'aperçoit que la femme s'assure de la majorité des tâches domestiques, en plus de travailler. Voici des extraits qui en témoignent. Soulignons que ces deux jeunes femmes travaillent par ailleurs contre un salaire.

« Mon copain fait quelques tâches ; il va jeter les poubelles, il fait un peu d'époussetage. Mais, c'est moi qui fais 80% des tâches, plus les commissions. Parfois, il vient avec moi, mais la plupart du temps, j'y vais seule ou avec les enfants. » (Cindy)

« C'était la première fois que j'habitais avec un copain. Ça a été dur, car tu fais tout, on dirait, quand tu es une femme. Tu es obligé de faire la cuisine, la vaisselle, le ménage. Du moins, quand tu es avec quelqu'un qui pense que ça fonctionne comme ça. » (Joannie)

Cela étant dit, la principale stratégie pour subvenir aux besoins est l'échange marchand, à l'aide d'un salaire obtenu en vendant sa force de travail à une entreprise. La plupart des jeunes sont engagés par des entreprises de différentes tailles, mais d'autres sont travailleurs autonomes et créent leur propre entreprise. Une minorité de jeunes ont des emplois saisonniers avec des horaires atypiques, mais pour la plupart, ils ont des horaires près de la norme de 9h à 5h du lundi au vendredi. Ils ont des horaires chargés toute l'année et mentionnent avoir de la difficulté à trouver un équilibre de vie.

« Le travail, ça prend beaucoup de place parfois, et c'est stressant. Même si je ne travaille pas à temps plein, j'ai des courriels qui rentrent toujours. » (Raphaëlle)

« En termes de temps passé au travail, ça ne prend pas tant de temps. Mais l'impact que le travail a sur ma vie c'est quand même *rushant*. Je suis vraiment tanné. » (Jonathan)

« J'ai un travail 40h semaine, 5 jours semaine. J'ai deux semaines de vacances par année, qui sont au moment où c'est possible de le faire. Parce que j'ai un horaire extrêmement chargé, alors quand il y a un creux dans une des saisons, je prends mes vacances à ce moment-là. » (Sandrine)

« Tant que ma liste journalière n'est pas terminée, je n'arrête pas de travailler, à moins qu'il y ait quelque chose de majeur et que je doive remettre au lendemain. Ça devient un peu un toc, parce que c'est comme ma liste qui a le dessus, mais je ne me sens pas forcé, parce que c'est moi qui la créer cette liste, c'est moi qui l'ai fait. Alors c'est juste de la faire et de la compléter, et de passer à autre chose. » (Théo)

Mais, une partie de leurs besoins est aussi satisfaite par l'État, sous la forme d'un accès gratuit ou à faible coût à des services de santé, de transport en commun ou d'éducation. Ainsi, l'État administre une grande part du mode de vie moderne, en supprimant plusieurs responsabilités ou tâches autrefois assumées par les citoyens. L'État se portant garant de différents services sociaux, certaines initiatives autonomes ou réciproques, comme dans le cas des activités communautaires ou de quartier, perdent de l'importance. Le principe de redistribution vient donc s'ajouter à l'échange marchand comme stratégie dominante chez les jeunes.

### En conclusion

Le mode de vie paysan jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle reposait donc essentiellement sur l'autarcie et certains rapports d'entraide entre les membres de la communauté. Pour les néo-citadins du milieu du siècle, la réciprocité est restée une stratégie importante, tout comme l'administration domestique. Cependant, l'échange marchand et, pour une part, non-marchand a commencé à s'imposer comme la principale manière de satisfaire ses besoins. Finalement, pour les jeunes, l'acquisition d'argent via le salariat ou le travail autonome est la stratégie privilégiée dans l'ensemble des cas. L'essentiel des besoins sont satisfaits par achat de marchandises (biens et services). Seul le principe de centralité vient s'ajouter à cette stratégie marchande dominante, par l'intervention accrue de l'État dans plusieurs domaines. Administration domestique et réciprocité ne jouent plus qu'un rôle

marginal, sauf pour certains types de cohabitations où prend place une division du travail. Elle est pourtant bien souvent genrée et donc organisée autour du modèle de couple traditionnel.

.

## Chapitre 5

### Un monde sans entraide? [Discussion]

Pour débiter cet ultime chapitre, rappelons que cette recherche vise à comprendre comment l'entraide a évolué dans les sociétés actuelles, au cours des 100 dernières années. L'hypothèse que j'avais formulée au terme du chapitre 2 (Cadre théorique) était que nos besoins sont aujourd'hui satisfaits principalement via le marché autorégulateur, après l'avoir été principalement par la redistribution centralisée. Ceci engendre donc la marginalisation des rapports d'entraide comme moyen de satisfaire nos besoins. Il est temps à présent de discuter de cette hypothèse. Dans cette section, je soulignerai qu'elle semble en partie confirmée par mon enquête de terrain, mais qu'elle doit être cependant à la fois nuancée et enrichie.

Jusqu'à présent, il a été démontré que le marché interférait effectivement de plus en plus dans la satisfaction de nos besoins. Dans les pages qui suivent, je nuancerai cette affirmation, en posant l'accent sur la marchandises et les entreprises qui sont en fait au cœur de cette idée de marché plutôt abstraite. J'ajouterais également que le rôle grandissant de l'État participe lui aussi à diminuer la part de l'entraide dans nos modes de vie. Ensuite, je ferai part d'une autre trouvaille, soit la substitution de certaines initiatives réciproques ou autonomes par des machines. Les marchandises, les entreprises, la redistribution étatique et les machines sont les éléments qui semblent avoir pris une place démesurée quant à nos façons de vivre. Cela se fait au détriment de l'entraide et de l'autarcie autrefois sollicités régulièrement par les citoyens. J'ai donc regroupé dans cette section, les différents facteurs influençant les modes de vie contemporains et qui n'étaient pas soulevés ou suffisamment explorés dans l'hypothèse de départ.

#### 5.1. Le règne de la marchandise et des entreprises

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que, parmi les principes possibles pour satisfaire nos besoins, l'échange marchand l'emporte de nos jours assez largement, au dépend de l'autarcie, de la réciprocité et, dans une moindre mesure, de la redistribution. Sans grande

surprise donc, l'hypothèse que j'avais formulée est confirmée. Les marchandises achetées avec de l'argent gagnée en produisant d'autres marchandises se sont substituées aux activités d'autoproduction et d'entraide qui occupaient encore une place très significative dans le mode de vie de nombreux Québécois et Québécoises il y a moins d'un siècle.

Cette évolution s'est produite surtout après la seconde guerre mondiale. Mais, l'avènement de la société de marché, au Québec, se fait ressentir de façon encore plus significative après le règne de Maurice Duplessis, dans les années 1960.

« Le Québec de l'après-guerre est entré de plain-pied et avec une certaine frénésie dans ce qu'on appelle la société de consommation. Le phénomène s'accroît encore après 1960 grâce à la hausse des revenus ainsi qu'à la transformation du marché, où les produits de plus en plus nombreux sont moussés par la publicité et vendus à crédit. » (Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, 1989 : 43)

Les causes fondamentales de cette évolution sont multiples. Celle-ci est indissociable du processus d'industrialisation de l'agriculture et de l'exode rural, qui vont largement contribuer à détruire le monde paysan traditionnel. Mais, la « société de consommation » qui émerge au cours des Trente Glorieuses est aussi le fruit de ce que l'on a appelé le « compromis fordiste ». Dans la grande industrie, pour limiter les formes de contestation et de désertion (absentéisme, *turnover*) de la part des travailleurs, on met en place des niveaux de rémunération plus élevés. Le pouvoir d'achat des salariés augmente ainsi et leur donne accès à de plus en plus de marchandises nouvelles. On règle ainsi deux problèmes d'un coup : les protestations ouvrières et les risques de surproduction, risques majeurs du monde capitaliste.

Cela dit, la montée en puissance de la marchandise comme principal moyen de subvenir à ses besoins a commencé bien avant le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Dès 1848, Marx et Engels dans leur fameux *Manifeste du parti communiste*, soulignaient déjà :

« Grâce au rapide perfectionnement des instruments de production, grâce aux communications infiniment plus faciles, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses

produits est l'artillerie lourde qui lui permet de battre en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles à tout étranger. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production; elle les force à introduire chez elles ce qu'elle appelle civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image. » (Marx, Engels, 1848 : 28)

La « société bourgeoise », comme disaient Marx et Engels, est une société de marchands, dont la raison d'être est l'achat et la vente de marchandises – le PIB en tient la comptabilité. Dès lors, elle tend nécessairement à élargir le domaine de la marchandise. Mais, cette colonisation n'a pas seulement concerné les nations étrangères. Elle s'est produite d'abord (et continue de se produire) au sein même de nos sociétés. Les récits des « aînés » présentés précédemment en témoignent.

Mais, la notion de « société de marché », qu'utilise notamment Polanyi, est trompeuse. Ce ne sont pas tant les « marchés » qui sont au cœur de la dynamique de nos sociétés et qui en constituent la force organisatrice, mais des entreprises, comme le souligne Andreu Solé (2011).

« Quelle est l'organisation fondamentale de notre monde, la force organisatrice des pays dits « modernes » ou « développés »? L'entreprise, pas le marché. L'idée que nous vivions dans un monde organisé par et pour, non pas le marché, mais l'entreprise, nous la condense dans l'expression « Entreprise-Monde » - appellation qui permet de sortir de l'ambiguïté du mot « capitalisme ». » (Solé, 2011 : 28)

Ce sont en effet des entreprises qui produisent et vendent ces marchandises par lesquelles nous satisfaisons de plus en plus nos besoins. À travers les récits des plus jeunes en particulier, on constate que pratiquement aucun besoin fondamental n'échappe aujourd'hui à la domination de ces organisations. Ce n'est plus seulement notre « pain quotidien » que nous achetons à des entreprises. Même nos loisirs à présent sont comblés par des marchandises diverses et variées : restaurants, spectacles culturels ou sportifs, centres d'entraînement, cinéma en ligne, hôtels, compagnies aériennes, agences de voyages, etc. Ce sont également des entreprises qui assurent de plus en plus les liens entre les personnes, et soulignons que cette tendance s'accroît depuis les débuts de la pandémie du Covid-19.

Je pense ici en particulier au fameux GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). Ces entreprises deviennent des confidents, des assistants, des ressources et des outils quotidiens.

Toutefois, cette dépendance à l'égard des entreprises ne s'arrête pas là. Pour obtenir toutes ces marchandises, il nous faut de l'argent, que l'on obtient en vendant notre force de travail à une entreprise (ou à une organisation qui s'y apparente). Et pour être employé par une entreprise, il nous faut lui offrir une force de travail qui lui convienne. Cela suppose notamment de choisir les formations pertinentes, « rentables », quitte à laisser de côté des formations qui pourraient nous intéresser davantage. Une fois en poste, ce n'est pas fini. Pour conserver ce salaire dont nous avons besoin pour vivre, nous devons être suffisamment productifs. Sinon, notre place sera offerte à d'autres personnes jugées plus efficaces. Nous sommes donc forcés de contribuer au succès de l'entreprise. Si l'on ajoute à cela que toutes les organisations humaines tendent, par ailleurs à s'inspirer des principes de fonctionnement de l'entreprise, on peut affirmer sans exagération que nous sommes véritablement dominés par cette forme de vie sociale.

C'est bien l'échange marchand qui s'impose ainsi comme le principal moyen de satisfaire nos besoins, au dépend de l'administration domestique et de la réciprocité. Nous n'avons plus ni les moyens matériels, ni les compétences, ni le temps pour produire par nous-mêmes ce qu'il nous faut pour vivre. Et les rapports d'entraide ne perdurent qu'au sein de la famille restreinte le plus souvent. Dans les villes où nous vivons, nous connaissons rarement le nom de nos voisins. Entre autres, parce que c'est inutile... Mais, ces marchandises que nous consommons désormais sont produites par des organisations centralisées dont le « fonctionnement » repose tout entier sur le principe de la redistribution. Contrairement à la thèse de Polanyi donc, ce n'est pas le marché qui constitue la structure économique dominante de notre monde, mais ces entités toujours plus grandes et puissantes que nous appelons entreprises.

Une autre structure centralisée, obéissant elle aussi au principe de redistribution, joue également un rôle non négligeable dans la satisfaction de nos besoins : l'État. En ce qui

concerne en particulier les besoins en termes de soins, de formation et de transport, cette organisation est devenue incontournable depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. C'est un autre élément d'explication de la marginalisation de l'entraide et de l'administration domestique. Par exemple, comme le rapportent les aînés dans mon enquête, dans les années 1940 et 1950 encore, la famille et le voisinage prenaient en charge une grande partie des soins de santé. Aujourd'hui, ces soins sont dispensés par un système centralisé technocratique, à bien des égards plus efficaces, mais qui tend à nous réduire à l'état de simples consommateurs de services, délivrés par des experts qui finalement contribuent à nous déposséder de la capacité à soigner soi-même, comme l'a montré Ivan Illich. Les mêmes observations peuvent être formulées en ce qui concerne l'éducation ou certaines formes de transport. La couverture de ces besoins essentiels par la redistribution étatique a marginalisé et parfois même interdit certaines pratiques fondées sur l'administration domestique et la réciprocité ou l'entraide. Et avec le temps, les habitudes et les savoirs faire en la matière n'ont pu que se perdre.

S'ajoute à cela, le rôle décisif qu'a apporté l'État dans le processus d'industrialisation et d'entreprisage de nos sociétés. Le secteur agricole, dont sont issus plusieurs des aînés que j'ai rencontrés, en offre une parfaite illustration. La politique agricole québécoise a en effet soutenu la transformation de milliers de petites fermes fonctionnant principalement selon les principes de l'administration domestique et de la réciprocité, en entreprises industrielles toujours plus vastes et spécialisées, produisant massivement des biens agricoles pour d'autres grandes entreprises (agro-alimentaire et grande distribution, notamment), au Québec ou plus encore sur des « marchés » étrangers. Tant et si bien que le modèle de la petite ferme artisanale est devenu presque impraticable aujourd'hui, comme le déplore par exemple Dominic Lamontagne, dans son livre *La ferme impossible* (2015).

« J'espérais découvrir que la petite « ferme naturelle » jouissait d'un statut particulier qui nous éviterait de devoir passer par la fédération responsable de chaque animal qu'on voulait élever. Mais ce n'est pas vraiment ce qui s'est passé. Mon interlocuteur, sympathique et courtois, a tôt fait de rapailler tous les obstacles qui allaient complètement miner mon projet : le lait de la vache, les œufs de la poule et la chair du poulet appartenaient « depuis très longtemps

» aux membres de l'UPA. « C'est comme ça, la loi, au Québec », m'a-t-on gentiment expliqué. » (Lamontagne, 2015 : 60)

Si la pandémie actuelle a eu une vertu, c'est bien de mettre en évidence à quel point finalement le fait de satisfaire nos besoins par l'intermédiaire de marchandises produites aux quatre coins du monde, par d'immenses entreprises et des organisations publiques centralisées, fragilise en réalité nos existences. À bien des égards, les principes de l'administration domestique et de la réciprocité offrent certainement un potentiel de résilience beaucoup plus intéressant dans un contexte comme celui que nous connaissons depuis le début du printemps 2020.

## **5.2. Nos esclaves modernes : les machines**

La marginalisation de l'entraide, dans les manières de satisfaire nos besoins, a certainement été précipitée également par un autre phénomène : la prolifération des machines. À tout le moins, l'avènement du règne de la marchandise est indissociable de celui des machines. Il y a là un phénomène auquel Polanyi n'a peut-être pas accordé assez d'importance dans son analyse des systèmes économiques, même s'il considère que les coûts d'investissement dans les premières machines ont rendu nécessaire, aux yeux des capitalistes, la marchandisation du travail, de la terre et de la monnaie. Ces coûts ne pouvaient être assumés en effet qu'à condition d'avoir accès aussi librement que possible à ces trois facteurs de production.

D'une part, les marchandises que vendent les entreprises et que nous consommons sont largement produites par des machines. Le travail humain tend sans cesse à diminuer dans ce processus. Les gains de productivité apportés par ces dispositifs techniques dotés d'un moteur ont permis à la fois de produire toujours plus de marchandises et à des coûts toujours plus réduits. Ceci a évidemment contribué à la colonisation de notre vie quotidienne par les marchandises et les entreprises, et donc à la marginalisation de la réciprocité et de l'administration domestique. Ces machines constituent en d'autres termes une partie du secret de cette « artillerie lourde » à l'aide de laquelle le capitalisme ou

l'Entreprise-monde bat en brèche « n'importe quelle muraille de Chine », comme disaient Marx et Engels.

D'autre part, ces machines sont elles-mêmes des marchandises qui, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, sont devenues elles aussi de plus en plus accessibles au plus grand nombre, en partie pour les raisons que je viens de rappeler. Elles ont intégré en quelque sorte notre « domesticité » et commencé à nous aider à satisfaire nos besoins fondamentaux, qu'il s'agisse de se nourrir, s'habiller, s'abriter, se déplacer, se former ou encore de communiquer avec nos proches, etc. Pendant un temps, qui correspond à l'époque de la jeunesse des aînés que j'ai rencontrés, certaines de ces machines étaient trop onéreuses pour que chaque personne ou chaque famille en possède un exemplaire. Comme on l'a vu, elles ont été alors partagées dans le cadre des rapports d'entraide et de réciprocité traditionnels. Mais, dès lors qu'elles sont devenues accessibles à tous et toutes, leur présence a rendu inutile ou superflu l'entretien de tels rapports – plus besoin de partager une corde à linge quand chacun dispose dans son logement d'une sècheuse automatique, plus besoin de demander son chemin dans la rue, quand on a dans sa poche un téléphone « intelligent ». À moins que ce ne soit l'effritement de ces rapports qui ait rendu plus nécessaire l'usage de ces machines. Les deux phénomènes se sont sans doute conjugués et renforcés l'un l'autre, comme dans le cas de l'agriculture. L'exode rural a justifié l'introduction des machines, qui elles-mêmes ont contribué à l'exode rural et à la disparition des rapports de solidarité sur lesquels reposait la petite agriculture traditionnelle.

Soulignons cependant pour finir que l'autonomie que semblent nous offrir ces machines est tout à fait trompeuse. Pour rendre les services que l'on attend d'elles, elles réclament d'être associées à d'autres machines et d'être soutenues par un vaste système technique sur lequel nous n'exerçons en fait aucun contrôle. Comme l'écrit le philosophe Louis Marion :

« Acheter une voiture, ce n'est pas acheter un moyen de déplacement technologique neutre, c'est acheter une civilisation. Avec la bagnole vient toute une armada : la route, le parking, les bétonneuses, les diverses pollutions, la défiguration du paysage et les catastrophes industrielles comme celle de Lac-Mégantic. Sans compter les morts et les accidentés de la route. » (Marion, 2013)

Cette dépendance aux machines nous fragilise en fait grandement. Si elles tombent en panne ou, pire encore, si le système qui rend possible leur fonctionnement connaît une défaillance, comme lors de la fameuse tempête de verglas qui a frappé le sud du Québec en 1998, nous ne sommes plus en mesure de satisfaire certains de nos besoins les plus essentiels. Il faut alors dans l'urgence tenter de recréer ces rapports d'entraide et de réciprocité qui ont pour l'essentiel disparu.

Outre cette fragilisation, la machinisation de nos modes de vie entraîne des effets pervers de plus en plus évidents. Elle accélère en effet la destruction écologique, compte tenu des ressources naturelles qu'elle consomme (en énergie notamment) et des déchets qu'elle génère. Mais elle tend à devenir aussi de plus en plus contreproductive, par un effet d'encombrement : plus il y a d'automobiles sur les routes, plus la circulation ralentit, alors que ces machines nous promettent vitesse et liberté ; Internet produit trop d'information. D'où la tentation de vouloir se défaire de certaines au moins de ces machines, qui apparaissent finalement comme des esclaves bien encombrants et « salissants ». Le problème est que le fonctionnement de nos sociétés en dépend de plus en plus étroitement – la banlieue est une création de l'automobile et n'est plus habitable sans elle. On ne pourra donc « démachiniser » nos modes de vie sans transformer en profondeur nos sociétés.

### **5.3. Une entraide persistante, mais non reconnue**

La domination des marchandises, des organisations et des machines quant à la satisfaction de nos besoins suggère que l'entraide est marginalisée et presque complètement éliminée. En effet, à partir du moment où le marché et l'État prennent plus de place, faire soi-même ou faire collectivement est moins attrayant. Pourtant, dans les différents récits que j'ai recueillis on repère tout de même la présence aujourd'hui de quelques rapports d'entraide qui permettent de satisfaire différents besoins

C'est le cas notamment au sein de l'espace domestique, dans la famille ou dans le couple, mais avec ce déséquilibre que l'on connaît en défaveur des femmes qui, généralement, assument une plus grande part des tâches ménagères et du travail de « reproduction » que les hommes. Le don de temps et d'énergie qu'elles offrent ainsi, selon le principe

d'entraide, continue de permettre aux hommes de disposer de plus de temps pour vendre leur force de travail. Autrement, la colocation entre amis arbore un aspect de communalisation, comme mentionné plus tôt.

Somme toute, l'entraide a difficilement été retracée dans les récits des participants, mais on aurait très bien pu constater d'avantage d'initiatives réciproques en élargissant le bassin de répondants, car elles sont toujours présentes de nos jours. Par exemple, le milieu communautaire et le secteur de l'économie sociale et solidaire témoignent eux aussi de la persistance de l'entraide dans nos sociétés contemporaines. Bien que les jeunes répondants soient issus de milieux relativement favorisés et n'en aient pas eu besoin, on peut considérer que le secteur communautaire ou encore le champ de l'innovation sociale reposent au moins dans une certaine mesure sur des rapports de réciprocité. Que ce soient des organismes de cuisines collectives ou d'insertion sociale, des initiatives citoyennes en gestion partagée ou des projets innovants coconstruits par les acteurs d'une communauté; ces méthodes de satisfaction des besoins sont fondées sur l'entraide et la coopération. Et ce n'est pas un hasard que l'on retrouve majoritairement des femmes investies dans le bon fonctionnement de ces organismes.

Comme le dit Jacques Godbout, qui travaille sur la place du don dans nos sociétés :

« Aujourd'hui encore, rien ne peut s'amorcer ou s'entreprendre, croître et fonctionner qui ne soit nourri par le don. À commencer par le commencement, autrement dit par la vie elle-même [...]. À continuer par les relations d'amitié, de camaraderies ou de voisinages qui, elles non plus, ne s'achètent ni ne s'imposent par la force ou ne se décrètent, mais présupposent réciprocité et confiance. À finir provisoirement et pour ne pas allonger une liste qui menacerait d'être interminable, par les entreprises, l'administration ou la Nation, dont il est clair que toutes périliteraient rapidement si des salariés ne donnaient pas plus que ce que rapporte leur salaire, si des fonctionnaires ne faisaient pas preuve de quelque sens du service public et si un nombre suffisant de citoyens n'étaient pas prêts à mourir pour la Patrie. » (Godbout, 1992 : 21)

C'est aussi le constat que mettent de l'avant les théoriciennes du *care*, comme Joan Tronto. Nos sociétés ne peuvent « fonctionner » uniquement sur la base des échanges marchands ou de la distribution par l'État de services standardisés. Elles reposent dans une très large mesure encore sur des activités de *care*, que Fisher et Tronto définissent ainsi :

« Au niveau le plus général, nous suggérons que le *care* soit considéré comme une activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre « monde », de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nous-mêmes et notre environnement, tous éléments que nous cherchons à relier en un réseau complexe, en soutien à la vie. » (Tronto, 2009)

Toutefois, ce travail du *care* est bien souvent un travail gratuit ou sous payé, accompli majoritairement par des femmes et des immigrants (Moreau, 2009). Il est en fait pour l'essentiel invisibilisé, ce qui permet à celles et ceux qui en bénéficient de se penser comme autonomes et indépendants, alors que leur « réussite » dépend étroitement de ces soins qu'ils reçoivent ou ont reçu, soit à titre gratuit (dans l'espace domestique notamment), soit à un prix dérisoire (dans les services de santé ou d'éducation par exemple). De telles activités de « reproduction » ne peuvent être en effet que méprisées et négligées dans un monde qui ne valorise vraiment que la « production » de marchandises.

Le don persiste donc, mais en coulisse, si l'on peut dire. On ne peut plus parler de système d'entraide, mais d'actes unilatéraux qui ne mènent pas à une réciprocité partagée. Et, comme le soutient le philosophe Anselm Jappe, on ne peut pas davantage considérer que ces formes de dons offrent des possibilités d'émancipation vis-à-vis de la domination marchande, contrairement à ce que suggèrent Godbout ou d'autres membres du Mouvement Anti Utilitariste dans les Sciences Sociales (MAUSS) aujourd'hui. Elles lui sont soumises :

« La sphère non-marchande n'est pas une logique alternative qui court au-dessous de la logique marchande triomphante et qui peut, en tant que telle, être mobilisée pour constituer le point de départ d'une société non-marchande, ou pour se placer dans les marges du secteur marchand. Dans une société marchande, la sphère non-marchande n'existe que comme sphère subordonnée et mutilée. Elle n'est pas une sphère de liberté, mais la servante méprisée, et toutefois nécessaire, de la splendeur marchande. (...) Même si les activités, non marchandes, comme la vie familiale ou la coopération entre voisins, n'ont pas été créées historiquement par la logique de la valeur, elles ont été absorbées successivement dans la sphère et subsistent maintenant comme ses forces auxiliaires. » (Jappe, 2009 : 108).

En somme, l'Entreprise-monde ne peut se passer de l'entraide, mais celle-ci ne peut persister que de manière invisible, comme « travail fantôme », selon l'expression d'Ivan

Illich. Reconnaître cette entraide à sa juste valeur impliquerait une transformation profonde de ce monde qui ne valorise vraiment que la production de marchandises. En fait, une telle reconnaissance serait fatale au capitalisme. Telle est du moins la conviction qui a fondé cette revendication féministe des années 1970 en faveur d'un « salaire au travail ménager ». Pour le dire autrement, on ne retrouvera les vertus de l'entraide qu'à la condition d'en finir avec l'Entreprise-monde.

## Conclusion

### Les hauts et les bas de l'entraide

Bon nombre de propositions politiques en faveur de sociétés post-croissance parient sur la capacité des êtres humains à entretenir des relations d'entraide. C'est le cas en particulier de l'idée selon laquelle nous devrions bâtir des communs pour subvenir à nos principaux besoins (Abraham, 2019). Mais ce pari est-il bien raisonnable, compte tenu des comportements humains dominants dans nos sociétés? Telle a été la question de départ de cette recherche.

Elle m'a conduit tout d'abord à explorer la place de l'entraide dans l'histoire de l'humanité et même dans l'histoire du monde vivant. J'ai découvert ainsi que ce type de comportement avait joué un rôle décisif dans l'histoire de notre espèce, au moins jusqu'à récemment. En somme, le pari des objecteurs de croissance n'est pas si farfelu si l'on se fie au passé. Il reste que les sciences sociales contemporaines confirment généralement notre intuition : l'entraide semble être chose rare dans notre monde désormais. J'ai donc voulu en avoir le cœur net et comprendre comment ce type de rapport entre humains avait pu évoluer au fil de temps.

Pour répondre à cette question, je me suis efforcée de m'appuyer sur une définition de l'entraide précise, que j'ai empruntée pour l'essentiel aux théoriciens du don, et que j'ai resituée dans un cadre conceptuel plus large, celui qu'offre la typologie des grands systèmes économiques élaborée par Karl Polanyi. Cela m'a permis de formuler l'hypothèse générale selon laquelle c'est le principe de l'échange marchand, via l'émergence de marchés autorégulateurs, qui aurait provoqué la disparition apparente de l'entraide dans nos sociétés.

Pour tester cette hypothèse, j'ai décidé d'enquêter sur l'évolution des modes de vies au Québec au cours des 100 dernières années. Pour ce faire, outre un travail de collecte des données secondaires disponibles sur le sujet, j'ai mené des entretiens approfondis auprès, d'une part, de personnes âgées, ayant atteint l'âge adulte dans les années 1950, et d'autre

part, de jeunes adultes actuels. J'ai pu ainsi comparer comment les uns et les autres satisfaisaient ou satisfont leurs besoins fondamentaux. L'analyse des données ainsi recueillies m'a permis d'identifier trois modes de vie typiques, correspondant approximativement à trois périodes distinctes : le mode de vie paysan, qui restait très répandu au Québec au milieu du XX<sup>e</sup> siècle; le mode de vie des néo-citadins, typique de la période dite des Trente glorieuses ; le mode de vie que j'ai qualifié d'« archi-urbain », qui concerne des personnes qui n'ont pratiquement rien connu d'autre que la ville comme milieu de vie.

Les constats que j'ai pu établir sont assez clairs : alors que le mode de vie paysan reposait encore largement sur des formes d'entraide, il y a moins d'un siècle, le mode de vie des jeunes adultes d'aujourd'hui dépend presque exclusivement de la consommation de marchandises. Sans grande surprise, l'hypothèse que j'avais formulée semble ainsi confirmée. Toutefois, il me semble qu'on ne peut en conclure que nos sociétés soient soumises à la domination de marchés autorégulateurs, comme le soutenait Polanyi. Ces marchandises en effet sont produites par des organisations centralisées (entreprises, organismes publics) toujours plus grandes, régies par le principe de la redistribution.

Ce sont ces entités qui dominent véritablement nos sociétés et qui exercent une sorte de monopole sur nos manières de satisfaire nos besoins fondamentaux. C'est leur montée en puissance au cours des deux derniers siècles et en particulier depuis le milieu du siècle dernier qui a transformé la dynamique de nos vies et rendu superflus en quelque sorte les rapports d'entraide. Cette montée en puissance est indissociable par ailleurs de la colonisation de notre monde par des machines qui, elles aussi, permettent de satisfaire certains de nos besoins sans qu'il soit nécessaire de solliciter l'aide de qui que ce soit, au moins en apparence.

En somme, capitalisme et machinisme sont les principaux responsables de cet effacement de l'entraide observé au cours des dernières décennies dans une société comme celle du Québec. Cela dit, il vaudrait mieux parler d'une invisibilisation de l'entraide. Ce type de rapport n'a en effet pas totalement disparu. Aucune société humaine ne pourrait exister

sans entraide. Mais, dans notre cas, cette aide tend à être unilatérale et ne fait pas système. Elle est par ailleurs méprisée et oubliée, car seul compte vraiment dans notre monde la possibilité d'accumuler de l'argent en produisant des marchandises. Il est possible toutefois que nous en redécouvriions rapidement les vertus à mesure que les effets pervers de la croissance illimitée vont se manifester avec davantage de violence. Déjà, nous percevons à quel point le fait de satisfaire nos besoins fondamentaux via de vastes systèmes de production mondialisés et machinisés nous fragilise. Espérons que face aux crises qui viennent nous saurons retrouver ce sens de l'entraide que Darwin considère comme l'une des principales « forces » de l'espèce humaine.

### **Apports et limites**

La première limite de ce mémoire est sans doute qu'il n'apporte aucune « révélation » sur le plan scientifique. Au mieux, ce travail confirme ce que nous savons depuis la publication du *Capital* au moins : la marchandise tend à dominer nos vies toujours plus et nos principaux rapports sociaux ne relèvent pas de la logique de l'entraide.

Cependant, l'un des intérêts de ce travail est d'avoir utilisé la typologie de Karl Polanyi pour analyser de manière fine nos modes de vies contemporains, ce qui me semble relativement original. Ceci m'a permis en tout cas de mettre en évidence que l'échange marchand est loin de constituer le seul principe selon lequel nous satisfaisons nos besoins. Par ailleurs, j'ai pu souligner ainsi certaines limites de la thèse de Polanyi, à laquelle on peut reprocher notamment d'ignorer ou presque le rôle décisif que jouent la grande entreprise et les machines dans nos modes de vie.

En outre, il ne semble pas inutile d'un point de vue scientifique de rappeler que les rapports d'entraide ont occupé une place centrale dans l'histoire de l'humanité, comme je le fais dans le premier chapitre de ce mémoire. L'idée selon laquelle l'être humain est un animal essentiellement égoïste, engagé principalement dans des rapports de compétition avec ses congénères, est une évidence largement partagée et indiscutée dans notre monde, en particulier dans bon nombre d'enseignements reçus dans une école comme HEC Montréal. Cette idée est fautive. Il est essentiel de le rappeler. Ce qui permet de penser entre autres

qu'il n'est pas complètement déraisonnable de parier sur l'entraide pour bâtir des sociétés post-croissance. D'ailleurs, le temps où la vie reposait davantage sur de telles pratiques n'est pas si lointain, comme en ont témoigné plusieurs des aînés rencontrés.

Une seconde critique que l'on pourrait adresser à ce travail tient aux données empiriques sur lesquelles il s'appuie. Je n'ai rencontré au total que seize personnes, dont huit seulement dans la catégorie des « aînés ». Dans quelle mesure ces quelques témoignages permettent-ils de se faire une idée juste de l'évolution des modes de vie au Québec depuis les années 1940? Mon échantillon est bien petit pour pouvoir répondre avec assurance à cette question. Pour bien faire ou mieux faire, il aurait fallu compléter ce travail d'entretiens exploratoires par une enquête quantitative, auprès d'un échantillon plus vaste de Québécoises et de Québécois. Par ailleurs, certains modes de vie plus spécifiques n'ont pas du tout été explorés dans cette enquête (mineurs, pêcheurs, etc.). Autrement, il semble que l'entraide persistante encore aujourd'hui, tel que démontré au chapitre 5, n'est pas mise en évidence à travers les données que j'ai recueillies à travers les récits des jeunes. Il est donc important de mentionner que ma démarche d'enquête n'a pas permis de repérer des formes d'entraide différentes de celles qu'évoquent les aînés. Pourtant, comme mentionner précédemment, l'entraide arbore différentes formes en s'adaptant au contexte actuel.

Cela dit, j'ai aussi collecté des données secondaires et lu sur la vie quotidienne au Québec depuis un siècle. Et, dans l'ensemble, j'ai plutôt observé une forte convergence entre mes propres données et celles des autres chercheurs qui se sont intéressés à ces thématiques. En outre, la pratique des entretiens approfondis permet de mieux « sentir » et « faire sentir » une manière de vivre, ce qui est le cas je crois avec les témoignages des personnes âgées que je présente dans ce travail. Enfin, je n'ai pas trouvé de recherche portant spécifiquement sur l'évolution des rapports d'entraide au Québec au cours de l'histoire récente. Mon travail pourrait donc constituer un point de départ pour celles et ceux qui voudraient approfondir cette question.

Une troisième critique ou un troisième regret que l'on pourrait formuler au sujet de cette recherche est sa focalisation sur le seul thème de l'entraide. L'une des surprises de mon

enquête a été de découvrir l'importance de l'autarcie dans le mode de vie paysan au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Compte tenu de l'importance que la réflexion sur la décroissance accorde à l'idée d'autoproduction et d'autoconsommation, il aurait fallu que j'explore davantage cet aspect de la vie passée des « aînés ». D'autant plus qu'à la faveur de la pandémie qui sévit actuellement, nous redécouvrons les vertus potentielles de l'autonomie, notamment sur le plan alimentaire. J'aurais donc bien des questions encore à poser à ces personnes qui ont connu ce temps où la marchandise n'occupait qu'une place minime dans leurs vies. Mais, je crois tout de même que les pages qui précèdent fournissent un aperçu fiable et pertinent de ce que furent ces pratiques « autarciques ».

### **Redonner une place aux aînés**

Cela étant dit, le principal apport de ce mémoire n'est pas scientifique. Il m'a d'abord permis d'échanger longuement avec mon grand-père, ce qui a été très précieux. Plus largement, il m'a permis de donner la parole et d'écouter des personnes âgées, ce que notre société ne fait guère. En effet, une fois que l'on cesse de participer à la production de marchandises, tout se passe comme si on devenait un citoyen de seconde zone, qui n'a plus rien à apporter, sinon son pouvoir d'achat.

De même que je crois essentiel de rebâtir nos sociétés sur des rapports d'entraide, il me semble crucial de redonner une « vraie » place à nos aînés, comme la plupart des sociétés humaines l'on fait avant la nôtre. Au minimum, il conviendrait de les écouter et de les écouter vraiment.

D'abord, parce qu'ils ont des savoir à nous transmettre. En écoutant mon groupe d'aînés, j'ai été fasciné par la quantité de choses qu'ils savaient faire eux-mêmes. Les collectifs de jeunes militants qui visent aujourd'hui l'autosuffisance et souhaitent développer des *low tech* auraient bien des choses à apprendre de leur part. Plus largement, un travail de recensement de ces différents savoirs ancestraux serait très pertinent dans la perspective de développer notre résilience collective à l'avenir, sans avoir besoin de réinventer la roue. On parle ici de techniques et de façons de faire qui ont prouvé leur efficacité en assurant la subsistance de milliers de familles du Québec d'antan... Qu'est-ce qu'on attend?

Ensuite, ces personnes âgées peuvent (ce n'est pas toujours le cas !) avoir développé une certaine sagesse susceptible elle aussi d'éclairer nos décisions. Il est temps également de cesser de ne valoriser que l'avenir, au dépend du passé. C'est du moins ce que je me disais en écoutant les paroles de ce monsieur de 99 ans :

« Autrefois les gens s'entraidaient. Quelqu'un tombait par terre et ils allaient le ramasser. Aujourd'hui, il tombe à terre et on n'a pas le temps de le ramasser. La police va le ramasser. Je pense que c'est ça. La vie d'autrefois, il y avait de l'entraide, ça se faisait automatiquement, sans instruction, sans lamentation. Il n'y avait pas de don de charité. Autrefois, le cultivateur était capable de réparer tout, il était capable de prévoir tout. S'il n'y arrivait pas, il allait voir son voisin et ils s'échangeaient. Quand il n'avait rien à faire, ils se parlaient, mais aujourd'hui, on est obligé d'inventer la Société des Nations, la société des collections pour aider les pauvres. [...] Puis, on est obligé d'inventer la télévision, le téléphone et tout ça. On est emmerdé dans nos patentes, on n'est plus capable de contrôler rien. Alors on cherche la raison d'une telle maladie, mais la raison est bien simple : on a perdu le contrôle! » (M. Ducharme)

Ces remarques résument à merveille, je crois, l'essentiel de ce que j'ai tenté d'exprimer dans ce mémoire.

## **Redécouvrir l'entraide en pratique**

Par ailleurs, il faut sans plus attendre redécouvrir concrètement l'entraide. Pour cela, rien de mieux que de s'investir dans les innombrables expérimentations concrètes qui fleurissent actuellement et s'inscrivent dans une perspective « communaliste ». Pour chacun de nos besoins, il est possible de trouver ou de créer de telles initiatives collectives : ateliers partagés, cuisines collectives, jardins communautaires ou collectifs, bibliothèques d'outils, système d'échanges de services, monnaie locale, coopératives d'habitation ou d'achats, etc. Voilà autant d'occasions de redécouvrir notre aptitude à l'entraide.

Pour faciliter les choses, il faudrait aussi que l'entraide occupe une place bien plus importante dans cette institution par laquelle nous socialisons nos enfants : l'école. Comment y inciter à l'entraide? Comment y trouver un équilibre entre nos instincts compétitifs surexploités et nos instincts solidaires refoulés? Ne pourrait-on pas cesser de n'évaluer la réussite scolaire que par des notes individuelles, comme on mesure le

« progrès » d'un pays en regardant uniquement son PIB? Pour y parvenir, il s'agirait d'abord de concevoir les cours autour de projets communs. Chacun mettrait la main à la pâte pour réaliser l'objectif dans les délais et les contraintes qu'on choisira de s'imposer. Il faut prendre en compte la capacité fondamentale et le besoin inné de l'humain de connecter avec les autres et de partager. On peut donc collaborer dans un esprit de coopération, plutôt que dans un esprit de compétition où les rapports de domination des plus performants sur les autres l'emportent. Les forces et les intérêts de chacun seraient célébrés. Les motivations extrinsèques de performance et de réussite seraient déconstruites et remplacées par des motivations intrinsèques liées au sentiment d'appartenance, au désir de contribuer et à la volonté réelle d'apprendre, et ce, en passant par la responsabilisation, l'autonomie et la confiance qu'on porte envers les jeunes.

À l'école ou ailleurs, il est urgent en tout cas de réveiller nos instincts solidaires, et de se réapproprier nos aspirations trop longtemps étouffées, à travers des projets émancipateurs fondés sur l'égalité entre les membres, l'interdépendance et la réciprocité. C'est ce que je souhaite pour le monde de demain.

## Bibliographie

- Abraham, Yves-Marie (2019). *Guérir du mal de l'infini*. Écosociété, Montréal, 270 p.
- Al-Anon Montréal (s.d.). *Al-Anon Montréal*, Récupéré le 10 janvier 2020 à <https://al-anon-montreal.org/accueil>
- Anastakis, D. (2017). *Industrialisation au Canada | l'Encyclopédie Canadienne*, Récupéré le 5 février 2020 à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/industrialisation>
- Aqcpe (s.d.). *Historique*, Récupéré le 30 mars 2020 à <https://www.aqcpe.com/historique/>
- Cordonnier, Laurent (1997). *Coopération et Réciprocité*, Presses Universitaires de France, Paris, 231 p.
- Darwin, Charles (1891). *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle* (3<sup>e</sup> édition française), C. Reinwald et Cie, Libraires-Éditeurs, Paris, 721 p.
- De Tocqueville, Alexis (1840). *De la démocratie en Amérique II (3e et 4e parties)*, Version électronique, Les classiques des sciences sociales, UQAC, Récupéré le 20 juin à [http://classiques.uqac.ca/classiques/De\\_tocqueville\\_alexis/democratie\\_2/democratie\\_t2\\_2.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_2/democratie_t2_2.pdf)
- De Tocqueville, Alexis (2010) *De la démocratie en Amérique* (choix de textes, introduction, notes, bibliographie et glossaire par Philippe Raynaud), Garnier Flammarion, Montréal, 302 p.
- Desmarais, Catherine (2018). *Le territoire rural abandonné par les gouvernements*, La Presse, Cahier géographie, Récupéré le 20 mars 2020 à [http://mi.lapresse.ca/screens/ae6ef678-bc7f-40e7-87f3-062516f3f9fc\\_\\_7C\\_\\_0.html](http://mi.lapresse.ca/screens/ae6ef678-bc7f-40e7-87f3-062516f3f9fc__7C__0.html)
- Dupont, David (2004). *Les processus de transformation de la famille au Québec*, Dans La revue Aspects sociologiques, Aspects sociologiques, volume 11, no 1, Université de Laval, Récupéré le 3 novembre 2019 à <http://www.aspects-sociologiques.soc.ulaval.ca/sites/aspects-sociologiques.soc.ulaval.ca/files/dupont2004>
- Dupuis et Frères (2020). *Wikipédia, l'encyclopédie libre*, Récupéré le 22 février 2020 à [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Dupuis\\_Fr%C3%A8res&oldid=166242126](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Dupuis_Fr%C3%A8res&oldid=166242126)
- Durkheim, Émile (1893) *De la division du travail social*, Félix Alcan, Paris, 460 p.
- Gavard-Perret, M. L. et Helme-Guizon, A. (2012). « Chapitre 7 : Choisir parmi les techniques spécifiques d'analyse qualitative. » In : Gavard-Perret, M. L., Gotteland, D., Haon, C., & Jolibert, A. (Éditeurs). *Méthodologie de la recherche en sciences de gestion: Réussir son mémoire ou sa thèse*. Montreuil, France, Pearson Education France, page 277.
- Généreux, Jacques (2008). *La dissociété*, Le Seuil, Paris, 483 p.
- Godbout, Jacques T (1992). *Le don existe-t-il (encore)?* Dans L'esprit du don, Montréal, Boréal, p.9-33
- Goetz, André (1992). *L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation*, Dans la Revue Actuel Marx, n°12.
- Günther Anders (2003) [1988]. *Nous fils d'Eichmann*, Rivages poche, p. 51-59 et 89-104.

- Harari, Yuval Noah (2015). *Sapiens : Une brève histoire de l'humanité*, Albin Michel, Paris, 501 p.
- Hardin, Garrett (1968). *The Tragedy of the Commons*, *Revue Science*, vol. 162, no 3859. pp. 1243-1248
- Illich, Ivan (2003). *Les deux dimensions de la contre-productivité institutionnelle*, in *Œuvres complètes*. Volume 1, Paris, Fayard, 2003, p. 659-676.
- Illich, Ivan (2014) [1973]. *La convivialité*, POINTS, points essais, Paris, 110 p.
- Janicaud, Dominique (1985). *La puissance du rationnel*, Gallimard, 386 p.
- Jappe, Anselm (2009). *Le « côté obscur » de la valeur du don*, *Revue de MAUSS*.
- Keyfitz, Nathan (1962). *L'exode rural dans la province de Québec, 1951-1961. Recherches sociographiques*, Récupéré le 28 mars 2020 à <https://www.erudit.org/fr/revues/rs/1962-v3-n3-rs1507/055139ar/>
- Kropotkine, Pierre (1938) [1902]. *L'Entraide, un facteur de l'évolution*, Édition Alfred Costes, Paris, 342 p.
- Kropotkine, Pierre (2010) [1902]. *L'Entraide, un facteur de l'évolution*, Éditions Écosociété, Montréal, 408 p.
- Lamontagne, Dominic (2015). *La ferme impossible*, Éditions Écosociété, Montréal. 126 p.
- Larousse (2020). *L'entraide/Définition* Récupéré le 10 juin 2020 à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/entraide/29977>
- LégisQuébec (2019). *Loi sur Les sages-femmes*, Récupéré le 20 janvier 2020 à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/S-0.1/LégisQuébec>
- Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard (1989). *Histoire du Québec contemporain - Tome II : Le Québec depuis 1930*, Boréal, Montréal, 834 p.
- Marion, Louis (2013). *Le train fantôme du Lac-Mégantic : une métaphore bien réelle*, *Le Devoir*, Récupéré le 2 juin au <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/382940/le-train-fantome-du-lac-megantic-une-metaphore-bien-reelle>
- Marx, Karl et Friedrich Engels (2017) [1848]. *Manifeste du Parti communiste*, Éditeur Librio, p. 28.
- Maslow, Abraham (1954). *Devenir le meilleur de soi-même : Besoins fondamentaux, motivation et personnalité*, Harper & Row, 411 p.
- Mauss, Marcel (1925), *Essai sur le don, formes et raisons de l'échange dans les sociétés archaïques*, *Les Classiques des sciences sociales*, l'Année Sociologique, seconde série.
- Max Neef, M., Elizalde, A. and Hopenhayn, M. (1991). *Human scale development*. The Apex Press, New York, 32 p.
- Moreau, Delphine (2009). *De qui se soucie-t-on ? Le care comme perspective politique*, Dans *La Revue Internationale des Livres et des Idées*, Récupéré le 2 février 2020 à <http://www.revuedeslivres.net/articles.php?idA>

- Nadeau, Jessica (2017). La lutte des classes nuit à la réussite scolaire, selon une étude de l'IRIS, Paru dans Le Devoir, Récupéré le 20 avril 2020 à <https://www.ledevoir.com/societe/education/507402/education-la-lutte-des-classes>
- Olson, Mancur (1978), *La logique de l'action collective*, Presses Universitaires de France, Paris, 200 p.
- Ostrom, Elinor (2010). *Similitudes entre les institutions de ressources communes durables et auto-organisées*, Gouvernance des biens communs, Paris, De Boeck, p. 112-127.
- Pierre Romelaer (2005). *Chapitre 4. L'entretien de recherche*, Management des ressources humaines, De Boeck Supérieur « Méthodes & Recherches », p. 101-137.
- Thomas Piketty (2013). *Le capital au XXIème siècle*, Paris, Seuil, pp. 15-68
- Pineault Éric (1997). *Le retour de la charité. La solidarité saisie par la main invisible*, Cahiers de recherche sociologique, Numéro 29, Récupéré le 20 mai 2019 à <https://www.erudit.org/fr/revues/crs/1997-n29-crs1517745/1002677ar/>
- Polanyi, Karl (1983) [1944]. *La Grande Transformation*, Galimard, Coll. Tel, Montréal, 467 p.
- Polanyi, Karl et Conrad Arensberg (2002). *L'économie en tant que procès institutionnalisé*, Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie, Le Seuil, Paris.
- Prost, Antoine (2010). *Douze leçons sur l'histoire*, Le Seuil, Paris, 385 p.
- Servigne, Pablo et Gauthier Chapelle (2017). *L'entraide. L'autre loi de la jungle*, Les liens qui libèrent, Paris, 382 p.
- Servigne, Pablo et Raphael Stevens (2015). *Comment tout peut s'effondrer*, Anthropocène, Seuil, 301p.
- Simard, Jean Claude (2016). *Darwin... moins le darwinisme social et l'eugénisme*, Acfas Magasine, Chroniques La science en culture.
- Sole, Andreu (2011). *Développement durable ou décroissance? Le point aveugle du débat*, Décroissance versus développement durable, Écosociété, Montréal, p. 14-33.
- Testart, Alain (2007). *Critique du don : Études sur la circulation non marchande*, Syllepse, Paris, 268 p.
- Testart, Alain. (2001). *Échange marchand, échange non marchand*, Revue française de sociologie, Vol 42, No4, p. 719 à 748.
- Joan Tronto (2009). *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte, p. 143.
- Weber, Max (1971). *Les types de domination*, dans Économie et Société, Paris, Plon.

# ANNEXE 1 : Matrice des besoins de Max Neef (1991)

Table 1: MATRIX OF NEEDS AND SATISFIERS\*

Needs according to existential categories Needs according to axiological categories	BEING	HAVING	DOING	INTERACTING
<b>SUBSISTENCE</b>	1/ Physical health, mental health, equilibrium, sense of humor, adaptability	2/ Food, shelter, work	3/ Feed, procreate, rest, work	4/ Living environment, social setting
<b>PROTECTION</b>	5/ Care, adaptability, autonomy, equilibrium, solidarity	6/ Insurance systems, savings, social security, health systems, rights, family, work	7/ Cooperate, prevent, plan, take care of, cure, help	8/ Living space, social environment, dwelling
<b>AFFECTION</b>	9/ Self-esteem, solidarity, respect, tolerance, generosity, receptiveness, passion, determination, sensuality, sense of humor	10/ Friendships, family, partnerships, relationships with nature	11/ Make love, caress, express emotions, share, take care of, cultivate, appreciate	12/ Privacy, intimacy, home, space of togetherness
<b>UNDERSTANDING</b>	13/ Critical conscience, receptiveness, curiosity, astonishment, discipline, intuition, rationality	14/ Literature, teachers, method, educational policies, communication policies	15/ Investigate, study, experiment, educate, analyze, meditate	16/ Settings of formative interaction, schools, universities, academies, groups, communities, family
<b>PARTICIPATION</b>	17/ Adaptability, receptiveness, solidarity, willingness, determination, dedication, respect, passion, sense of humor	18/ Rights, responsibilities, duties, privileges, work	19/ Become affiliated, cooperate, propose, share, dissent, obey, interact, agree on, express opinions	20/ Settings of participative interaction, parties, associations, churches, communities, neighborhoods, family
<b>IDLENESS</b>	21/ Curiosity, receptiveness, imagination, recklessness, sense of humor, tranquility, sensuality	22/ Games, spectacles, clubs, parties, peace of mind	23/ Daydream, brood, dream, recall old times, give way to fantasies, remember, relax, have fun, play	24/ Privacy, intimacy, spaces of closeness, free time, surroundings, landscapes
<b>CREATION</b>	25/ Passion, determination, intuition, imagination, boldness, rationality, autonomy	26/ Abilities, skills, method, work	27/ Work, invent, build, design, compose, interpret	28/ Productive and feedback settings, workshops, cultural groups, audiences, spaces for expression, temporal freedom
<b>IDENTITY</b>	29/ Sense of belonging, consistency, differentiation, self-esteem, assertiveness	30/ Symbols, language, religion, habits, customs, reference groups, sexuality, values, norms, historical memory, work	31/ Commit oneself, integrate oneself, confront, decide on, get to know oneself, recognize oneself, actualize oneself, grow	32/ Social rhythms, everyday settings, settings which one belongs to, maturation stages
<b>FREEDOM</b>	33/ Autonomy, self-esteem, determination, passion, assertiveness, openmindedness, boldness, rebelliousness, tolerance	34/ Equal rights	35/ Dissent, choose, be different from, run risks, develop awareness, commit oneself, disobey	36/ Temporal/spatial plasticity

## ANNEXE 2 : Tableau synoptique du profil des participants

Participants	Âge	Milieu de vie	Plus haut niveau d'étude complété	Profession	Profession des parents
<b>Groupe 1</b>					
Mme. Lalancette	1932	Trois-Rivières (bébé), puis ville (Montréal), puis campagne (Repentigny)	Cours commercial	Tavaille en finance, puis femme au foyer (mari:dessinateur industriel)	père comptable, mère au foyer
Mme. Bouchard	1933	Campagne (l'Épiphanie), puis banlieue (L'Assomption)	Cours commercial	Téléphoniste, puis femme au foyer (mari:dessinateur industriel)	parents cultivateurs
Mme. Perron	1932	Ville (Montréal)	Cours commercial	Femme au foyer (mari:vendeur en plomberie)	père ingénieur stationnaire, mère employée dans une boutique de designer et mère au foyer avec l'aide de sa tante
Mme. Lorrain	1928	Campagne (Beauce), puis ville (Montréal)	7e année non complétée	Femme de ménage, puis femme au foyer (mari: menuisier)	parents cultivateurs
Mme. Girard	1934	Ville (Montréal)	Cours commercial (Collège O-Sullivan)	Femme au foyer (mari:pompier et peintre)	père propriétaires d'épiceries et de logements locatifs, mère au foyer ou aide avec le commerce
M. Desjardins	1931	Campagne (St-Léonard), puis ville (Pointe-aux-trembles)	Collège (12e année)	Multiple emplois en construction	parents cultivateurs
M. Ducharme	1920	Campagne (Vallée de Matapédia), puis ville (Montréal)	Cours de barbier	Barbier principalement	parents cultivateurs et père commerçant
M. Gagnon	1941	Campagne (Repentigny), puis logements hors de la province pour le travail	Enseignement en mécanique (équivalent d'un DEP)	Emplois en mécanique automobile et en conception d'avion	parents cultivateurs et mère couturière
<b>Groupe 2</b>					
Joannie	1992	Banlieue (Repentigny), puis ville (Montréal)	Université	Chef cuisinière	père employé à HydroQuébec et mère propriétaire de centre canin
Raphaëlle	1995	Ville (Pointe-Aux Trembles)	Cégep (Université en cours)	Étudiante et employée dans un cabinet d'avocat	mère conseillère financière chez Desjardins et père entrepreneur en construction
Sandrine	1991	Banlieue (Repentigny et Ste-Hyacinthe), puis ville (Montréal)	Université	Chef de production et assistante designer dans une boutique	père gérant de McDonalds et mère au foyer
Camille	1995	Banlieue (Repentigny)	AEC (Attestation d'études collégiales)	Pilote d'hélicoptère	mère spécialiste en marketing et père courtier d'assurance (père)
Cindy	1994	Banlieue (Repentigny)	Secondaire	Technicienne en pose d'ongles	père vendeur dans un magasin de meuble et mère technicienne en pose d'ongles
Jonathan	1991	Banlieue (Repentigny), puis ville (Montréal)	Université	Poste en marketing et e-commerce dans une startup	père technicien chez Bell et mère poste de direction dans le commerce de détail (mère)
Francis	1995	Ville (Montréal)	Secondaire (Cégep presque complété)	Vendeur en automobile	parents pigistes en cinéma
Théo	1992	Banlieue (Repentigny), puis plusieurs déménagements entre ville et banlieue	DEC (Diplôme d'étude collégiale)	Travailleur autonome en immobilier	père représentant des ventes et mère au foyer

## ANNEXE 3 : Lettre de recrutement des participants

### Recrutement de participants pour une recherche dans le cadre d'un mémoire de maîtrise

**Titre du projet de recherche:** Étude sur l'évolution de l'entraide : un pilier qui s'effondre

**Chercheuse:** Rachel Delorme, étudiante à la maîtrise en Gestion de l'innovation sociale, supervisée par le professeur Yves-Marie Abraham au département de management à HEC Montréal

**Objectif de l'étude:** Cette recherche vise à mieux comprendre les causes de marginalisation des actes d'entraide dans les sociétés modernes, plus précisément au Québec.

**Nature de la recherche:**

L'entraide est un moyen parmi d'autres de satisfaire ses besoins fondamentaux. Cette recherche s'intéresse donc au mode de vie des individus, précisément aux méthodes qu'ils emploient pour satisfaire leurs besoins.

**Participants recherchés:** Nous sommes à la recherche d'individus intéressés à contribuer à cette étude, ces personnes :

- Doivent être âgées entre 20 et 30 ans, ou entre 80 et 90 ans.
- Doivent demeurer à Montréal et ses environs
- Doivent pouvoir consentir au processus de recherche.
- Ne doivent pas avoir de diagnostic connu de santé mentale.
- Ne doivent pas avoir de mandat d'inaptitude homologué.

**Participation:** Les personnes sont invitées à participer à un entretien individuel d'une durée approximative d'une heure et demie avec la chercheuse. Le lieu de l'entretien sera convenu selon les préférences des participants, dans un lieu public ou directement chez la personne interviewée.

**Confidentialité et droit de retrait:** La confidentialité des personnes et de leurs témoignages est assurée, conformément aux lois et règlements applicables dans la province de Québec et aux règlements et politiques de HEC Montréal. La participation à la recherche est volontaire. Les participants sont libres de participer à ce projet de recherche et peuvent décider de cesser leur participation à tout moment.

**Coordonnées de la chercheuse:** Pour prendre part à la recherche ou pour obtenir plus d'information, veuillez communiquer avec Rachel Delorme, [racheldelorme5@gmail.com](mailto:racheldelorme5@gmail.com), 514-702-5566.

## ANNEXE 4 : Guide d'entretien – Version 1 (Aînés)

Étude sur l'évolution de l'entraide  
Guide d'entretien  
Type de participants : Aînés

Rachel Delorme

Octobre 2019

\*\*\* Faire signer le formulaire de  
consentement au début. \*\*\*

Bonjour,

Vous avez accepté de participer à un entretien dans le cadre d'une étude sur les modes de vie dans la société québécoise.

Nous vous assurons à nouveau que votre participation à cette enquête restera anonyme, si vous ne souhaitez pas divulguer votre nom. Par ailleurs, les éventuelles citations de vos propos dans les différents rapports que nous serons amenés à produire ne permettront pas de vous identifier. L'ensemble du dispositif d'enquête a reçu l'approbation du Comité d'Éthique de la Recherche de HEC Montréal, mais si un aspect de cette recherche ne vous semble pas respectueux de votre personne ou de vos droits, vous pouvez solliciter ce comité. De plus, si vous ne souhaitez pas répondre à une question, veuillez en faire part à la chercheuse et nous passerons à la question suivante sans problème.

## Section 1 : Votre mode de vie jusqu'à la vingtaine

Transition : *Dans un premier temps, je voudrais qu'on discute du mode de vie que vous avez connu jusqu'à votre vingtaine. N'hésitez pas à raconter une anecdote qui vous semble peut-être hors sujet, je recadrerai notre discussion dans le cas échéant.*

### 1.1. Les premières années de vie

Question de départ : *Pouvez-vous faire un bref survol des premières années de votre vie? Racontez-moi votre enfance?*

Relances possibles :

- *Date et lieu de naissance?*
- *Avez-vous des frères et sœurs?*
- *Parlez-moi de vos parents? Leurs activités? Leur rôle dans le ménage? Qui assurait un revenu? Qui s'occupait de l'entretien ménager, des courses, de la cuisine?*
- *Où avez-vous habité durant cette période (urbain/rural, déménagements?)*
- *Qui vous a élevé principalement? Vos parents ont-ils eu de l'aide?*
- *Comment les enfants ont-ils été pris en charge si les deux parents travaillaient ou qu'ils étaient en vacances/sortie? Et pendant les vacances? Ou quand ils étaient malades?*
- *Quel était le rôle de vos grands-parents? Est-ce que d'autres membres de la famille ou externe jouaient un rôle important? Votre entourage était composé de qui? Sur qui pouviez-vous compter si vous aviez besoin d'aide ou d'un service quelconque?*
- *Qui a pris en charge votre éducation? Parents? Autres membres de la famille? Uniquement des professionnels rémunérés?*
- *À quelle école êtes-vous allé? Privé ou public? Primaire? Secondaire? Cégep?*
- *Quel domaine avez-vous étudié?*
- *Avez-vous reçu de l'aide dans vos études? Financière ou autre type d'aide?*
- *Événements marquants ou des changements majeurs durant cette période?*

## **Section 2 : Votre mode de vie dans la vingtaine, passé l'âge de la majorité**

Transition : *Maintenant, je voudrais qu'on parle de votre vie quotidienne quand vous étiez dans votre vingtaine.*

### **2. 1. Vie familiale**

Question de départ : *Parlez-moi de votre vie familiale dans la vingtaine? Peut-être commencé avec la transition vers le monde adulte?*

Relances possibles :

- *À quel âge avez-vous déménagé de chez vos parents?*
- *Partenaires de vie? Marié? Activité de votre partenaire?*
- *Brièvement, quelle était votre activité/travail? On y reviendra en détail.*
- *Quel était le rôle de chacun?*
- *Avez-vous des enfants? À quel âge vous les avez-eu?*
- *Qui s'occupait des enfants?*
- *Qui s'occupait de l'entretien ménagé? Des courses? De la cuisine?*
- *Qui assurait un revenu au ménage?*
- *Comment les enfants étaient pris en charge si les deux parents travaillaient ou qu'ils étaient en vacances/sortie? Et pendant les vacances scolaires? Ou quand ils sont malades?*
- *Quel était le rôle de vos parents?*
- *Aviez-vous de l'aide d'autres membres de la famille, d'amis ou autres individus externes pour aider à s'occuper des enfants ou autres tâches?*
- *Votre entourage était composé de qui à cette époque? Sur qui pouvez-vous compter si vous aviez besoin d'aide ou d'un service quelconque?*

### **2.2. Études et travail**

Question de départ : *Parlez-moi de vos études et de vos premières expériences de travail?*

Relances possibles :

- *Êtes-vous allés à l'université? Quand est-ce que vos études se sont terminées? Qu'est-ce que vous étudiez? Receviez-vous de l'aide et du support pour vos études?*
- *À quel âge avez-vous commencé à travailler?*
- *Comment avez-vous trouvé votre premier emploi? Pour quelles raisons avez-vous commencé à travailler?*
- *Quelles sont vos expériences de travail? Dans quel domaine?*
- *Comment avez-vous trouvé ces emplois?*

- *Quelle place prenait l'école/ le travail dans votre vie? Combien d'heures travaillez-vous par semaine? À quoi ressemble votre horaire?*
- *En cas de périodes difficiles, comme du chômage, pouviez-vous compter sur quelconques personnes ou ressources?*

### 2.3. Se loger

Question de départ : *Quel type de logement habitez-vous? Il peut en avoir plusieurs (si déménagement).*

Relances possibles :

- *Où habitez-vous?*
- *Pourquoi avez-vous choisi ce type de logement ? Ce quartier ?*
- *Partagez-vous votre logement ? Avec qui ?*
- *Qu'advenait-il dans les moments plus difficiles au niveau du paiement du loyer ou de l'hypothèque?*
- *Vos différentes activités sont-elles situées près de votre domicile?*
- *Comment vous rendiez-vous à vos différentes activités? Déplacements?*

### 2.4. S'alimenter

Question de départ : *Toujours dans votre vingtaine, comment vous procuriez-vous votre nourriture?*

Relances possibles :

- *Quelles étaient vos sources d'approvisionnement?*
- *Épiceries? Marché? Commerce? Livreur?*
- *Aviez-vous un attachement à certaines sources d'approvisionnement, pourquoi?*
- *Jardinage? Jardin communautaire?*
- *Échange de nourriture? Aide du voisinage?*
- *Dans les temps difficiles, comment y arrivez-vous? Aide quelconque?*
- *Sources d'approvisionnement occasionnelles?*
- *Quel genre de contact/relation vous aviez avec vos différents fournisseurs?*

### 2.5. Se vêtir

Question de départ : *Toujours dans votre vingtaine, portiez-vous des vêtements qui venaient des magasins?*

Relances possibles :

- *Marché? Commerce?*
- *Couture? Qui cousait?*
- *Échange de vêtements? Seconde main?*
- *Pour quelles raisons vous aviez besoin de nouveaux vêtements?*
- *Votre réflexe quand vos vêtements ne convenaient plus?*

## 2. 6. Santé

Question de départ : Avez-vous eu un état de santé ou un accident qui vous ont obligé à rester au repos pendant un certain temps ou à recevoir différents soins?

Relances possibles :

- *Qui s'occupait de vous? Comment cela se passait-il ?*
- *Qui était en mesure de vous administrer des soins de santé? Ressources formelles? (Hôpital? Clinique?) ou informelles? (Amis? Voisin? Famille?)*
- *En cas de grosse grippe par exemple, avez-vous recours à de l'aide quelconque pour accélérer votre rétablissement?*

## 2. 7. Appartenance à un groupe

Question de départ : En dehors de votre activité principale/occupation, comment occupez-vous votre temps de loisir?

Relances possibles :

- *Sports ?*
- *Activités politiques ? Bénévolats?*
- *Religion?*
- *Implication communautaire? Voisinage ?*
- *Amis ?*
- *Famille? Famille éloignée?*
- *Collègues?*
- *Groupes/communautés en ligne?*
- *Comment ces groupes se sont-ils formés ou comment vous y êtes-vous affilié?*
- *Comment vous assurez-vous de maintenir ses relations? (Rencontres, proximité?)*
- *Moyens de communication?*
- *Qu'est-ce qui vous plaisait là-dedans? Qu'est-ce que vous vous apportiez mutuellement entre membres du groupe?*

Avez-vous d'autres éléments à me partager, anecdotes, informations pertinentes?

**Merci beaucoup de votre participation!**

## ANNEXE 5 : Guide d'entretien – Version 2 (Milléniaux)

Étude sur l'évolution de l'entraide  
Guide d'entretien  
Type de participants : Milléniaux

Rachel Delorme

Octobre 2019

\*\*\* Faire signer le formulaire de  
consentement au début. \*\*\*

Bonjour,

Vous avez accepté de participer à un entretien dans le cadre d'une étude sur les modes de vie dans la société québécoise.

Nous vous assurons à nouveau que votre participation à cette enquête restera anonyme, si vous ne souhaitez pas divulguer votre nom. Par ailleurs, les éventuelles citations de vos propos dans les différents rapports que nous serons amenés à produire ne permettront pas de vous identifier. L'ensemble du dispositif d'enquête a reçu l'approbation du Comité d'Éthique de la Recherche de HEC Montréal, mais si un aspect de cette recherche ne vous semble pas respectueux de votre personne ou de vos droits, vous pouvez solliciter ce comité. De plus, si vous ne souhaitez pas répondre à une question, veuillez en faire part à la chercheuse et nous passerons à la question suivante sans problème.

## Section 1 : Votre mode de vie jusqu'à la vingtaine

Transition : *Dans un premier temps, je voudrais qu'on discute du mode de vie que vous avez connu jusqu'à la vingtaine. N'hésitez pas à raconter une anecdote qui vous semble peut-être hors sujet, je recadrerai notre discussion dans le cas échéant.*

### 1.1. Les premières années de vie

Question de départ : *Pouvez-vous faire un bref survol des premières années de votre vie? Racontez-moi votre enfance?*

Relances possibles :

- *Date et lieu de naissance?*
- *Avez-vous des frères et sœurs?*
- *Parlez-moi de vos parents? Leurs activités? Leur rôle dans le ménage? Qui assurait un revenu? Qui s'occupait de l'entretien ménager, des courses, de la cuisine?*
  
- *Où avez-vous habité durant cette période (urbain/rural, déménagements?)*
  
- *Qui vous a élevé principalement? Vos parents ont-ils eu de l'aide?*
- *Comment les enfants ont-ils été pris en charge si les deux parents travaillaient ou qu'ils étaient en vacances/sortie? Et pendant les vacances? Ou quand ils étaient malades?*
- *Quel était le rôle de vos grands-parents? Est-ce que d'autres membres de la famille ou externe jouaient un rôle important? Votre entourage était composé de qui? Sur qui pouviez-vous compter si vous aviez besoin d'aide ou d'un service quelconque?*
  
- *Qui a pris en charge votre éducation? Parents? Autres membres de la famille? Uniquement des professionnels rémunérés?*
- *À quelle école êtes-vous allé? Privé ou public? Primaire? Secondaire? Cégep?*
- *Quel domaine avez-vous étudié?*
- *Avez-vous reçu de l'aide dans vos études? Financière ou autre type d'aide?*
  
- *Autres événements marquants ou des changements majeurs durant cette période?*

## **Section 2 : Votre mode de vie dans la vingtaine, passé l'âge de la majorité**

Transition : *Maintenant, je voudrais qu'on parle de votre vie quotidienne aujourd'hui dans votre vingtaine.*

### **2. 1. Vie familiale**

Question de départ : *Parlez-moi de votre vie familiale dans la vingtaine? Peut-être commencé avec la transition vers le monde adulte?*

Relances possibles :

- *Êtes-vous toujours chez vos parents? Sinon, à quel âge avez-vous déménagé de chez vos parents?*
- *Partenaires de vie? Marié? Activité de votre partenaire?*
- *Brièvement, quelle est votre activité/travail? On y reviendra en détail.*
- *Quel est le rôle de chacun des membres du ménage? Comment vous gérer votre vie de famille ou de couple?*
- *Avez-vous des enfants? À quel âge vous les avez eus?*
- *Qui s'occupe des enfants?*
- *Qui s'occupe de l'entretien ménagé? Des courses? De la cuisine?*
- *Qui assure un revenu au ménage?*
- *Comment les enfants sont pris en charge si les deux parents travaillent ou qu'ils sont en vacances/sortie? Et pendant les vacances scolaires? Ou quand ils sont malades?*
- *Quel est le rôle de vos parents.*
- *Aviez-vous de l'aide d'autres membres de la famille, d'amis ou autres individus externes pour aider à s'occuper des enfants ou autres tâches?*
- *Votre entourage est composé de qui? Sur qui pouvez-vous compter si vous aviez besoin d'aide ou d'un service quelconque?*

### **2.2. Étude et travail**

Question de départ : *Parlez-moi de vos études et de vos premières expériences de travail?*

Relances possibles :

- *Êtes-vous toujours aux études?*
- *Si oui, qu'est-ce que vous étudiez? Recevez-vous de l'aide et du support pour vos études?*

- *Sinon, quand est-ce que vos études se sont terminées? Tu étais rendu où dans ta scolarité.*
- *À quel âge avez-vous commencé à travailler?*
- *Comment avez-vous trouvé votre premier emploi? Pour quelles raisons avez-vous commencé à travailler?*
- *Quelles sont vos expériences de travail? Dans quel domaine?*
- *Comment avez-vous trouvé ces emplois?*
- *Quelle place prend l'école/ le travail dans votre vie? Combien d'heures travaillez-vous par semaine? À quoi ressemble votre horaire?*
- *En cas de périodes difficiles, comme du chômage, pouvez-vous compter sur quelconques personnes ou ressources?*

### 2.3. Santé

Question de départ : *Avez-vous eu un état de santé ou un accident qui vous ont obligé à rester au repos pendant un certain temps ou à recevoir différents soins?*

Relances possibles :

- *Qui s'occupe de vous? Comment cela se passe-t-il?*
- *Qui est en mesure de vous administrer des soins de santé? Ressources formelles? (Hôpital? Clinique?) ou informelles? (Amis? Voisin? Famille?)*
- *En cas de grosse grippe par exemple, avez-vous recours à de l'aide quelconque pour accélérer votre rétablissement?*

### 2. 4. S'alimenter

Question de départ : *Comment vous procurez-vous votre nourriture?*

Relances possibles :

- *Quelles sont vos sources d'approvisionnement?*
- *Épiceries? Marché? Commerce? Livreur?*
- *Avez-vous un attachement à certaines sources d'approvisionnement, pourquoi?*
- *Jardinage? Jardin communautaire?*
- *Échange de nourriture? Aide du voisinage?*
- *Dans les temps difficiles, comment y arrivez-vous? Aide quelconque?*
- *Sources d'approvisionnement occasionnelles?*
- *Quel genre de contact/relation vous avez avec vos différents fournisseurs?*

### 2. 5. Se vêtir

Question de départ : *D'où viennent tes vêtements?*

Relances possibles :

- *Marché? Commerce?*
- *Échange de vêtements? Seconde main? Couture?*

- *Pour quelles raisons vous avez besoin de nouveaux vêtements?*
- *Votre réflexe quand vos vêtements ne conviennent plus?*

## 2. 6. Se loger

Question de départ : *Quel type de logement habitez-vous?*

Relances possibles :

- *Où habitez-vous?*
- *Pourquoi avez-vous choisi ce type de logement ? Ce quartier ?*
- *Partagez-vous votre logement ? Avec qui ?*
- *Qu'advenait-il dans les moments plus difficiles au niveau du paiement du loyer ou de l'hypothèque?*
- *Vos différentes activités sont-elles situées près de votre domicile?*
- *Comment vous rendiez-vous à vos différentes activités? Déplacements?*

## 2. 7. Appartenance à un groupe

Question de départ : *Au niveau de votre vie sociale maintenant, en dehors de votre activité principale/occupation, comment occupez-vous votre temps de loisir?*

Relances possibles :

- *Sports ?*
- *Activités politiques ? Bénévolats?*
- *Religion?*
- *Implication communautaire? Voisinage ?*
- *Amis ?*
- *Famille? Famille éloignée?*
- *Collègues?*
- *Groupes/communautés en ligne?*
- *Comment ces groupes se sont-ils formés ou comment vous y êtes-vous affilié?*
- *Comment vous assurez-vous de maintenir ses relations? (Rencontres, proximité?)*
- *Moyens de communication?*
- *Qu'est-ce qui vous plaît là-dedans? Qu'est-ce que vous vous apportez mutuellement entre membres du groupe?*

Avez-vous d'autres éléments à me partager, anecdotes, informations pertinentes?

Merci beaucoup de votre participation!

# ANNEXE 6 : Formulaire de consentement

HEC MONTRÉAL

## FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

### **1. Renseignements sur le projet de recherche**

Vous avez été approché(e) pour participer au projet de recherche suivant :  
Étude sur l'évolution des modes de vie au Québec

Ce projet est réalisé par :

**Étudiante à la maîtrise à HEC Montréal :**

Rachel Delorme

Tél : 514-702-5566

Courriel : rachel.delorme@hec.ca

**Directeur :**

Yves-Marie Abraham

Courriel : yves-marie.abraham@hec.ca

**Résumé :** Cette recherche vise à mieux comprendre les changements dans les modes de vie des Québécois au fil des générations. La chercheuse s'intéresse donc au mode de vie des individus, précisément aux méthodes qu'ils emploient pour satisfaire leurs besoins.

### **2. Aspect d'éthique de la recherche**

Votre participation à ce projet de recherche doit être totalement volontaire. Vous pouvez refuser de répondre à l'une ou l'autre des questions. Il est aussi entendu que vous pouvez demander de mettre un terme à la rencontre, ce qui interdira au chercheur d'utiliser l'information recueillie.

Le comité d'éthique de la recherche de HEC Montréal a statué que la collecte de données liée à la présente étude satisfait aux normes éthiques en recherche auprès des êtres humains. Pour toute question en matière d'éthique, vous pouvez communiquer avec le secrétariat de ce comité au (514) 340-6051 ou par courriel à [cer@hec.ca](mailto:cer@hec.ca). N'hésitez pas à poser au chercheur toutes les questions que vous jugerez pertinentes.

### **3. Confidentialité des renseignements personnels obtenus**

Vous devez vous sentir libre de répondre franchement aux questions qui vous seront posées. Le chercheur, de même que tous les autres membres de l'équipe de recherche, le cas échéant, s'engagent à protéger les renseignements personnels obtenus en assurant la protection et la sécurité des données recueillies, en conservant tout enregistrement dans un lieu sécuritaire, en ne discutant des renseignements confidentiels qu'avec les membres de l'équipe de recherche et en n'utilisant pas les données qu'un participant aura explicitement demandé d'exclure de la recherche.

De plus les chercheurs s'engagent à ne pas utiliser les données recueillies dans le cadre de ce projet à d'autres fins que celles prévues, à moins qu'elles ne soient approuvées par le Comité d'éthique de la recherche de HEC Montréal. **Notez que votre approbation à participer à ce projet de recherche équivaut à votre approbation pour l'utilisation de ces données pour des projets futurs qui devront toutefois être approuvés par le Comité d'éthique de recherche de HEC Montréal.**

Toutes les personnes pouvant avoir accès au contenu de votre entrevue de même que la personne responsable d'effectuer la transcription de l'entrevue, ont signé un engagement de confidentialité.

### **4. Protection des renseignements personnels lors de la publication des résultats**

Les renseignements que vous avez confiés seront utilisés pour la préparation d'un document qui sera rendu public. Les informations brutes resteront confidentielles, mais le chercheur utilisera ces

informations pour son projet de publication. Il vous appartient de nous indiquer le niveau de protection que vous souhaitez conserver lors de la publication des résultats de recherche.

**Participation au projet de recherche :**

- J'accepte de participer à ce projet de recherche.**

**5. Niveau de confidentialité**

**Option 1 :**

- J'accepte que mon nom apparaisse lors de la diffusion des résultats de la recherche.**

Si vous cochez cette case, les chercheurs pourront reprendre certains de vos propos en citant votre nom pour l'ensemble des documents ou articles de recherche produits à la suite de cette étude. Vous ne vous attendez à aucune protection de votre anonymat.

**Option 2 :**

- Je ne veux pas que mon nom apparaisse lors de la diffusion des résultats de la recherche.**

Si vous cochez cette case, aucune information relative à votre nom ne sera divulguée lors de la diffusion des résultats de la recherche. Vous pourrez compter sur la protection de votre anonymat.

**6. Consentement à l'enregistrement audio de l'entrevue**

- J'accepte que le chercheur procède à l'enregistrement audio de cette entrevue**
- Je n'accepte pas que le chercheur procède à l'enregistrement audio de cette entrevue.**

**Vous pouvez indiquer votre consentement par signature, par courriel ou verbalement au début de l'entrevue.**

**SIGNATURE DU PARTICIPANT À L'ENTREVUE :**

Prénom et nom :

\_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_ Date (jj/mm/aaaa) :

\_\_\_\_\_

**SIGNATURE DU CHERCHEUR :**

Prénom et nom :

\_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_ Date (jj/mm/aaaa) : \_\_\_\_\_